Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-227700010-20180927-lmc100000017706-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02/10/2018

Réception Préfet : 02/10/2018

Publication RAAD : 02/10/2018

Procès-Verbal

**Séance publique
du**

**Conseil départemental
du**

15 juin 2018

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE SEINE-ET-MARNE

Séance publique du vendredi 15 juin 2018

-:-

Ordre du jour/État de présences/État des votes

L'an 2018, le vendredi 15 juin, de 9h30 à 13h20 et de 14h45 à 17h30, le Conseil départemental s'est réuni en l'Hôtel du département sous la présidence de M. Jean-Louis THIÉRIOT, Président, jusqu'au rapport n° 7/09 inclus, puis sous la présidence de M. Olivier LAVENKA, Premier Vice-président, à compter du rapport n° 1/01 jusqu'au rapport n° 2/07 inclus, et de M. Jean-Louis THIÉRIOT, à compter du rapport n° 0/05.

ONT ÉTÉ PRÉSENTS :

M. Pierre BACQUÉ
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI
M. Arnaud de BELENET jusqu'au rapport n° 7/09 inclus, puis à compter du rapport n° 4/11
Mme Cathy BISSONNIER
M. Ludovic BOUTILLIER
Mme Martine BULLOT
M. Jean-Marc CHANUSSOT
M. Bernard CORNEILLE
M. Bernard COZIC
Mme Monique DELESSARD
M. Smaïl DJEBARA
Mme Martine DUVERNOIS
M. Vincent ÉBLÉ
Mme Anne-Laure FONTBONNE
Mme Julie GOBERT
M. Jérôme GUYARD
M. Yves JAUNAUX
M. Denis JULLEMIER jusqu'au rapport n° 5/08 inclus
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA jusqu'au rapport n° 3/12 inclus
Mme Nolwenn LE BOUTER
Mme Daisy LUCZAK jusqu'au rapport n° 7/09 inclus, puis à compter du rapport n° 6/01
Mme Marianne MARGATÉ
Mme Isoline MILLOT
M. Olivier MORIN jusqu'au rapport n° 4/11 inclus
Mme Céline NETTHAVONGS jusqu'au rapport n° 7/09 inclus
M. Jean-François ONETO
Mme Véronique PASQUIER
M. Ugo PEZZETTA jusqu'au rapport n° 7/09 inclus
Mme Laurence PICARD jusqu'au rapport n° 4/10 inclus
Mme Valérie POTTIEZ-HUSSON jusqu'au rapport n° 7/09 inclus

Mme Isabelle RECIO
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS jusqu'au rapport n° 7/09 inclus
Mme Geneviève SERT
M. Jean-Louis THIERIOT jusqu'au rapport n° 7/09 inclus, puis à compter du rapport n° 0/05
Mme Virginie THOBOR
M. Jérôme TISSERAND
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Franck VERNIN jusqu'au rapport n° 7/09 inclus puis à compter du rapport n° 4/11
Mme Andrée ZAÏDI jusqu'au rapport n° 4/13 inclus

ONT ÉTÉ ABSENTS ET ONT DONNÉ POUVOIR :

M. Denis JULLEMIER à Mme Nolwenn LE BOUTER à compter du rapport n° 5/09
M. Olivier LAVENKA à M. Denis JULLEMIER à compter du rapport n° 4/01 jusqu'au rapport n° 5/08 inclus, puis à Mme Martine DUVERNOIS à compter du rapport n° 5/09
M. Jean LAVIOLETTE à Mme Virginie THOBOR
Mme Daisy LUCZAK à M. Jean-Marc CHANUSSOT à compter du rapport n° 1/01 jusqu'au rapport n° 4/13 inclus
M. MORIN à Mme Véronique PASQUIER à compter du rapport n° 4/12
Mme Céline NETTHAVONGS à Mme Sarah LACROIX à compter du rapport n° 1/01
M. Ugo PEZZETTA à Mme Laurence PICARD à compter du rapport n° 1/01 jusqu'au rapport n° 4/10 inclus, puis à M. Franck VERNIN à compter du rapport n° 4/11
Mme Laurence PICARD à M. Yves JAUNAUX à compter du rapport n° 4/11
Mme Valérie POTTIEZ-HUSSON à Mme Véronique VEAU à compter du rapport n° 1/01
M. Brice RABASTE à Mme Céline NETTHAVONGS jusqu'au rapport n° 7/09 inclus, puis à M. Jérôme TISSERAND à compter du rapport n° 1/01
M. Patrick SEPTIERS à Mme Isoline MILLOT à compter du rapport n° 1/01
Mme Sandrine SOSINSKI à M. Olivier LAVENKA jusqu'au rapport n° 3/12 inclus, puis à M. Bernard COZIC à compter du rapport n° 4/01
M. Jean-Louis THIÉRIOT à Mme Nolwenn LE BOUTER à compter du rapport n° 1/01 jusqu'au rapport n° 2/07 inclus
M. Sinclair VOURIOT à Mme Geneviève SERT
Mme Andrée ZAÏDI à Mme Daisy LUCZAK à compter du rapport n° 6/01

ONT ÉTÉ ABSENTS :

M. Arnaud de BELENET à compter du rapport n° 1/01 jusqu'au rapport n° 4/10 inclus
M. Franck VERNIN à compter du rapport n° 1/01 jusqu'au rapport n° 4/10 inclus

Le quorum étant atteint, le Conseil départemental a, après délibération, adopté les délibérations inscrites à son ordre du jour de la façon suivante :

N° d'ordre	Intitulé	Sens du Vote
9h30 - Ouverture de la séance		
0/01	A – Procès-verbaux des séances des 22 mars et 6 avril 2018. Procès-verbal du 22 mars 2018.	Adopté à l'unanimité
	B – Procès-verbaux des séances des 22 mars et 6 avril 2018. Procès-verbal du 6 avril 2018.	Adopté à l'unanimité
0/02	Décisions prises par le Président du Conseil départemental du 20 mars au 28 mai 2018.	Adopté à l'unanimité
0/03	Délégation de compétence au Président du Conseil départemental en matière de marchés publics – Information sur les marchés et avenants notifiés entre le 1 ^{er} février et le 31 mars 2018.	Adopté à l'unanimité
0/04	A – Représentation du Département au sein de divers organismes. Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)	Adopté à l'unanimité
	B – Représentation du Département au sein de divers organismes. Commission de Délégation de Service Public (CDSP)	
	C – Représentation du Département au sein de divers organismes.	Adopté à l'unanimité
7/01	Comptes de gestion du comptable public pour l'exercice 2017.	Adopté à l'unanimité
7/02	Compte administratif 2017 et affectation des résultats.	Adopté à la majorité (Voix POUR : 36 Voix CONTRE : 8)
7/03	Première Décision Modificative 2018 pour le Budget général et les budgets annexes.	Adopté à la majorité (Voix POUR : 36 Voix CONTRE : 8)
7/09	Garantie d'emprunt en faveur de l'EHPAD de Moret-Loing-Orvanne (restructuration et extension de l'EHPAD Arthur Vernes).	Adopté à l'unanimité
13h20 – Suspension de la séance		

14h45 - Reprise de la séance

N° d'ordre	Intitulé	Sens du Vote
1/01	Contrat Intercommunal de Développement (CID) de la Communauté de communes des Portes Briardes entre Villes et Forêts – Contrat cadre, programme d’actions et conventions de réalisation.	Adopté à l'unanimité
1/02	Contrats ruraux (CoR).	Adopté à l'unanimité
1/03	Protocole d'accord relatif à l’aménagement du site de Paris-Villaroche.	Adopté à l'unanimité
1/04	Adhésion à l'association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel (AVICCA).	Adopté à l'unanimité
1/05	A - Poursuite du partenariat entre le Département et Seine-et-Marne Environnement (SEME) et modification du soutien financier 2018 du Département au Laboratoire régional de suivi de la faune sauvage (LRSFS). Poursuite du partenariat avec l'association Seine-et-Marne Environnement (SEME) - Avenant n° 1.	Adopté à l'unanimité
	B - Poursuite du partenariat entre le Département et Seine-et-Marne Environnement (SEME) et modification du soutien financier 2018 du Département au Laboratoire régional de suivi de la faune sauvage (LRSFS). Avenant n° 2 à la convention entre le Département et le Laboratoire régional de suivi de la faune sauvage.	Adopté à l'unanimité
1/06	Schéma départemental d'assainissement des eaux usées n° 2 (SDASS EU 2).	Adopté à l'unanimité
1/07	Création de l'Espace Naturel Sensible "La Mare à Salé" à Dammartin-en-Goële.	Adopté à l'unanimité
1/08	Convention avec la Caisse des dépôts et consignations pour le financement de l'étude de conception d'une plateforme seine-et-marnaise pour l'approvisionnement de la restauration collective en produits agricoles de proximité.	Adopté à l'unanimité
1/09	Approbation du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée de la Seine-et-Marne - Mise à jour 2018.	Adopté à l'unanimité
1/10	Présentation des rapports de l'Observatoire de l'Eau et du bilan 2017 des actions du Plan Départemental de l'Eau (PDE) 2017 - 2021.	Adopté à l'unanimité
1/11	Demande d’autorisation de sollicitation de financement auprès de l’ADEME.	Adopté à l'unanimité

N° d'ordre	Intitulé	Sens du Vote
1/12	Dispositif de soutien au développement des plateformes territoriales de rénovation énergétique de l'habitat en Seine-et-Marne - Convention cadre de partenariat.	Adopté à l'unanimité
1/13	Lutte anti-vectorielle contre le moustique "Tigre" - avenant n° 1 à la convention financière entre le Département de Seine-et-Marne et l'Entente de Lutte Interdépartementale contre les Zoonoses (ELIZ).	Adopté à l'unanimité
1/14	Contribution du Département au Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) complet de la vallée de l'Yerres.	Adopté à l'unanimité
2/02	Personnel départemental : modifications d'emplois permanents, création d'emplois non permanents et mise à jour du tableau des emplois.	Adopté à l'unanimité
2/03	Prise en charge des frais dans le cadre du compte personnel de formation.	Adopté à l'unanimité
2/04	Conditions d'attribution des logements de fonction.	Adopté à l'unanimité
2/05	Etat des travaux de la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) pour l'année 2017.	Adopté à l'unanimité
2/06	Renouvellement de convention avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) pour la période 2018-2020	Adopté à l'unanimité
2/07	Rémunération d'intervenants extérieurs dans le cadre de la commémoration de la Grande Guerre 1914 – 1918 « Les Lumières de la Paix » célébration orphéonique en Seine-et-Marne organisée par le Département de Seine-et-Marne.	Adopté à l'unanimité
0/05	Avis du Département de Seine-et-Marne dans le cadre de l'enquête publique du projet de gare d'interconnexion Bry-Villiers-Champigny.	Adopté à l'unanimité
3/01	A- Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières et évictions agricoles sur le territoire des communes de Messy, Claye-Souilly, Compans et Gressy. Claye-Souilly/Messy	Adopté à l'unanimité
	B - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières et évictions agricoles sur le territoire des communes de Messy, Claye-Souilly, Compans et Gressy. Compans/Gressy	Adopté à l'unanimité
	C - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières et évictions agricoles sur le territoire des communes de Messy, Claye-Souilly, Compans et Gressy. Gressy	Adopté à l'unanimité

	D - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières et évictions agricoles sur le territoire des communes de Messy, Claye-Souilly, Compans et Gressy. Claye-Souilly	Adopté à l'unanimité
3/02	RD 603. Aménagement d'un giratoire avec la bretelle d'entrée Ouest d'A4 sur le territoire de la commune de Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux. Dossier de prise en considération.	Adopté à l'unanimité
3/04	Reclassement d'une section de la RD 124a dans la voirie communale de Cannes-Ecluse. Convention avec la Commune.	Adopté à l'unanimité
3/05	Reclassement d'une section de la RD 82 dans la voirie communale de Vert-Saint-Denis. Convention avec la Commune.	Adopté à l'unanimité
3/06	Affectation d'une fraction de la redevance communale des mines sur le pétrole aux communes de moins de 2 000 habitants, pour l'entretien de leur voirie. Programme 2018.	Adopté à l'unanimité
3/07	Electrification ligne Paris-Troyes - Projet de convention de financement n°2 portant sur une deuxième tranche de travaux de la phase 1 Gretz - Nogent.	Adopté à l'unanimité
3/08	Préparation rentrée scolaire 2018/2019 : convention relative à la prise en charge des frais de transport des élèves et étudiants handicapés	Adopté à l'unanimité
3/09	Préparation rentrée scolaire 2018/2019 : ajustement du règlement départemental et évolution de la politique pour les élèves internes.	Adopté à l'unanimité (Abstentions : 8)
3/10	A - Développement de l'offre des lignes Express n°01 "Rebais - Coulommiers - Melun" et n°46 "Montereau - Melun" - Avenants aux conventions partenariales.- Avenant à la convention partenariale Arlequin.	Adopté à l'unanimité
	B - Développement de l'offre des lignes Express n°01 "Rebais - Coulommiers - Melun" et n°46 "Montereau - Melun" - Avenants aux conventions partenariales. - Avenant à la convention partenariale Arlequin.	Adopté à l'unanimité
	C - Développement de l'offre des lignes Express n°01 "Rebais - Coulommiers - Melun" et n°46 "Montereau - Melun" - Avenants aux conventions partenariales. - Avenant à la convention partenariale Arlequin.	Adopté à l'unanimité

N° d'ordre	Intitulé	Sens du Vote
3/11	A - Transport à la demande (TAD) : projet de convention de financement du service Fileo et projets d'avenants aux conventions relatives aux services TAD Seine Ecole et des 2 Morin. Avenant à la convention de soutien financier du transport à la demande Seine-Ecole	Adopté à l'unanimité
	B - Transport à la demande (TAD) : projet de convention de financement du service Fileo et projets d'avenants aux conventions relatives aux services TAD Seine Ecole et des 2 Morin. TAD Proxi'bus des 2 Morin.	Adopté à l'unanimité
	C - Transport à la demande (TAD) : projet de convention de financement du service Fileo et projets d'avenants aux conventions relatives aux services TAD Seine Ecole et des 2 Morin.	Adopté à l'unanimité
3/12	Projet de création de 2 points d'arrêt et d'une station multimodale de covoiturage sur le territoire de le PIN.	Adopté à l'unanimité
4/01	Création de plateformes de diagnostic autisme de proximité en Seine-et-Marne.	Adopté à l'unanimité
4/02	Conventions entre le Département et les centres de planification et d'éducation familiale hospitaliers du Grand Hôpital de l'Est Francilien et du Centre hospitalier du Sud Seine-et-Marne.	Adopté à l'unanimité
4/04	Renouvellement de la convention de gestion du revenu de solidarité active avec la Caisse de Mutualité sociale agricole d'Île-de-France.	Adopté à l'unanimité
4/05	Rapport d'exécution 2017 de la convention d'appui aux politiques d'insertion et avenant financier n° 2 à la convention FAPI au titre de l'année 2018.	Adopté à l'unanimité (Non prise de participation au vote : 1)
4/06	Avenant n°2 à la convention 2016-2018 visant à formaliser le soutien du Département au fonctionnement global de SOLIHA 77.	Adopté à l'unanimité
4/07	Avenant n° 2 à la convention 2016-2018 visant à formaliser le soutien du Département au fonctionnement global de l'Agence Départementale d'Information pour le Logement (ADIL 77).	Adopté à l'unanimité(Non prise de participation au vote : 1)
4/08	Signature de l'avenant n° 5 au schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2013-2019.	Adopté à l'unanimité

N° d'ordre	Intitulé	Sens du Vote
4/09	Participation au Conseil départemental de l'accès au droit (C.D.A.D.).	Adopté à l'unanimité (Non prise de participation au vote : 1)
4/10	A - Subventions aux associations œuvrant à la cohésion et l'insertion sociale. Avenants aux conventions d'objectifs 2017-2019 visant à formaliser les modalités de partenariat entre le Département et les cinq associations caritatives.	Adopté à l'unanimité
	B - Subventions aux associations œuvrant à la cohésion et l'insertion sociale. Soutien financier aux associations portant des actions d'insertion sociale et médico-sociale.	Adopté à l'unanimité
	C - Subventions aux associations œuvrant à la cohésion et l'insertion sociale. Conventions d'objectifs visant à formaliser le soutien du Département à l'association Les Amis du Bus des Femmes et le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles pour l'année 2018.	Adopté à l'unanimité
	D - Subventions aux associations œuvrant à la cohésion et l'insertion sociale. Avenant n° 2 à la convention d'objectifs 2016-2018 visant à formaliser le soutien du Département à l'association d'Aide aux victimes et médiation judiciaire (A.VI.ME.J).	Adopté à l'unanimité
4/11	Avis du Conseil Départemental de Seine-et-Marne sur le projet régional de santé 2018-2022.	Adopté à l'unanimité (Abstentions : 2)
4/13	Dématérialisation des échanges d'informations avec les autorités judiciaires et les partenaires.	Adopté à l'unanimité
6/01	Convention 2018 entre le Département et l'Association Act'art.	Adopté à l'unanimité
6/02	Convention de partenariat entre le Département et le Groupement REMPART-Ile-de-France (2018-2020).	Adopté à l'unanimité
6/03	Convention de développement de l'éducation artistique et culturelle en Seine-et-Marne entre le Département et l'Etat, modification des parties signataires à la convention adoptée le 27 novembre 2017.	Adopté à l'unanimité
6/04	Adhésion du Département de Seine-et-Marne à l'association "A Fond la Science".	Adopté à l'unanimité
6/05	Festival départemental du patrimoine « Emmenez-moi » 2018 : conventions avec les partenaires.	Adopté à l'unanimité

N° d'ordre	Intitulé	Sens du Vote
6/06	"Les lumières de la Paix" : Célébration orphéonique en Seine-et-Marne	Adopté à l'unanimité
6/07	Subvention en faveur de l'AJECTA pour la restauration de la locomotive 140 C 231 classée monument historique.	Adopté à l'unanimité
6/08	Licences d'entrepreneur de spectacles : renouvellement.	Adopté à l'unanimité
6/09	Communication du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes d'Ile-de-France sur la gestion de l'Agence de Développement et de Réservation Touristique de Seine-et-Marne (ADRT77), concernant les exercices 2011 et suivants.	Adopté à l'unanimité
6/10	Convention de partenariat et de financement entre le Département de Seine-et-Marne et l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie Ile-de-France en Seine-et-Marne.	Adopté à l'unanimité
6/11	Convention de partenariat entre le Département de Seine-et-Marne et l'association des Gîtes de France et du Tourisme Vert de Seine-et-Marne. Attribution d'une subvention de fonctionnement au titre de l'année 2018.	Adopté à l'unanimité
6/12	Désignation d'un membre du Conseil d'exploitation de la Régie autonome dite «Service GAIA».	Adopté à l'unanimité
6/13	Modification des statuts de l'EPIC Seine-et-Marne Attractivité.	Adopté à la majorité (Voix POUR : 38 Voix CONTRE : 1 Abstentions : 7)
6/14	Enrichissement des collections des Archives départementales, acquises en 2017 par don ou achat.	Adopté à l'unanimité
0/06	MOTION présentée par les Élus du Groupe de la Gauche Républicaine et Communiste relative à la fermeture de classes et à la moindre qualité d'apprentissage.	Adopté à l'unanimité (Abstention : 1)
5/02	Cité scolaire François Couperin à Fontainebleau : Validation du programme de travaux 2018.	Adopté à l'unanimité
5/03	Fonctionnement des collèges publics - Exercice 2018 - Ajustement de la dotation globale de fonctionnement des collèges publics et répartition de crédits complémentaires.	Adopté à l'unanimité
5/04	Enseignement privé - Contribution du Département aux dépenses de fonctionnement correspondant à la part personnel et à la part matériel des collèges.	Adopté à la majorité (Voix CONTRE : 2)

N° d'ordre	Intitulé	Sens du Vote
5/05	Convention constitutive d'un groupement de commandes de fourniture et de maintenance de copieurs multifonctions numériques pour les collèges publics de Seine-et-Marne et les équipes mobiles d'ouvriers professionnels du Département de Seine-et-Marne.	Adopté à l'unanimité
5/06	Dénomination du collège sis Route d'Héricy à Vulaines-sur-Seine.	Adopté à l'unanimité
5/07	Dénomination du troisième collège de Villeparisis, sis Chemin des petits Marais à Villeparisis.	Adopté à l'unanimité
5/08	Modification du règlement départemental de la restauration scolaire des collèges publics de Seine-et-Marne.	Adopté à l'unanimité
5/09	CantiNéo77 - Aide à la restauration scolaire des collégiens - Bilan 2017/2018, reconduction du dispositif et renouvellement de la convention de partenariat avec la Caisse d'allocations familiales de Seine-et-Marne pour la rentrée 2018.	Adopté à l'unanimité (Abstentions : 6)
5/10	Organisation des services de restauration scolaire pour le collège provisoire de Villeparisis 3 et le collège de Vulaines-sur-Seine.	Adopté à l'unanimité
5/11	Sport de haut niveau : modification du dispositif départemental de soutien en faveur du sport de haut niveau seine-et-marnais.	Adopté à l'unanimité
17h30 – Fin de la séance		

Fait à Melun, le 25 juin 2018
Jean-Louis THIÉRIOT
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

M. LE PRÉSIDENT. Mes chers collègues, bien, tout le monde étant assis, mes chers collègues, je me réjouis d'accueillir aujourd'hui, parmi nous, Madame le Préfet de Seine-et-Marne. L'exercice de nos missions respectives, Madame le Préfet représentant l'État et votre serviteur, notre territoire et le Département, se fait généralement voire toujours dans de très bonnes conditions avec une grande compréhension et un souci général du bien commun. Ce souci que nous partageons, il s'exerce très largement par les services de l'État qui représentent le service public sur notre territoire et donc je remercie infiniment Madame le Préfet de venir parmi nous nous présenter le rapport des services de l'État dans notre Département et c'est l'occasion pour moi de lui dire toute ma gratitude pour l'esprit constructif et chaleureux dans lequel nous travaillons très régulièrement.

Mme LE PRÉFET. Merci Monsieur le Président. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les conseillers départementaux, Mesdames, Messieurs, d'abord je souhaite vous remercier Monsieur le Président de votre accueil. Mon prédécesseur avait restauré dans ce Département cet exercice qui est prévu par le Code général des collectivités territoriales, d'un débat sur la base du rapport spécial de l'activité des services de l'État dans le Département. Alors je me réjouis de poursuivre cette tradition et j'ai plaisir donc à m'exprimer devant vous ce matin afin de faire de ce moment l'occasion d'un dialogue franc et constructif, parce qu'après la présentation évidemment je me livrerai au jeu des questions/réponses si vous le souhaitez.

Je souhaite profiter de cet échange pour vous parler de quatre défis et opportunités majeurs auxquels, me semble-t-il, le Département est confronté et qui doivent tous nous mobiliser. Ces thèmes sont l'organisation territoriale qui malgré vos efforts et les nôtres reste insuffisamment rationalisée et nuit à l'efficacité de l'action.

Deuxième sujet, c'est la sécurité et la protection des personnes qui demeure un axe prioritaire de l'action des services de l'État sur lequel je suis pleinement engagée.

Troisième sujet qui est assez sensible dans le Département, qui est donc l'accueil des gens du voyage, pour lequel nous devons redoubler d'efforts pour parvenir à bien gérer cette itinérance et ainsi restaurer un climat apaisé.

Enfin, affirmer que la Seine-et-Marne est un Département de projets et ses projets qui permettent de structurer et de dynamiser votre territoire.

Organisation territoriale, sécurité, accueil des gens du voyage, projet à l'échelle Départementale, tels sont les quatre principaux volets qui structureront mon intervention. Pour chacun de ces thèmes, j'évoquerai avec vous l'activité soutenue des services de l'État en 2017. Toutefois, mon intervention ne sera pas une présentation exhaustive du rapport qui vous a été distribué, qui va être mise en ligne. Je souhaite simplement profiter de cette session pour affirmer les priorités de l'État sur notre territoire, car elle nécessite un investissement de tous, un investissement renforcé, et j'en profiterai aussi pour faire part de mon engagement résolu à les mettre en œuvre et de mon entière disponibilité.

Alors, je souhaite commencer par l'organisation institutionnelle des collectivités territoriales de Seine-et-Marne. Il s'agit d'un sujet éminemment important, parce qu'il conditionne l'efficacité de l'action publique au niveau local. Il y a, je pense, deux sujets que nous devons aborder ensemble : la question de la rationalisation de la carte communale intercommunale et syndicale d'une part, et la question des relations entre les collectivités territoriales et l'État d'autre part. L'actualisation du schéma Départemental de coopération intercommunale n'a pas conduit à une rationalisation suffisante de la carte institutionnelle du territoire notamment dans cette région capitale à laquelle nous appartenons. En matière d'intercommunalité d'abord, l'année 2017 a été marquée par la mise en œuvre du schéma Départemental de coopération intercommunale. Même si l'adoption de ce schéma a été difficile, je prends bonne note de fortes avancées obtenues. La mise en œuvre effective du SDCI a conduit à une diminution des structures de près de moitié en deux ans. De 40 PCI à fiscalité propre en 2015, le Département en compte désormais 23. Bien qu'améliorée cette situation a connu et

connaîtra encore des évolutions, le nombre d'EPCI restant élevé. Des évolutions et des projets qui visent une rationalisation supplémentaire de l'organisation institutionnelle sont déjà à l'étude. Ainsi, la récente fusion ou en cours de la CA du Pays de Coulommiers et de la CC du Pays Fertois ou les discussions sur des rapprochements dans le Provinois. Je sais par ailleurs qu'il existe des mouvements individuels de communes qui souhaitent changer d'intercommunalité. Je me tiens donc à votre disposition pour vous accompagner si de nouvelles modifications sont souhaitées par les élus et qu'elles participent à davantage de rationalisation. J'ai fait, il y a quelques jours, une réunion avec le pays Gretzois où quelques mouvements se profilent.

En ce qui concerne la carte syndicale, le constat est nettement plus alarmant. La confection du schéma départemental avait dans ce Département manifestement laissé de côté la question de la rationalisation des syndicats. Le résultat c'est que la Seine-et-Marne fait partie des Départements de France qui comptent encore le plus de syndicats, 316 à ce jour. Dès ma prise de fonction, j'ai donc affiché ma volonté d'y remédier. Les services de l'État encourageant ainsi les regroupements de syndicats avec deux champs thématiques plus particulièrement concernés la GEMAPI et le secteur de l'eau et de l'assainissement.

Sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations, les épisodes d'inondations de 2016 et celle de 2018 non confirmés ont nettement montré la nécessité d'une rationalisation autour de la constitution en particulier d'établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau. Alors, c'est une démarche qui me tient à cœur, mais le Préfet de bassin, le Préfet de région, le Préfet de bassin s'est engagé aussi sur l'ensemble du territoire, parce que comme sur les EPAGE nous raisonnons plus en bassin qu'en limite administrative de collectivités, il y a une dimension interdépartementale parfois même inter régionale qui doit être prise en compte. Il nous a incités à travailler dans nos Départements respectifs en tant que préfet coordonnateur sous l'impulsion d'un chargé de mission que d'aucuns connaissent ici, le Préfet de Combs qui fait un peu le recensement sur l'ensemble du bassin de tous les EPAGE que nous avons à construire. C'est dans ce registre que j'avais commencé, et c'est dans ce registre que je m'inscris. Les processus sont donc d'ores et déjà enclenchés sur le Loing, le Grand Morin et l'Hyères. Nous devons en effet créer ensemble des structures de taille critique capables d'agir sur des bassins à plus grande échelle.

Sur l'eau et l'assainissement, j'en ai fait une priorité, car l'émiettement des structures rend plus difficile de concevoir les réponses aux enjeux de demain et notamment des réseaux, et de protection de la ressource. Permettez-moi à cet égard et sur ce sujet essentiel pour ce Département de saluer l'action que vous avez engagée, qu'a engagé depuis longtemps le Conseil départemental et qui se poursuit, qui a permis l'adoption récente du troisième plan Départemental de l'eau avec l'intégration d'une composante gouvernance de l'eau et inondations et des avancées significatives qui l'accompagnent. Je me réjouis de cet engagement collectif, une optimisation de nos outils prend doucement forme, je souhaite non seulement qu'elle continue, mais qu'elle s'amplifie.

Un mot sur les communes nouvelles. Je souhaite là aussi accompagner les réflexions engagées par les élus. Je vais bien sûr rappeler la création au 1er janvier 2017 de la commune de Moret, Loing et Orvanne, fruit d'une fusion – voilà, je cherchais, c'est SEPTIERS - fruit d'une fusion entre cinq communes et remercier à cette occasion son Maire de sa disponibilité pour répondre aux questions de ses collègues maires, désireux d'échanger avec un praticien de ces regroupements. Nous sommes, par ailleurs, facilitateurs sur le projet Saint-Bauthuil qui devrait aboutir, je crois, le 1^{er} janvier 2019. Il existe d'autres projets bien avancés sur les arrondissements de Fontainebleau, Provins et Meaux. Il y a sans doute, sur le Département, encore d'autres communes dont la fusion serait opportune et je sais que des projets mûrissent. Comme pour les autres regroupements, je me tiens à votre disposition avec les services pour vous aider à concrétiser ces projets. Je voudrais appeler votre attention sur le calendrier

contraint dans lequel doit s'inscrire votre réflexion dans les mois et les années qui viennent, car conformément à la loi pour des communes fortes et vivantes du 16 mars 2015 et au vu du calendrier électoral, la création d'une commune nouvelle ne pourra intervenir que d'ici le 1er janvier 2019 ou après les municipales de 2020. C'est à dire que soit on arrive à passer au 1er janvier 2019, soit ce sera forcément remis au 1er janvier 2021 en prise d'effet. Pourquoi ? Tout simplement, parce qu'il ne saurait y avoir de modification d'une circonscription territoriale dans l'année qui précède les échéances électorales et que toute volonté active de création de communes nouvelles doit donc intervenir avant le 1er janvier 2019, parce que nous sommes à la limite un an avant le renouvellement de la circonscription électorale municipale. Et donc ça remettra forcément au 1er janvier 2021 pour les dossiers en gestation, mais qui ne pourraient pas aboutir. Ça va être très court quand même, il y a du travail à faire pour que ça rentre en vigueur au 1er janvier la date vraiment limite pour nous ça va être octobre.

Les services de la préfecture de la Direction départementale, des finances publiques se tiennent à votre disposition pour gérer de manière optimale ce calendrier contraint que ce soit les mouvements en matière d'intercommunalité, de syndicats ou les communes nouvelles sommes un véritable tandem avec la direction des Finances publiques sur ce dossier, parce qu'il faut bien faire les comptes de ces communautés à restructurer.

Je souhaite maintenant évoquer, en matière des collectivités locales, la relation financière avec l'État et les collectivités et j'insisterai sur deux points. La question des dotations d'une part et celle de votre participation, j'insiste sur ce terme, à l'effort de réduction des dépenses publiques. Sur la question des dotations, certaines clarifications semblent nécessaires sur les chiffres et les différentes catégories de dotation. En 2017, l'effort de l'État a été maintenu. Sur le volet investissement, l'État est conscient du rôle de premier plan que jouent les collectivités. L'année 2017 a donc été marquée par une nouvelle augmentation des subventions d'investissements et notamment la reconduction exceptionnelle de la dotation de soutien à l'investissement local, la DSIL d'un montant de 11,2 millions pour le Département, dotation qui a depuis été pérennisée par la Loi de finances pour 2018. À cette aide en faveur de l'investissement s'ajoute la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) qui a continuellement augmenté depuis 4 ans, s'élevant à 12 570 000 en 2017 contre 11 millions en 2015 et qui a été renforcée pour 2018 grâce à l'abondement d'une partie de l'ancienne réserve parlementaire. En matière de financement d'investissements, les engagements de l'État sont donc en augmentation.

Sur le volet fonctionnement, les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales augmentent. Pour 2018, l'État compte appliquer les engagements pris par le gouvernement pour mettre en œuvre le pacte financier entre l'État et les collectivités. Conformément aux engagements pris par le Président de la République dans le cadre de la Conférence nationale des territoires de juillet 2017, les concours financiers versés par l'État aux collectivités territoriales ont augmenté de 300 millions d'euros en 2018. Fait nouveau qui marque le respect de la parole de l'État vis-à-vis des collectivités territoriales et le besoin de prévisibilité de leurs ressources. Le montant de la DGF est donc stabilisé au plan national par rapport à son montant de l'an dernier mettant ainsi fin à quatre années de baisse consécutive. J'ai entendu certaines remarques contestant cette assertion, aussi, je tiens à y répondre. L'analyse de l'évolution d'une année sur l'autre n'a de sens qu'en prenant ensemble toutes les composantes de la DGF c'est à dire à la fois la dotation forfaitaire, mais aussi les dotations de péréquation. Dans les dotations de péréquation, il y a à la fois la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale. Ainsi, certaines collectivités ont pu constater des baisses individuelles de la part forfaitaire de leur DGF. La dotation forfaitaire fait, en effet, notamment l'objet d'un ajustement de 160 millions d'euros destiné à financer les hausses d'attribution qui accompagnent l'accroissement de population de certaines collectivités, l'augmentation de la péréquation pour les plus fragiles et les mesures d'incitation financière à la création de communes nouvelles ainsi

que les augmentations d'attribution qui résultent du changement de catégorie d'intercommunalité. La répartition de ces besoins qui représente au total 267 millions d'euros en 2018 sur les 27 milliards de la DGF est arrêtée par le comité des finances locales, qui je rappelle, prend les décisions. C'est un comité qui est animé par des élus et qui donc a décidé de répartir la charge à 60 % sur la dotation forfaitaire des communes et à 40 % sur les dotations de compensation des EPCI. Cet écrêtement est, cependant, plafonné pour chaque collectivité à 1 % au maximum de ses recettes réelles de fonctionnement. Je voulais être très précise, je sais que ce sujet est tout à fait complexe. J'étais au cabinet du Ministre des Collectivités locales en 1986. Je me souviens de faire des assemblées de Maire et à l'époque on disait personne n'est capable de calculer à la main sa DGF. Je pense que quelques années après que c'est encore plus difficile aujourd'hui, mais je le sais, parce que quand vous m'interrogez sur des... dans vos communes sur les DGF on peut avoir... déjà ceux qui ont des augmentations n'en parlent pas évidemment, mais il faut expliquer pourquoi alors que le discours est en augmentation et c'est la réalité, ça ne se traduit pas de la même façon sur toutes les collectivités.

Un mot sur la question de la maîtrise des dépenses publiques. Je souhaite que nous mettions en œuvre ensemble les principes définis par le Président de la République. Pour rappel, au mois d'octobre dernier le Chef de l'État a confié aux préfets la mission de négocier avec chacune des 300 principales collectivités de France un contrat financier. Cette contractualisation doit nous permettre d'aboutir d'ici la fin du mois à un taux de progression des dépenses publiques permettant de continuer à participer à l'effort national de maîtrise des dépenses publiques sans nuire aux territoires. Dans notre Département, quatre collectivités sont concernées par cette contractualisation dite de Cahors parce qu'elle avait été annoncée lors du déplacement à Cahors du Premier ministre. Des quatre collectivités sont le Département, les villes de Melun de Meaux, et la communauté d'agglomération de Paris Val de Seine. Les discussions ont été menées dans un esprit constructif avec chacune de ces collectivités pour fixer dans chaque cas un taux maximal de progression des dépenses publiques. Et je souhaite saluer la qualité de ce travail technique et encourager chaque collectivité à confirmer cet engagement. Maintenant nous arrivons au terme du processus en signant ces contrats. Vous voyez l'État est conscient de l'immense valeur ajoutée de l'action des collectivités territoriales. Il souhaite leur donner les moyens d'agir dans une dynamique compatible avec le nécessaire redressement des finances publiques.

Cela me conduit maintenant à mon second sujet dans lequel l'investissement de l'État est total et qui est donc la sécurité qui est, pour nous, un axe prioritaire de l'action des services de l'État dans le Département. Je veux tout d'abord dans ce domaine insister sur la tendance actuelle qui s'est amorcée en 2017 et je peux vous dire qui se poursuit en 2018. Les statistiques, en particulier à travers les taux d'élucidation, témoignent d'une efficacité croissante en matière de lutte contre les trafics et contre la délinquance. Nous nous en félicitons. Les principaux indicateurs reflètent également une baisse des atteintes aux biens. Pris globalement les chiffres de la délinquance accusent ainsi une baisse supérieure à la moyenne de l'Île-de-France. Nous espérons que cette tendance sera durable. Elle sera en tout cas confortée par la mise en place de la police de sécurité du quotidien qui doit selon l'objectif défini par le Président de la République et le Ministre de l'Intérieur replacer au cœur de la mission de la police et de la gendarmerie la réponse aux préoccupations premières de la population et faire reculer ainsi l'insécurité au quotidien. En 2017 la Préfecture et les sous-Préfectures ont organisé une grande concertation locale auprès des forces de sécurité intérieure, des collectivités territoriales, des polices municipales, des sociétés de sécurité privées, des parquets, des associations d'usagers. Cela nous a permis d'établir une stratégie d'implantation de la police de sécurité du quotidien en zone police comme en zone gendarmerie, en fonction des réalités et des besoins spécifiques des populations et des territoires. Cette stratégie s'est d'abord matérialisée par une implantation sur la zone de sécurité prioritaire de Torcy étendue à Noisiel. Nos référents sûreté ainsi que la

gendarmerie accompagnent également les collectivités, dont le développement de la vidéoprotection sur la voie publique. Nous espérons que la tendance qui se dessine actuellement sera prochainement confortée par la mobilisation des forces supplémentaires et par la réorganisation des ressources existantes.

Toutefois, il y a un secteur en matière de sécurité où le constat est tout autre : c'est la sécurité routière. Nous devons absolument redoubler d'efforts. En effet, l'année 2017 a été marquée par une hausse du nombre d'accidents malgré une mobilisation sans relâche des forces de l'ordre. Sur l'année, le nombre d'accidents a augmenté de 6-7 % et celui du nombre de tués de 12,5 %. Les accidents mortels trouvent principalement leur cause dans la vitesse excessive ou inadaptée, la consommation d'alcool et de stupéfiants. Ce constat me conduit à évoquer la décision du gouvernement visant à modifier la vitesse maximale sur les axes secondaires de 90 à 80 kilomètres-heure à partir du 1er juillet prochain sachant que la vitesse excessive ou inadaptée est la principale cause des accidents mortels en France et sur notre territoire également. Le passage à 80 kilomètres-heure devrait mécaniquement conduire à une baisse du nombre d'accidents. Nous aurons dès l'an prochain un aperçu des effets de cette mesure. Cela me donne d'ailleurs l'occasion de clarifier un point et de répondre aux inquiétudes, les coûts découlant du changement de panneau feront l'objet d'une compensation financière par l'État.

J'en viens à présent un sujet qui suscite actuellement beaucoup d'émotion dans le Département, la question de l'accueil des gens du voyage. Ma mission en tant que Préfet est de garantir la cohésion sociale dans ce Département et d'appliquer la loi. La situation actuelle des aires d'accueil, des aires de grand passage et de logements adaptés, nous ne sommes pas conformes au schéma départemental. Cela conduit au quotidien à des problématiques d'installation en dehors des aires autorisées dommageables à l'ensemble des acteurs locaux. Pour rappel, la loi fixe au niveau départemental des obligations sur trois volets : les aires d'accueil, les aires de grand passage auxquelles s'ajoutent depuis la loi égalité citoyenneté le développement de logement adapté. Même si je sais que la récente réforme a modifié les seuils déclenchant les obligations, la Seine-et-Marne présente quand même un retard sur tous ces plans. S'agissant des aires d'accueil, le Département affiche un taux de réalisation du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage de 65 %. Ce taux reste insuffisant même si la montée en puissance de ce schéma est encourageante. Fin 2017, cinq collectivités ont déposé des dossiers par lesquels elle s'engage à créer cinq nouvelles aires d'accueil. S'agissant des aires de grand passage selon le schéma précité, le Département est redevable de 7 structures. Afin 2017, seules deux structures existent, l'une sur le territoire du Grand Paris Sud, l'autre plus récente sur le pays de Coulommiers. Je sais que la refonte de la carte intercommunale début 2017 a bouleversé la donne. Certaines collectivités qui étaient en conformité se sont fondues dans des ensembles plus vastes qui de ce fait n'étaient plus en conformité. Pour autant, il faut s'emparer du sujet. Enfin, face au constat général du Département d'une volonté de sédentarisation forte des gens du voyage, il n'y aura d'alternative à la fixation pour chaque EPCI dans le cadre du schéma départemental d'un objectif à atteindre en matière d'habitat adapté. C'est d'ailleurs ce que prescrit la loi égalité et citoyenneté du 28 février 2017. Le refuser, c'est continuer à accepter que cette sédentarisation continue à se faire de manière désordonnée en suscitant localement d'innombrables contentieux et tensions. Comme vous le savez, rares sont les communes où cette question ne suscite interrogations et inquiétudes. Il faut donc dorénavant que cet enjeu de la conformité au schéma départemental d'accueil des gens du voyage soit pris au sérieux. Le nombre insuffisant de structures adaptées m'empêche de recourir à l'ensemble de mes prérogatives pour mettre fin aux installations désorganisées et illégales. Je demande donc, je vous demande un effort mutuel. De mon côté je ne mettrai en œuvre le critère du logement adapté qu'après la prochaine révision du schéma, c'est à dire après 2020. Du côté des intercommunalités ou des syndicats concernés, je demande que de réels progrès soient mis en

œuvre en matière d'aires d'accueil et surtout d'aires de grand passage d'ici la révision du schéma quitte à recourir à des dispositifs provisoires.

Je tiens d'ores et déjà vous remercier Monsieur le Président de l'aide que vous souhaitez apporter au GIP qui est en train... qui est en cours de réflexion et que porte l'Union des Maires avec l'État et la CAF et qui vise notamment à mieux gérer les déplacements estivaux des grands passages à compter de l'été 2019. Pour que ce dispositif fonctionne au profit de tous, il nous faudra disposer de ces aires nouvelles sur la communauté d'agglomération de Marne-et-Gondoire sera utilisable dès juillet de cette année. L'effort doit donc être poursuivi avec vigueur sur les aires pérennes comme sur les aires provisoires, et je ne doute pas que nous y parvenions sachant qu'on a des projets, déjà deux qui sont fixés, du côté de Meaux et dans la CAMVS et que le temps de la réalisation, on va essayer d'avoir des aires provisoires dans l'intervalle. Je veux que le climat s'apaise et je me tiens une nouvelle fois à votre disposition pour créer les conditions d'une coexistence organisée. J'ai rencontré la profession agricole l'autre jour et on voit bien qu'on doit travailler notamment sur les aires de grand passage en parfaite harmonie, parce que la plus difficile c'est que les collectivités, quand vous implantez des aires en frontière de certaines intercommunalités. Parce que si tout le monde... les questions de frontières sont très sensibles. Si on focalise sur le sud à un endroit et sur le nord dans celle qui est juste en dessous, effectivement ça donne un effet de masse, sauf que je ne peux pas imposer. C'est quand même du ressort de la collectivité qu'elle ne soit pas au nord, mais qu'elle soit au sud et réciproquement. Voilà. Il faut que nous travaillions. Nous sommes tous conscients du problème. Nous sommes tous conscients des difficultés, mais il faut essayer de faire preuve d'imagination et de diplomatie et de respect des uns des autres pour que les choses se fassent dans de bonnes conditions.

Sujet évidemment que j'évoquerais maintenant c'est le développement économique de notre territoire et son dynamisme qui en font véritablement un Département de projets. Alors les services de l'État accompagnent les projets qui se font jour sur ces territoires notamment en matière d'aménagement. En 2017, de très nombreux projets répartis sur le Département, l'ensemble du Département ont été suivis. Il l'a fait soit en les accompagnant, projets multiples de méthanisation ou de logistique par exemple, les projets liés au développement économique, au logement, aux infrastructures portées par les établissements administratifs de Sénart et de Val d'Europe, mais aussi en s'offrant en médiateur dans des projets conflictuels de développement de ZAC ou de carrières. Car souvent qui dit projet, tout le monde n'a pas les mêmes intérêts et ceci peut entraîner des conflits d'usage. Il accompagne ainsi le développement économique du territoire et participe à l'amélioration du cadre de vie des citoyens et à ce titre tous nos projets sont pour nous une priorité pour l'État. 2017 a été une année aussi d'initiation de nouveaux projets. Nous nous félicitons ainsi la signature du contrat d'intérêt national de l'agglomération melunaise qui définit une stratégie de développement économique de l'agglomération sur cinq ans. Nous avons appuyé les quatre projets seine-et-marnais de ville durable et des écoquartiers. Nous nous réjouissons enfin de la signature des six contrats de ruralité qui doivent permettre de renforcer l'accessibilité et le dynamisme des zones rurales ambitieuses.

Un sujet important pour l'État aussi, c'est l'investissement massif dans la création de logements. La Seine-et-Marne est le troisième Département constructeur d'Île-de-France après Paris et l'Essonne. En 2017, 3 837 logements locatifs sociaux ont été financés par la Direction Départementale des territoires, dont la moitié a été construite dans des communes en déficit de logements sociaux, locatifs sociaux. La question du logement social va continuer d'être déterminante en 2018. La loi Elan actuellement discutée au Parlement prévoit une réorganisation du logement social. Dorénavant, un organisme de gestion ne pourra être reconnu comme tel que s'il est en charge de 15 000 logements au moins. Ce Département est directement concerné, car la cartographie du logement social y est particulièrement émietlée. Je souhaite

donc que nous nous engageons collectivement dans cet effort de réorganisation qui permettra à terme d'avoir des bailleurs sociaux plus robustes et donc plus à même de poursuivre cette dynamique de construction attendue dans le cadre d'une approche territoriale. C'est là où j'insiste sur la réflexion qui doit nous conduire dans le cadre de la réorganisation prévue par la loi Elan. Je pense que dans ce Département il est important que nous ayons une approche territoriale préservée en utilisant par exemple les nouveaux outils prévus dans le cadre du projet de loi pour avoir une solution départementale et pas forcément être noyé dans des grands ensembles, c'est-à-dire maintenir la proximité de gestion tout en ayant la robustesse de l'organisation.

Parmi les grands projets qui participent au développement économique à moyen terme de notre territoire, il est à noter que nous avons des projets en Seine-et-Marne d'envergure nationale. Je voudrais à cet effet féliciter le renouvellement de la convention avec le parc Disneyland Paris qui prévoit l'agrandissement des parcs. Je souhaite, en outre rappeler que le parc Villages Nature a été ouvert en 2017. Situé à proximité immédiate du parc Disneyland, ce projet éco touristique représente 9 000 emplois directs et indirects et complète heureusement le profil touristique de la zone. La Communauté d'agglomération Val d'Europe et ses proches voisins s'affirment aussi encore davantage comme un bassin d'activité et d'emploi en expansion. Sur le thème du divertissement, le projet du parc Napoléon de Marolles-sur-Seine basé sur les nouvelles technologies pourrait renforcer l'attractivité touristique du territoire situé autour de Montereau. Il en est de même de l'implantation d'unités de fabrication de maroquinerie dans cette même ville - fabrication de maroquinerie prestigieuse, dirons-nous, dans cette même ville. Ces projets nouveaux ne viennent qu'ajouter à l'ambition de ce Département en termes de tourisme et de patrimoine. Je sais l'engagement du Conseil Départemental à soutenir cette ambition et la récente structuration de Seine-et-Marne Attractivité doit d'ailleurs y contribuer fortement. L'État restera à vos côtés pour aider à soutenir cette priorité. Ainsi, dans une volonté de soutien au château de Fontainebleau, l'État a souhaité investir 115 millions d'euros en douze ans dans le cadre du schéma directeur 2015 - 2016 pour participer à la restauration du château. La recherche d'un équilibre est-ouest de destination grand Siècle destiné aux touristes franciliens y a contribué. La proximité de Vaux-le-Vicomte doit aussi aider à ce rééquilibrage avec Versailles, aux collectivités et au Département de saisir cette chance.

Le patrimoine reste une priorité gouvernementale forte comme l'illustre cette année la mise en place du loto du patrimoine et il faut que vous sachiez que quatre sites ont été retenus pour en bénéficier en Seine-et-Marne : le château de La Chapelle Gonthier, l'église Notre-Dame de l'Assomption de Voulton, la grotte de coquillages de la chapelle des Capucins à Coulommiers et l'ancienne maison de plaisance du baron Ménager de Germigny-l'Evêque. Tout en disposant de ses différents fers de lance touristique la Seine-et-Marne se prépare à un rendez-vous qui lui permettra d'accroître ici sa notoriété internationale : les Jeux olympiques de 2024, car les épreuves d'aviron et de canoë et kayak auront lieu sur les plans d'eau de Vaires-sur-Marne. Et je sais aussi votre volontarisme, je n'en dirai pas plus, en matière équine.

Je souhaite également évoquer avec vous le potentiel que représentent les futurs développements de l'aéroport Roissy Charles de Gaulle. Comme vous le savez l'aéroport est réparti sur trois Départements : la Seine-et-Marne, le Val d'Oise et la Seine-Saint-Denis. Or l'agrandissement en cours du nouvel agrandissement de l'aéroport sera réalisé à 75 % sur notre Département. Les activités directes ou indirectes supplémentaires à venir laissent présager un fort renforcement du développement local de la zone même s'il conviendra de bien gérer la question foncière et agricole. C'est dans ce registre que s'inscrit aussi le développement, le projet de développement du site de Villaroche, les EPCI concernés Grand Paris Sud et CAMVS, la Région comme le Conseil Départemental rejoignent l'État sur l'enjeu régional que représente ce territoire avec une spécialité centrée sur l'aéronautique. Si l'objectif recherché fait consensus

il convient maintenant d'organiser la meilleure gouvernance susceptible de permettre sa réalisation dans les années à venir.

Dans cet esprit de bonne gestion je veux vous faire part aussi de ma détermination à adapter le territoire au contexte d'expansion et de multiplication des crues et des inondations répétitives que nous connaissons. L'agriculture d'abord, les forts cumuls de précipitations de juin 2016 avaient entraîné de brutales inondations, mais aussi une réduction très forte de la récolte en Seine-et-Marne. Les services de l'État s'étaient donc immédiatement mobilisés pour soutenir les exploitants agricoles confrontés à ces difficultés. C'est ainsi qu'en 2017, la Direction Départementale des Finances publiques a poursuivi son soutien aux particuliers et surtout aux agriculteurs confrontés à ces inondations en examinant les demandes de remise gracieuse des taxes foncières et taxes d'habitation au titre de l'année 2016. Nous procéderons de la même manière pour les inondations de cet hiver.

Mais les inondations posent de manière récurrente la question des sites situés en zone inondable. Que ce soit les campings qui ne respectent pas tous – et nous l'avons constaté à la faveur de l'épisode de cet hiver - les périodes de fermeture hivernale prescrites et génèrent lors d'inondations des évacuations de personnes ou des installations parfois aussi illégales en bord de rivière plus connues sous l'appellation de cabanisation. Sur ces deux volets, veuillez croire à mon engagement plein et entier pour y mettre bon ordre en veillant à un respect scrupuleux de la loi. Toutefois, face à ces catastrophes à répétition, nous nous devons de trouver ensemble des solutions structurelles, et je souhaite que nous réfléchissions à des solutions innovantes afin que les agriculteurs ne subissent plus avec autant de force les conséquences de ces inondations récurrentes. Cette préoccupation n'est pas exclusive de la Seine-et-Marne. On trouve sur les Départements voisins qui participent aux mêmes bassins aux mêmes conséquences des inondations.

Plusieurs solutions durables pourraient être envisagées des solutions relativement simples, d'une part la réduction du risque d'inondation par enlèvement d'obstacles ou la création de zones humides et de nous végétalisées qui améliore la gestion des eaux et préviennent efficacement les risques d'inondation. Cette question rejoint d'ailleurs celle que j'évoquais tout à l'heure de l'organisation de la Gemapi sur les bassins des différents cours d'eau du Département, parce qu'il faut avoir des structures fortes pour mettre en œuvre les plans développés sur les orientations que je viens d'évoquer. D'autre part, et dans la perspective d'infrastructures plus significatives, nous suivons le programme d'actions de prévention des inondations de Seine et de la Marne francilienne - les PAPI - portés par l'établissement public territorial du bassin de la Seine et notamment de son projet pilote de la Bassée qui poursuit un double objectif en diminution des niveaux de la Seine en crue et de valorisation écologique du territoire de la Bassée. Des initiatives seront prochainement prises à cet égard vis-à-vis des élus pour voir comment on peut enclencher le processus sur la Bassée.

Nous devons continuer à mettre en œuvre ce type de projet et à trouver de nouvelles solutions pour anticiper les futures inondations et leurs conséquences sur le travail des agriculteurs en innovant aussi en matière d'innovation. Une réflexion est en cours sur le principe d'une servitude qui pourrait leur être indemnisée.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Conseillers Départementaux, Mesdames, Messieurs au terme de cette présentation je souhaite que vous ayez retenu deux choses. La première c'est ma volonté d'avancer au service du territoire et des habitants. La deuxième c'est de vous accompagner pour mener à bien les évolutions qui s'impose et que vous avez à mettre en œuvre. C'est ensemble dans une relation partenariale co-construite que nous ferons progresser la Seine-et-Marne. À ce titre, je tiens à me féliciter des relations que j'entretenais avec le Président BARBAUX comme avec vous-même, Monsieur le Président, et je tenais à vous remercier.

Merci pour votre attention et évidemment comme je l'avais dit en préambule, je n'ai pas été exhaustive. J'ai choisi à des fins quelques sujets, mais je me tiens prête comme tous les chefs des services de l'État que j'ai tenu à voir présents qui sont là, dans les travées. Nous sommes prêts à répondre à vos questions.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Madame le Préfet pour cet exposé fort enrichissant et sur lequel le Département partage de nombreux points. Je tiens en particulier à saluer ici l'engagement des services de l'État auprès du combat de la Seine-et-Marne pour l'attractivité à travers l'agence d'attractivité et le conseil stratégique. J'ai particulièrement apprécié la présence des services de l'État à cette occasion. La tradition française est une tradition d'une économie dans laquelle l'État joue un rôle important de stratège et nous sommes très heureux de votre présence dans notre combat pour le développement économique de notre territoire. Je profite aussi de cette occasion pour remercier de leur présence parmi nous tous les membres du corps préfectoral qui sont ici et les directeurs des administrations centrales... et des administrations, pardon. Départementales de l'État et c'est l'occasion pour moi de saluer la présence parmi nous de Pascal COURTADE qui sera à partir de lundi votre nouveau Directeur de cabinet à la Préfecture. Donc bienvenue à bord et comme je sais que vous êtes officier de marine ça s'applique doublement.

Je passe maintenant la parole à ceux d'entre vous qui souhaiteraient poser quelques questions à Madame le Préfet que je remercie encore de se prêter à cet exercice. La parole est à Bernard COZIC.

M. COZIC. Madame le Préfet, dans l'esprit du rapport de mission sénatoriale DOINEAU de juin 2017 qui réaffirme l'importance de la prise en charge des mineurs non accompagnés sur le territoire, il convient de répondre à l'urgence qui s'installe compte tenu de l'augmentation importante du nombre d'arrivées de mineurs non accompagnés en Seine-et-Marne. Tous les dispositifs mis en place sont aujourd'hui bousculés voire saturés. L'impact de ces difficultés sur des situations humaines interpelle l'ensemble des acteurs que nous sommes, État et Département s au premier chef. Compétent sur la protection des mineurs au titre de l'aide sociale à l'enfance, le Département se retrouve depuis un certain temps en difficulté. Les mineurs non accompagnés dont l'État lui fait porter la charge sont en effet des publics bien spécifiques et qui n'expriment pas les mêmes besoins que les jeunes de l'aide sociale à l'enfance. Ils appellent les dispositifs d'accompagnement et d'hébergement différenciés, ce qui rend la mission périlleuse parfois chaotique. Trois problèmes demeurent : l'évaluation des mineurs qui crée des difficultés d'authentification et de dialogue avec l'ensemble des jeunes de l'aide sociale à l'enfance ; l'hébergement qui embolise les structures d'accueil ; l'accompagnement qui pose la question de la formation de ces jeunes. Le Conseil Départemental est dans l'attente de mesures concrètes de la part de l'État pour apporter des réponses et des situations humaines toujours sensibles et souvent dramatiques. Madame le Préfet, que pouvez-vous aujourd'hui nous proposer pour nous aider ?

Mme LE PRÉFET. Alors, merci de votre question. Le sujet est sensible, et donc nous entendons, on participe. Cette question des mineurs isolés non accompagnés donc est une profession prioritaire pour l'État. Les services sociaux, c'est bien, nous échangeons régulièrement chez vous par la loi, vous l'avez rappelé, ont la charge de la bonne gestion de l'Aide sociale à l'enfance nous ont donc alerté sur les difficultés croissantes qui en plus prennent des formes évolutives sur l'accueil des jeunes mineurs étrangers. D'abord, pourquoi c'est croissant ? Parce qu'il y a une forte croissance depuis trois ans. Un premier travail avait été entrepris devant cette montée en puissance pour partager ce constat entre nous avec les difficultés qui se faisaient jour au fur et à mesure.

Il a été d'abord décidé d'améliorer l'intensification des titres des documents habituellement présentés compte tenu de la très forte représentation de certaines nationalités. Cette coopération avec la police aux frontières avait pour but d'améliorer la prévention des

situations individuelles, parce qu'on a tendance à faire certains amalgames alors que l'on est souvent quand même dans le cas par cas des catégories pour lesquelles on n'a pas la même approche. Mais cet aspect de contrôle documentaire ne répondait que très partiellement à la question. En l'état de la législation actuelle, il convient pour répondre aux difficultés relatives à l'établissement - des sujets que vous évoquez - de la minorité réelle ou supposée des jeunes étrangers, de renforcer la coordination de l'État, du Conseil Départemental sur nombre d'autres aspects.

Nos services respectifs travaillent actuellement sur un projet de protocole fixant de manière précise les responsabilités de chacun. Il s'agit en particulier de faciliter la bonne gestion de ces jeunes lors du passage de l'État de mineurs relevant de l'ASE à celui de jeunes majeurs relevant des dispositifs de l'État. On voit bien que quand on est à frontière des 16 - 17 ans, et on en a beaucoup plus que des plus jeunes, cela fait déjà masse comme sujet abordé. Cette amélioration, elle sera rendue possible par une collaboration – j'y reviens - entre le service évaluateur et la police aux frontières afin non seulement de gérer des situations individuelles qui nous interpellent, mais à discerner aussi les éléments utiles à la lutte contre les filières, parce qu'il faut se reconnaître, on a quand même par moments des groupes de nationalités sur lesquels on peut s'interroger de cette coïncidence de nationalité.

Deuxième axe, un examen approfondi six mois avant le 18^{ème} anniversaire justement de la situation du jeune au regard du séjour afin de permettre une prise de décision deux mois avant cette échéance pour pas qu'il ne reste à la charge chez vous alors qu'il ressort de la charge de l'État. Donc, il faut qu'on anticipe et qu'on fasse ce travail pas dans les derniers moments, ce qui crée évidemment des crispations.

Troisième axe : la mise en place de solutions d'hébergement par l'État pour ceux qui deviennent jeune majeur pour faire la transition, pour fluidifier évidemment le flux, en lien avec le SIAO. La solution proposée devant être adaptée aux projets d'insertion sociale et professionnelle du jeune. Je fais tout de suite une incidente, parce qu'il y a une circulaire qui est sortie hier sur les réfugiés et qui à l'occasion... alors qui ne les concernent pas directement, mais qui va assouplir la possibilité pour la réglementation pour l'État de donner à des jeunes... parce que quand ils prennent un contrat d'apprentissage ou un contrat de professionnalisation ils sont obligés... Jusqu'à 18 ans on n'est pas obligé d'avoir de titre de séjour, mais par contre quand on signe un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation on a besoin d'un contrat de travail. Le contrat de travail est lié à la situation de séjour. Donc les choses n'étaient pas si claires que ça. La circulaire qui est sortie hier sur les réfugiés fait une incidence sur les contrats d'apprentissage et de professionnalisation des jeunes mineurs. Justement où on nous demande à partir du moment où il y a la réalité, le contrat avec le maître de l'entreprise en bonne et due forme de faciliter le séjour. Ça aussi va nous aider pour les jeunes majeurs, parce qu'ils ont vocation à avoir ces contrats et ce droit au séjour juste avant d'être jeune majeur. Donc ça facilitera la fluidité.

Autre axe encore, une prise en compte de ces jeunes majeurs au titre de la garantie jeunes à laquelle ils ont le droit, mais souvent vous savez il y a des droits qui ne sont pas assez exploités ou pas assez vite en tout cas pour bloquer les circuits. Donc nous ferons... Cette possibilité fera le nécessaire, tuilage entre les services de l'ASE et ceux de l'État. Le but est bien évidemment, vous l'avez compris, de leur permettre, dans le strict respect de la loi, de disposer d'un toit et des moyens nécessaires au bon achèvement de leur cursus de formation. Et dans ce cadre, on s'assurera aussi qu'il soit bien accompagné par les missions locales de l'emploi dont ils ressortent. Et de manière exceptionnelle et en fonction du degré d'autonomie atteint par le jeune au cours de son accompagnement social et éducatif, il pourra être envisagé de signer un contrat jeune majeur entre le jeune et le Conseil Départemental afin de poursuivre un soutien éducatif ou une formation diplômante engagée avant la majorité. Vous voyez que nous essayons de trouver des réponses sur différents axes adaptés à toutes les sortes de situations auxquelles nous

sommes confrontés. Ce protocole, il est en voie d'achèvement entre nos services. Il répond à ce besoin urgent d'apporter une réponse organisée au transfert de la responsabilité à l'État de ces personnes à leurs 18 ans.

Mais, il y a un point très important et des acteurs importants que nous devons associer dès que nous aurons finalisé entre nous ce protocole, il faudra qu'on l'élargisse ensuite aux trois tribunaux de Grande instance, parce qu'il ne peut pas être question d'envisager une bonne gestion de ces jeunes sans faire parfaitement se coordonner les trois acteurs que sont l'Autorité judiciaire, le Conseil Départemental et l'État.

D'un point de vue budgétaire, vous connaissez le détail des discussions parfois difficiles qui ont pu être menées entre le Gouvernement et l'Association des Départements de France. Ces discussions sont maintenant derrière nous et deux progrès majeurs se font jour. D'une part, une prise en compte de l'augmentation des coûts de gestion des mineurs non accompagnés dans le contrat dit de Cahors. Alors, là, elle a été annoncée hier. Monsieur le Président, le Premier Ministre a annoncé que ses dépenses seront considérées comme des dépenses exceptionnelles au regard de la signature du contrat avec l'État sur la maîtrise des dépenses publiques. Et d'autre part une aide financière significative de l'État aux conseils Départementaux. Là, je n'ai pas les chiffres de la concrétisation matérielle de cette aide, mais elle sera significative. Comme vous voyez, c'est quand même un signe fort de prise en compte de la nature exceptionnelle de la situation à laquelle vos services comme ceux de beaucoup de Départements, mais en région Île-de-France c'est encore plus le cas, sont confrontés et vous voyez bien que nous en sommes tous conscients et que nous essayons de vous aider à les surmonter.

M. LE PRÉSIDENT. Merci, Madame le Préfet et j'apprécie effectivement cette volonté que vous venez de nous exprimer d'une coopération entre le Département et l'État chacun dans ces sphères de responsabilité personnelle, c'est à dire le Département en charge des mineurs jusqu'à 18 ans et l'État à partir de 18 ans. Nous y travaillons. Ce protocole n'est pas encore finalisé et quand il le sera un certain nombre de décisions seront prises. Aujourd'hui, je pense que sur certains points, mais on en reparlera concernant les engagements du Département, vous vous êtes peut-être ou en tout cas nos services se sont peut-être un peu engagés de part et d'autre notamment sur les contrats jeunes majeurs. Cela étant posé, je prends acte de ce que vous annoncez dont on a pris connaissance hier concernant les annonces du Premier ministre. C'est effectivement, si cela devait être le cas, il y a une lecture juridique qui doit être faite par nos services respectifs des annonces du Premier ministre, une évolution qui est très importante pour notre Département et nous sommes tous en train d'analyser ce texte. J'ai demandé à mes services de le faire et je pense que les vôtres sont aussi en train de le faire. Merci en tout cas de ces précisions et je passe la parole à la question suivante qui doit être posée, je crois par Yves JAUNAUX.

M. JAUNAUX. Madame le Préfet, cette séance est pour nous l'occasion de saluer la qualité de nos échanges dans le cadre du plan départemental de l'eau depuis 2004. Vous êtes pour le Département et le territoire un partenaire incontournable en la matière. Et je crois pouvoir dire que le succès du PDE tient en partie à la mutualisation de nos expertises, à la richesse de notre dialogue, à notre volonté de porter ensemble des projets innovants et fédérateurs. Vous le savez, le Département a à cœur d'agir pour la protection et la qualité de la ressource en eau et s'engage de façon volontaire tant au travers du PDE que de sa politique de l'eau qu'il a souhaité davantage axer sur les spécificités et les besoins des territoires. Le 1er janvier 2018 la compétence Gemapi, compétence désormais obligatoire sur les EPCI est d'entrée en vigueur. Celle-ci entend, vous le savez, mettre fin au morcellement des interventions en matière de milieux aquatiques et de protection contre les inondations en garantissant partout l'existence d'une maîtrise d'ouvrage. Nous nous félicitons de la souplesse accordée à l'exercice de compétence Gemapi par la loi, ce qui permet aux Départements et aux régions qui assuraient

jusqu'à une mission liée à la Gemapi d'en poursuivre l'exercice au-delà du 1er janvier 2020 sous réserve de la signature d'une convention avec les communes et les EPCI concernés.

Le Département à ce titre met à disposition des territoires une ingénierie et des dispositifs financiers attractifs via le PDE et la politique de l'eau. Malgré tout, beaucoup de collectivités semblent aujourd'hui encore mal préparés à ce transfert de compétences. Les récentes évolutions intercommunales peuvent pour partie l'expliquer tout comme l'échec de la stratégie et d'organisation des compétences locales de l'eau. Mais on constate surtout une ambiguïté sur le périmètre de gestion administrative *versus* hydrographique. Madame le Préfet, la loi prévoit que le Gouvernement devra remettre dans les six mois au Parlement un rapport d'évaluation sur les conséquences de transferts de compétences vers les EPCI. Pourriez-vous nous en dire davantage sur les résultats de cette évaluation et si des aménagements à la marge sont prévus ? De même, après six mois d'exercice pensez-vous que nous tendons comme souhaité vers une rationalisation de l'organisation de la compétence et d'une gestion cohérente et concertée de l'eau ? Enfin, à cheval sur plusieurs bassins versants, les EPCI craignent une explosion des coûts en transférant la compétence à plusieurs syndicats. Quelles réponses apporter pour garantir à la fois la cohérence territoire des projets, la couverture des zones blanches, et la maîtrise des coûts ?

Mme LE PRÉFET. C'est un sujet que j'ai abordé parce qu'il me tient à cœur. Il y a deux volets dans votre intervention qui ne sont pas... et sur lesquels j'agis, mais qui ne sont pas du tout de même nature comme approche. D'abord, la Gemapi, puis après l'eau et l'assainissement.

Sur la Gemapi, je vous avais dit que la question se posait presque à un autre niveau. C'est vraiment l'implication de l'État au travers des Préfets de bassin, d'avoir une réponse très ferme et très volontaire, les épisodes climatiques nous l'ont montré. Quand l'autre jour, quand ces inondations cet hiver, je me suis rendue à Condé-Sainte-Libiaire et que les élus m'ont dit : « Madame, qu'est-ce que vous attendez pour faire un EPAGE ? » Je me suis sentie un peu désarçonnée, parce que jusqu'à présent les élus n'avaient pas montré délirant pour la constitution des EPAGE. Mais, je crois que tout le monde prend conscience. À Condé-Sainte-Libiaire, on disait : « vous comprenez notre syndicat on ne sait pas s'il faut les tourner la vanne de ce côté-ci ou d'un autre. » On voit bien que les élus locaux à l'échelle purement de leur commune n'ont pas du tout, sur des sujets aussi techniques, la compétence technique, voire dans leur service pour le gérer.

Donc l'orientation très claire, en tout cas sur le bassin d'Ile-de-France, parce que vous évoquez c'est pour ça que ces des natures différentes et je ne traiterai pas de la même façon. Gemapi, on raisonne en bassin hydraulique. L'eau et l'assainissement, c'est autre chose. On peut considérer qu'il y a des... on est plus rattaché à des limites administratives. En tout cas, sur Gemapi ce que l'on cherche en priorité c'est de constituer des EPAGE qui sont quand même l'outil qui est le plus à même de porter à la fois ces équipements dans leur programmation comme dans la gestion. La difficulté comme je l'ai évoqué dans mon propos c'est que le bassin hydraulique, il est justement interdépartemental voire interrégional. Donc il faut consigner tout ça. C'est pour ça que l'on désigne des préfets coordonnateurs. Alors on a pas mal avancé puisque l'EPAGE du Loing est en voie de constitution. En plus, il y a des variantes. Est-ce qu'on les constitue... comment on arrive à constituer les EPAGE soient on les fait d'emblée *ex-nihilo* soit on les fait par étapes de diffusion. On a justement... c'est là où on est à votre disposition pour vous accompagner pour évaluer alors c'est un gros travail qu'on fait avec la Direction Départementale du territoire pour vous aider à évaluer les différentes options qui s'ouvrent à vous et lesquelles en fonction des conjonctures particulières peuvent être retenues. Donc on a beaucoup avancé sur Loing, le Loing. Et là, la coordination elle se fera le préfet pilote est le préfet d'Orléans ça va être le préfet d'Orléans, parce que le Loing, le syndicat le plus structuré enfin, il est du côté Loiret, mais la discussion pour la gouvernance et autres en tout cas est en cours et ça se passe plutôt bien on est très avancé. J'ai réuni... nous avons, à la demande de

travailler sur les Morins. Pour le moment nous nous contenons au petit, parce qu'avec la Marne nous sommes en tandem. Et puis une fois on aura travaillé là-dessus avec un calendrier très ambitieux et qui se déroule conformément à ce que nous avons décidé lors de la réunion préparatoire. Je vous remercie beaucoup, Monsieur PEZZETTA, parce que je sais que vous avez mis votre service des marchés pour faire le cahier des charges qui fera l'étude et qui permettra d'avancer et donc là aussi nous avons quand nous aurons terminé sur le petit Morin on commencera à aller voir les autres Départements, régions, parties prenantes.

Et puis pas plus tard que hier, j'ai eu une réunion préparatoire, parce que je suis là pour le coup Préfet coordonnateur sur l'Yerres et nous avons une réunion la semaine prochaine justement pour lancer le calendrier que nous avons évoqué avec les différentes parties prenantes la mise en œuvre d'un EPAGE aussi. Et puis, c'est l'Essonne qui est coordinateur, nous avons aussi ce travail sur un EPAGE sur la Juine, sur l'Ecole. Voilà.

Donc très clairement j'ai envie de vous dire que les choses sont enclenchées sur la compétence Gemapi sur l'ensemble du territoire comme vous le voulez en prenant en compte une organisation qui nous permettra d'aboutir dans des délais tout à fait raisonnables. Et je crois qu'aujourd'hui vos habitants soumis à ces épisodes climatiques récurrents, parce que quand le travail est en cours on peut quand même faire appel peut être déjà par anticipation au voisin.

Sur votre question sur, justement, le rapport, je n'ai pas d'information. Il est en cours, mais pour le moment il n'a pas été rendu. Je n'ai pas de l'information.

Sur l'eau et l'assainissement, les choses sont un peu plus compliquées. Vous savez qu'on avait fait deux réunions, une au nord, une au sud du Département vis-à-vis des élus pour expliquer qu'elles devaient être leur démarche. Il y a des initiatives qui sont en cours j'ai moi-même dans le Provinois participé à une réunion. Ce qu'il faut savoir c'est que là les choses sont extrêmement techniques. Les connexions de réseau, le grand enjeu c'est quand même là aussi la taille, la compétence technique et la taille critique. Une des problématiques, c'est l'entretien des réseaux à l'avenir, c'est une catastrophe. Il faut 300 ans à peu près ici le délai en Seine-et-Marne pour renouveler dans l'état actuel des choses. On voit bien que ça ne peut pas durer. Sachant qu'en plus, dans ces réseaux, vous avez les lotissements. Il faut comprendre qu'ils se sont construits avec des premières générations de PVC qui aujourd'hui au bout de cinquante ans produisent de la pollution. Donc il faut vraiment de la qualité de l'eau n'est pas au rendez-vous du coup et c'est tout le problème des urbains. Aujourd'hui, ce qui passait ne passera pas demain. Et les élus seront mis en difficulté. Donc, il faut qu'ils s'emparent et se donnent les moyens de se restructurer au travers de ces syndicats d'eau pour apporter des réponses techniques à des problèmes qui feront jour et on ne peut pas résoudre d'un problème de programmation de tels équipements si on n'a pas programmé, si on n'a pas vu les financements. Donc, moi ce que je veux vous dire en ce domaine, c'est que je sais qu'il y a des initiatives qui se prennent après les réunions que nous avons menées. Nous répondons avec les services pour mettre un peu de liant et faire avancer. Je suis donc à votre disposition les uns et les autres. Si vous êtes partie prenante dans des réorganisations de cette nature, n'hésitez pas à venir nous voir et à nous dire tout de suite voilà nous on fera bien ça, mais on se heurte à telles difficultés et on essaiera de vous de vous accompagner. Je m'excuse, parce que j'ai dit que ce n'était pas le bon Morin voilà. Excusez-moi. Voilà, voilà. Mais, ça a été une question pour nous de savoir si on faisait tout de suite d'emblée la grande opération ou si on commençait, mais il nous a paru préférable, là aussi la stratégie pour aller vite, il nous a paru préférable de le faire par tranches et je peux dire.

M. JAUNAUX. Il faut expliquer au Petit Morin quand même. Il faut expliquer au Petit Morin qu'ils viendront après.

Mme LE PRÉFET. Exactement.

M. JAUNAUX. Voilà.

Mme LE PRÉFET. Oui. Oui, mais c'est plus facile quand vous avez quelque chose de structuré un peu attractif. Vous parliez après des histoires de prix de l'eau et des coûts pour les uns et les autres. Après faut voir ce qu'on met dedans. Si vous n'avez pas de coût, parce que vous avez un simple technicien de rivière, mais qu'il est incapable de savoir s'il faut tourner les vannes à la limite j'ai envie de vous dire que ce n'est pas la peine d'avoir un technicien de rivière. Le grand enjeu ce n'est pas l'entretien au quotidien même si c'est très, très important, mais il faut voir comment on peut mutualiser et avoir des consignes.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Madame le Préfet, et merci de souligner l'importance de ce dossier. J'en profite pour remercier Yves JAUNAUX et l'engagement du Département et de sa prédécesseur Isoline MILLOT dans la réalisation de ce plan Départemental de l'eau qui nous permet d'être un Département fortement engagé dans cette question environnementale essentielle en continuant à financer les stations d'épuration obsolètes, il faudra 42 ou 45 au PDE. Il y a très peu de Départements qui le font et c'est l'occasion de le rappeler. Julie GOBERT avait une question à poser Madame le Préfet.

Mme GOBERT. Oui, merci Madame la Préfète, Mesdames et Messieurs les représentants des services de l'État en Seine-et-Marne. Nous n'avons pas eu la disponibilité de ce rapport auparavant d'où en fait des remarques et des questions qui seront peut-être un peu clairsemées, mais qui font aujourd'hui et hier régulièrement débat ici.

Tout d'abord, pour rebondir sur votre discours qui a d'abord mis l'accent sur la rationalisation des intercommunalités au sein de notre territoire. Rationalisation. Très bien. Vous savez aussi les travaux immenses que cela demande à nos collectivités territoriales qui ont été contraintes ces derniers temps de se regrouper. Et puis aussi les difficultés très particulières que rencontrent deux grosses intercommunalités qui ont dû s'associer avec d'autres sur d'autres Départements. Et on voit des choses qui se passent, ce qui nous interroge grandement sur la gouvernance de ces intercommunalités et la capacité des communes qui sont situées sur notre Département à pouvoir continuer à porter leur projet. Mais là je laisserais Virginie THOBOR et mes collègues, Madame MARGATÉ et Monsieur CORNEILLE en parler plus amplement avec vous. Ce qui m'amène de fait à rappeler aussi combien au sein de cette assemblée, en attendant d'une décision vous savez que nous nous interrogeons profondément sur la volonté d'extension de la métropole qui serait seulement de phagocyter les territoires les plus riches de notre Département. Ce qui m'amène aussi à interroger, parce que c'est relativement lié, la représentation territoriale de l'État ici sur la logique en termes de transport. On a eu certaines annonces récemment que ce soit sur les retards annoncés sur le grand Paris Express qui ont une incidence considérable sur deux collectivités de la Seine-et-Marne, Champs-sur-Marne et Chelles, mais au-delà aussi sur l'ensemble de notre Département sans parler aussi de la remise en cause de l'électrification de la ligne Paris 3.

Vous nous avez parlé de développement économique, n'oublions jamais que ce développement économique est aussi intimement lié au développement du transport et à un transport qui soit performant, notamment aussi pour tout ce qui est l'aspect développement du côté de Disney. Je me permets aussi d'interroger, je l'avais fait auprès de votre prédécesseur sur l'accueil d'une autre population qui est la population des populations roms. On m'avait répondu et je sais les efforts du sous-préfet Gérard BRANLY sur cette question. Certaines communes décident effectivement d'accueillir un certain nombre de familles, de mettre en place un processus d'intégration, mais évidemment elles ne peuvent pas le faire pour l'ensemble des populations qui sont présentes sur leur territoire. Je pense évidemment à Champs-sur-Marne et on reste profondément démuné face à des situations qui restent intolérables en France, de familles qui vivent dans des bidonvilles dans des conditions particulièrement indignes, dans des forêts. Et vous savez qu'il a beaucoup plu ces derniers temps et que... vous le savez, parce que vos services sont aussi présents, que c'est vraiment problématique et qu'on n'a toujours pas de solution à une échelle régionale pour pouvoir travailler sur l'intégration des dites populations.

Par ce que j'ai parcouru rapidement avec mes collègues, on s'interroge aussi sur le fait que tout ce qui est de dimension formation enseignement supérieur ne soit pas nécessairement indiqué, mais peut être qu'on a lu trop vite le rapport. Parcours sup interroge beaucoup même s'il est, je vous l'accorde, trop tôt pour faire un bilan, mais on sait déjà que ça risquerait de creuser cet état de fait que nous connaissons tous et que vous connaissez de non suivi d'études dans notre Département et donc on voudrait savoir vraiment les stratégies qu'il faut monter. Vous savez que le Département est actif sur ces questions, mais c'est une question relativement importante.

Je ne m'étendrai pas sur la question des MNA, j'avoue que c'était fort intéressant d'entendre votre réponse. On prend bonne note de la volonté de travailler ensemble sur un protocole. Nous y reviendrons puisque de fait aujourd'hui en ce moment-là c'est pour vous interroger. Nous avons interpellé à plusieurs reprises sur cette question-là. Il était temps que l'État et les Départements travaillent sur cette question-là puisque nous avons des lycéens, des jeunes gens qui se retrouvent sans aucun accompagnement qui se retrouvent dans la rue alors qu'ils avaient commencé un vrai processus d'intégration.

Mme LE PRÉFET. Plusieurs sujets. Alors, sur la rationalisation, l'extension, oui. On va dire que la carte telle qu'elle était très clairement quand je suis arrivée je trouvais que c'était catastrophique par rapport à ce que j'ai vu dans les précédents Départements et la manière dont ça avait été suivie. Alors la région parisienne, vous avez évoqué les deux intercommunalités dont je sais très bien qu'elles ont marqué interdépartementales qui ont été imposées à la Seine-et-Marne, et je sais que ça laisse des traces. Je peux vous dire que ça laisse des traces. À juste titre d'ailleurs pour certaines. Vous parlez... quand on prend une partie du territoire et qu'on laisse par des mois une intercommunalité dont la viabilité y compris sur le plan financier est entamée, dans la suite il n'y a pas qu'une carte. Il y a comment on va faire vivre ce qu'on a créé. C'est pour ça, le Gouvernement a très clairement annoncé qu'il n'y aurait pas un nouveau schéma en intercommunalité au niveau national. C'est vrai que la question sur laquelle on pouvait s'interroger c'est de dire dans le cadre des projets pour le moment nous n'avons pas sur la métropole de visibilité d'évolution. Et plus le temps passe, plus au regard des échéances de 2020 des élections municipales il me semble que le sujet ne sera pas traité avant, mais ça c'est un ressenti. Aucune information particulière sur le sujet. On pouvait s'interroger si la loi sur la métropole sur une éventuelle évolution de la métropole ne pourrait pas comporter, exclusivement sur l'Île-de-France, des évolutions en matière d'intercommunalité. Ça n'a pas été le cas. Moi, j'ai envie de dire aujourd'hui l'État n'interviendra pas sur l'intercommunalité. Alors je l'ai dit hier quand j'ai reçu le pays Créçois alors je redis la même chose. Prenez votre destin en main. Prenez votre destin en main, c'est-à-dire que si vous voulez bouger on sera là pour vous accompagner. Mais venez nous voir s'il y a des preuves, essayons de déclencher... La particularité en Île-de-France notamment sur l'interdépartementale, c'est quand même l'intervention, c'est par la loi, la loi Maptam, d'une CRCI qui vient imposer déjà c'est assez compliqué sur les CDCI, mais quand vous avez en plus une CRCI qui superpose des décisions et qui les impose aux Départements c'est encore plus compliqué. Donc, moi, je pense que quand je dis prenez votre destin en main, c'est plus facile quand on est sur le territoire pur que dans l'interdépartemental et nous nous le vivons au quotidien avec les intercommunalités interdépartementales, ce n'est pas facile de gérer de l'interdépartementales. Je n'ai rien contre l'interdépartementales j'en ai fait dans d'autres Départements, mais quand par exemple vous avez la frontière d'un Département qui passe dans une vallée, dans des zones de montagne, c'est plus logique de mettre dans la même intercommunalité, d'effacer les terres départementales. Il y a une cohérence géographique si vous voulez. Bon. Mais là on n'est pas du tout dans ce registre-là.

Dans le registre dans lequel on est, nous avons effectivement des problèmes de gestion au quotidien dans les dotations, dans les projets de cette situation, mais je rappelle que c'est la

position du précédent gouvernement et que ce gouvernement a évoqué le fait qu'il y aurait une pause dans ces réformes. Il n'y aura rien d'imposé et ce serait simplement selon les *desiderata* des élus. Donc on est ouvert si vous avez des propositions. On verra si on peut les porter.

Sur la logique transport, alors plusieurs choses Champ et Chelles, grand Paris Express, bon, il n'y a pas de remise en cause de ces projets et de ces gares. Il y a simplement un décalage important. Ce décalage est dû à quoi ? Il est dû à un côté, une prise en compte en particulier d'éléments financiers, mais il y a aussi surtout des dérapages de coûts liés à des problèmes techniques très forts. Très clairement intervenir sur toutes les lignes, on n'a pas la capacité d'études liées, on n'a pas la capacité des grands du secteur public et pour les faire déjà travailler, il y a eu des dérapages de coûts, parce que mettre deux tunneliers ensemble, les faire venir de très loin, etc. On a clairement eu dans ce dossier un problème technique. Ça ne vous a pas échappé qu'il vient d'avoir un changement à la tête de la Grand Paris Express, de la Société du Grand Paris. Et donc je fais toujours attention à ce qu'avec les sigles entre grand Paris Aménagement et GP, etc. Enfin, voilà. Je dois recevoir prochainement. Il a très vite souhaité prendre rendez-vous, ce qui déjà dénote un changement d'approche, parce qu'au bout d'un an je n'avais toujours pas vu, j'avais croisé le prédécesseur. Celui-ci prend ses fonctions, même pas 8 jours après, il prend rendez-vous pour dire que je veux discuter dans votre Département de ce qui se passe. La volonté est très claire, c'est vraiment d'essayer d'adapter, de corriger à la fois ses contraintes techniques et donc financières qui vont avec les possibilités de réalisation. Voilà. Peut-être qu'on aura, peut-être, peut-être, moi je suis optimiste, on peut avoir de bonnes surprises, mais pas sur tout, pas sur les quatre gars. Sur Disney, et ça fait partie en matière de transport vous savez qu'il y a un nouveau plan d'investissement, de développement avec une forte implication de Disney, et la partie transport est prise en compte, est prise en compte puisque cela fait partie les transports sur le secteur, ça fait partie des sujets qui doivent être traités. Sur l'électrification de Paris 3 alors je vais peut-être attendre. Je sais qu'il y a d'autres questions alors soit j'en parle maintenant. Très bien alors j'attends.

Sur les Roms, c'est vrai c'est une population que nous avons. Nous avons en Seine-et-Marne, malheureusement on est là, Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Essonne, on se repasse malheureusement ces populations. Nous essayons de faire un travail d'intégration. C'est très difficile. J'évoquais tout à l'heure la question des gens du voyage, c'est beaucoup plus difficile le travail d'approche sociale avec les Roms, ça se fait, c'est beaucoup plus marginal. Je salue l'initiative, parce que je sais que la Maire de Champs est très engagée. Elle a un projet on n'appelle pas ça le logement adapté, mais des logements spécifiques il y a tout un travail d'accompagnement qui est fait et qui va déboucher sur la nécessité d'un projet de logements. Nous essaierons de l'aider nous l'avait mis en tout cas dans nos priorités, mais c'est un sujet compliqué, parce que là nous avons quand même une itinérance très, très forte. On sait très bien que quand ils s'en vont à l'issue d'un jugement, bien d'ailleurs on va les voir, on fait tout un travail, on demande qui veut être relogés. On prépare cette intégration, mais la plupart du temps quand on leur propose des solutions ils sont déjà repartis. C'est un sujet que nous prenons en compte évidemment, mais il ne faut pas mésestimer la difficulté de traitement.

Alors je suis désolée effectivement dans le rapport j'ai moi-même pas été exhaustive et dans le rapport il n'est pas tout à fait complet. Il n'y a pas de partie sur l'enseignement supérieur. C'est quand même un sujet pour nous très important. Ce que vous évoquez sur le fait qu'on a quand même beaucoup de difficultés à avoir forcément des solutions, ce qui peut amener à interrompre des études supérieures pour des populations du Département, c'est aussi lié à la particularité de ce Département qui a quand même une grande frange totalement rurale. Et cette difficulté de frange rurale, c'est que si vous n'avez pas accès avec une certaine proximité à des formations vous avez tendance à abandonner. Donc on est dans la première version de parcours supp. Ces questions sont gardées par la DSEN, par le Rectorat de manière très attentive. Il y a des cellules qui sont déjà en place pour voir, pour analyser des dossiers pour ceux qui ne sont

pas pris. Il faudra effectivement que sous le prisme que vous évoquez par rapport aux particularités du Département nous y soyons très vigilants. Éventuellement que nous mettions en place des choses pour corriger il faudra qu'on regarde ça. Je ne répondrai pas plus sur les MNA. Vous voyez que c'est un sujet quotidien. Je crois que j'ai à peu près fait le tour de vos questions.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Madame le Préfet. J'ai particulièrement été sensible et je tiens à le dire dans ce que vous venez d'exposer à votre sensibilité à l'autonomie des collectivités locales sur les regroupements d'intercommunalités. Vous savez que notre territoire comme je crois d'ailleurs celui d'à peu près toute la France a été traumatisé ou en tout cas secoué par ces regroupements brutaux liés à la loi NOTRe. On a un absolu besoin de stabilité et mettre l'accent sur la responsabilité des élus qui prennent en main leur destin me semble un élément majeur de bon sens pour stabiliser les choses et pour pouvoir avoir une construction harmonieuse qui respecte le principe constitutionnel d'autonomie des collectivités locales. Il y a encore je crois une question concernant les pôles de santé, enfin la désertification médicale.

Mme SERT. Madame le Préfet, le développement de la télémédecine a pris un nouveau virage en 2018. La généralisation des actes de téléconsultation est prévue dans la loi de finances de la Sécurité sociale pour 2018. La nomenclature des actes remboursables devrait faire entrer ces actes dans le droit commun. L'usage de la télémédecine et je rajouterai de la téléexpertise dans nos territoires représente une des réponses organisationnelles et techniques pour faire face aux nombreux défis qui se présentent, vieillissement de notre population, augmentation du nombre de patients, défis économiques, défis démographiques, contraintes budgétaires auxquelles doit faire face le système de santé aujourd'hui et enfin manque cruel de praticiens.

Le développement de la télémédecine et de la téléexpertise représentent ainsi des moyens destinés à améliorer et structurer l'offre de soins du secteur sanitaire, médicosocial et ambulatoire. Cela pourrait répondre aux besoins des professionnels de santé pour une meilleure accessibilité et une continuité ainsi qu'à une permanence des soins sur notre territoire. Le constat qui peut être fait en Seine-et-Marne est la faiblesse de la densité de spécialistes médicaux, la présence médicale inégale et non permanente notamment dans les EHPAD dont les résidents avec des moyennes d'âge de plus de 85 ans. Le Département serait favorable à l'initiative d'un déploiement de la télémédecine et de la téléexpertise en partant du constat de cette désertification médicale qui est une préoccupation majeure des élus.

Madame le Préfet, pour développer ces outils, il est nécessaire de s'appuyer sur une filière de soins. Il est surtout indispensable d'avoir des médecins, mais aussi des promoteurs du projet médical et aussi une implication des partenaires institutionnels. Ce projet de télémédecine était l'expertise pourrait être porté conjointement par l'État et le Département. Il pourrait reposer sur une expérimentation dans différents sites : une pharmacie, une maison de santé sans médecin ou avec un médecin qui part à la retraite prochainement, et un EHPAD.

Madame le Préfet, pour une mise en œuvre efficace un tel projet a besoin d'être piloté au meilleur niveau. Pourriez-vous nous confirmer que les services de l'État sont prêts à s'engager de manière volontariste auprès du Département et de l'ensemble des partenaires pour mener à bien cette mission essentielle pour notre territoire ? Et je voudrais ajouter que nous travaillons déjà en étroite collaboration avec l'ARS et les acteurs de terrain sur la plateforme numérique dans le sud du Département qui me semble complémentaires de ce projet de télémédecine et qui sera un des leviers pour développer cette télémédecine et cette téléexpertise.

Mme LE PRÉFET. Bon, je ne l'ai pas évoqué dans mon discours, mais mes collaborateurs le savent bien. Ce sujet de désertification médicale est un sujet auquel j'ai été confronté dans plusieurs postes. Je n'aurais franchement jamais imaginé le trouver en Seine-et-Marne et à cette dose : 97e Département en matière de démographie médicale, c'est proprement inadmissible et incompréhensible d'ailleurs. Tout à chacun à qui j'évoque ça me dit : Ah bon !

Ce n'est pas possible, etc. De toute façon, on ne peut pas être plus mauvais alors on va essayer de s'améliorer. Je pense que ce sera un effort de tous.

J'avais eu l'occasion de le dire au DG ARS, le nouveau DG adjoint qui arrive aussi. La particularité est qu'en Île-de-France, ce Département a des problématiques qu'on ne traite pas à l'ARS finalement, parce que l'ARS en région parisienne tout ce parc hospitalier, etc. limite ce n'est pas le grave. On le traite dans le cadre des programmes régionaux de développement de santé. Et donc ce n'est pas suffisant. On est dans une situation tellement sinistrée sur plusieurs registres. Il n'y a pas de permanence des soins dans ce Département. Il y a un historique au moment des discussions avec le professionnel, etc. On fait pour servir la patientèle tout ce qu'on dit en France on est à l'inverse de tout le discours ambiant en France depuis des dizaines d'années, à savoir ne jamais envoyer la bobologie sur les urgences. Eh bien ici on envoie tout. Il n'y a pas de permanence des soins alors on est tranquille. On se dit on règle le problème vis-à-vis de la patientèle, mais on les envoie sur les urgences. Ce n'est pas la solution. Ce n'est pas la solution. D'autres endroits quand on a des situations comme ça, on fait des maisons médicales de garde qui sont en face des urgences pour ne pas alourdir le coût pour la collectivité du prix de la consultation. On est en libéral sauf que la maison médicale de garde, elle dépend de la permanence des soins. Donc, il n'y a pas de permanence des soins. Moi j'ai une certaine volonté, je vais regarder avec l'Ordre des médecins, c'est de renouer le contact et voir comment on peut peut-être remettre le dialogue pour remettre en place des systèmes innovants de ce côté-là.

Après comme le problème n'est pas, sur le territoire, équivalent, les financements des maisons de santé pluridisciplinaires se font au fil de l'eau sans forcément regarder qu'on est à cinq kilomètres l'une de l'autre, par exemple, c'est-à-dire qu'un projet peu cannibaliser un autre. Bon ce qui n'arrive pas, parce que partout en France sur la politique en général, il y a des commissions dans laquelle l'État est présent et c'est important, parce que l'État, on ne reste pas en vase clos dans lequel les préfetures... Parce que nous les financements des maisons de santé, c'est certes des fonds qui peuvent venir de l'ARS, mais nous aussi beaucoup sur le décile, sur la DETR, enfin dans vos aides à l'investissement. On voit bien qu'il faut et on a parfois au-delà du fait que chacun se pique les praticiens d'un endroit à l'autre quand c'est comme ça, il n'y a pas tellement de vue globale de l'implantation.

Ensuite, je crois qu'il faut, vous l'avez évoqué, faire feu de tout bois dans la situation où on est. Il y a aussi les liens avec les centres hospitaliers universitaires. Normalement le standard, il faut et vous l'avez évoqué, il ne faut pas que des médecins. On ne construit pas des murs. Il faut être sûr que ces murs seront remplis par des professionnels. Donc il faut qu'il y ait des porteurs de projets, des équipes porteurs de projets sur lesquels on s'appuie pour dire qu'est-ce qu'on va mettre à l'intérieur de notre maison de santé ? Quel est notre projet ? Et vous allez voir à quel point c'est important par rapport à la suite sur la télé-médecine. Donc, nous avons aussi la possibilité quand on construit de prévoir des studios d'hébergement pour faire venir des stagiaires et puis de sensibiliser dans le projet les médecins pour qu'ils acceptent des tuteurs aussi. Il y a tout ça qu'il faut voir.

Et pour terminer sur la télé-médecine, vous l'avez évoqué la télé expertise et la télé consultation. Il y avait déjà eu dans le plan, le programme régional de développement de la télé-médecine dès 2012 qui était une part du premier plan régional de santé, des projets qui avaient été financés à travers de trois appels à projets, donc sur la télé expertise telle que vous l'avez évoqué pour les spécialistes et autres, la télé consultation aussi dans certains cas. Bon. Et justement ces expérimentations ont débouché sur la plateforme que vous évoquez. Donc, tout ça est en cours. Donc maintenant il faut passer, vous l'avez dit vous-même, 2018 marque une nouveauté. La nouveauté, c'est le remboursement des consultations, et je crois que c'est un point d'avancée important. Compte tenu de nos problématiques, je crois, je l'ai proposé et on en a discuté l'autre jour avec l'ARS. Nous allons essayer de monter et proposer à l'ARS au niveau régional, donc d'être expérimentateur peut-être, et j'ai bien noté les trois points que vous

évoquez. Peut-être qu'on pourra le voir avec le Conseil départemental, parce que finalement on finance bien le Conseil départemental comme État avec l'ARS en plus, les Maisons de santé. Les équipements de télémédecine qu'on mettrait dans les endroits évoqués, est-ce qu'ils n'ont pas vocation dans le cadre de l'expérimentation que l'on voudrait mener dans les trois points : pharmacie, EHPAD, et maisons de santé ? Est-ce qu'ils n'ont pas vocation à faire partie de l'équipement finalement de l'expérimentation et d'être financés également ?

Enfin, je vous en fais la proposition c'est-à-dire qu'on essaye de bâtir avec l'ARS un protocole d'expérimentation partant de cette novation sur le remboursement des consultations par télémédecine, qu'on parte effectivement et je vous remercie des suggestions qui nous permet d'avoir un panel pour apprécier réellement l'expérimentation. Et puis après on verra. Je pense que justement compte tenu de notre spécificité on pourra demander au DG ARS d'avoir un regard attentif pour la Seine-et-Marne et le montage de cette expérimentation qui pourra après se déployer plus largement si elle fait preuve.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Madame le Préfet de cette annonce, et effectivement notre Département de toute façon vu sa situation en matière de désertification médicale ne peut que faire des progrès, mais en tout cas notre Département est très allant pour être un territoire d'expérimentation et je vous remercie de nous soutenir dans cette démarche. J'ai vu que Bernard CORNEILLE avait une question à nous poser.

M. CORNEILLE. Oui, Monsieur le Président. Oui Madame la Préfète, je tiens à vous remercier tout d'abord pour la clarté de votre présentation et la pertinence. Dans votre réponse à Julie GOBERT relative à l'intercommunalité, vous avez dit votre étonnement, votre surprise lorsque vous avez découvert la carte des intercommunalités en Seine-et-Marne. Je comprends, je comprends qu'on puisse même éberluer en voyant ce qui s'est passé dans certains territoires et plus particulièrement dans le nord-ouest, c'est-à-dire le rattachement, le dépeçage, le *hold-up* même qui fait que 17 communes ont été rattachées d'autorité au Val d'Oise. Et vous avez dit en préambule dans votre présentation que le Département plutôt que l'extension de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle allait se faire à 70 % sur le territoire seine-et-marnais. Or la majorité des recettes économiques, des richesses économiques partent dans le Val d'Oise. Et lorsque vous avez dit en réponse à Madame GOBERT que l'État ne ferait rien, mais que les élus devaient prendre leur destin en main. Aujourd'hui il faut savoir que le destin des villes Seine-et-Marnaise, c'est surtout le destin Val d'Oisien. Et que ce sont les grosses communes du Val d'Oise qui impose le ring. Et il a fallu que Jean-Jacques BARBAUX d'abord et Jean-Louis THIÉRIOT ensuite - et moi, j'approuve parfaitement ce qui a été fait - créent une association, une association Ensemble pour la Seine-et-Marne qui essaie tant bien que mal avec des ressources qui ne sont pas terribles, exceptionnelles, donc on a des difficultés, eh bien d'aider les 17 communes qui ont été abandonnées par le Département, mais c'était une volonté d'État à l'époque. Alors ma question, c'est aujourd'hui est ce que l'État ne pourrait pas agir, même si vous avez dit qu'il ne ferait rien, ne pourrait pas agir pour rétablir un équilibre. Ça, c'est la première question.

La deuxième question est davantage d'actualité. Elle tient aux inondations donc nous avons été victimes dans le Département, très nombreux. Il y a eu pour l'essentiel des coulées de boue dans de nombreux villages et villes, des coulées de boue qui ont inondé les rues, les maisons des particuliers parfois même des écoles. Et lorsque vous avez dit qu'en 2016, l'État avait été attentif et avait aidé particulièrement les agriculteurs qui avaient été victimes des inondations, ne serait-il pas opportun de vérifier comment l'agriculture intensive en Seine-et-Marne particulièrement même si les inondations ont eu lieu partout en France, mais si la pratique de l'agriculture intensive avec des types de labour particulier, avec la disparition des haies et des talus n'a pas aggravé d'une certaine façon les phénomènes climatiques exceptionnel, je veux bien le dire, je veux bien le croire qui se sont battus sur notre territoire ? Ne serait-il

possible donc d'engager une étude particulière pour voir s'il ne serait pas possible de réformer ces pratiques agricoles-là ? Merci, Madame le Préfet.

Mme LE PRÉFET. Alors, sur la question de l'intercommunalité, bon, moi je veux bien que c'est l'État qui l'a imposé, mais il y a une CRCI. La CRCI, elle est composée d'élus, et c'est la CRCI dans son unanimité qui a voté contre l'avis des CDCI départementales, pas dans son unanimité, enfin de façon majoritaire au moins sinon ça ne serait pas passée Monsieur le Président.

Voilà. Je veux dire que c'était le gouvernement de l'époque qui a écrit dans la loi Maptam ce dispositif tout à fait spécifique d'une CRCI qui puisse, ce qui m'étonne c'est que normalement une collectivité ne doit pas prendre l'ascendant sur d'autres collectivités. Or là finalement au travers de la loi sur l'intercommunalité, la CDCI était l'organe représentant les élus dans leur diversité, conseillers départementaux, présidents d'EPCI, représentants des communes des différentes tailles, etc. C'était l'organe de représentation des élus. Et finalement dans la CRCI, c'est aussi ça et vous avez un niveau régional qui impose quelque chose au niveau départemental. Moi, je trouve ça personnellement assez étonnant. Et c'est comme ça et ça a été voté. Alors, aujourd'hui, peut-être une évolution encore une fois sur l'évolution de la métropole les choses sont au point mort. Moi, je me souviens qu'on m'a posé la question je leur ai dit que si on devait évoluer c'était extrêmement simple. On m'a demandé quelle était la position si quelles pourraient être les pistes d'évolution. Ça a été très simple soit celle à qui on avait enlevé la richesse, mais qui était dans ce territoire devait rejoindre la partie qui avait la richesse de ce territoire, soit si on redécoupait et qu'on restait chacun dans le Département, on retrouvait le système ancien. Voilà. Quand vous dites l'État il impose. Oui. Moi, j'en ai fait beaucoup de schémas et si je ne l'ai pas fait, je l'ai constaté. Il y a des moments, j'essaye de jouer les médiateurs, de discuter, de dire c'est bien, ce n'est pas bien. Ce n'est pas viable. Voilà. Et puis, à un moment on impose. Mais, on n'impose pas sans avoir un dialogue et c'est ce que j'ai évoqué avec le pays Créçois l'autre jour. Je leur ai dit très clairement vous allez rester avec les mouvements à 23 000 si je ne m'abuse. Si vous restez à 23 000, on est légèrement au-dessus des 15 000, je vous dis tout de suite vous n'avez aucun avenir dans le paysage régional et il faudra que vous pensiez du coup à vous fondre complètement dans différentes intercommunalités. C'est-à-dire qu'après on lance des hypothèses. On travaille sur ces hypothèses, et il faut qu'on arrive à se mettre d'accord. Je pense que la métropole eu était à un moment un moyen d'évolution de la métropole de rebattre les cartes de votre côté. Je le pense très clairement. Maintenant je pense que la métropole ne se fera pas dans un délai rapproché pour les raisons, enfin pour les évolutions législatives et réglementaires notamment parce que plus on se rapproche des échéances municipales on est quand même dans le municipal avec les intercommunalités, plus ça va être difficile qu'interviennent des possibilités que nous prendrons. Sur les inondations, ce que vous évoquez sur les pratiques Inter de culture qualifiées intensives, c'est un sujet qui dépasse largement les frontières de la Seine-et-Marne bien évidemment. Peut-être en dire un mot, parce que votre propos m'a rappelé que j'ai évoqué les inondations vues du point de vue des agriculteurs, parce que parfois leurs terres sont comme des champs d'expansion de crue aussi qui peuvent être des solutions à la prévention des inondations. Mais, je n'ai pas évoqué les particuliers confrontés à des situations difficiles avec ces inondations à répétition, je voudrais peut-être insister sur les derniers épisodes qu'on vient de vivre. Donc effectivement le processus des catastrophes naturelles est enclenché à la préfecture. Donc n'hésitez pas à nous saisir, mais je vais vous donner un exemple, il y a la commune de Ballots, le phénomène a été tel que, Bellot, en dix jours ils ont eu quatre épisodes, quatre épisodes qui n'étaient pas de même nature, parce que vous l'avez dit à certains endroits coulées de boue, à d'autres endroits inondations excessives, ruissellement excessif, etc. Pour nous autres dite de la catastrophe naturelle, ces quatre dossiers de catastrophe naturelle. Ça va être particulièrement complexe justement, parce qu'on prend en compte matérialisé par les

constatations de Météo France, l'effet des phénomènes et les indemnisations et les déclarations de catastrophe du statut de catastrophe naturelle est lié au type d'inondations. Donc, vous voyez, en tout cas n'hésitez pas nos services sont là, on est en lien pour que ça se passe le mieux possible. Et n'hésitez pas à nous saisir si vous avez des problèmes à telle ou telle commune de vos cantons.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Madame le Préfet, je crois qu'il y a une dernière question qui concerne l'électrification de la ligne P qui va nous être posée par Xavier VANDERBISE.

M. VANDERBISE. Madame le Préfet, l'électrification de la ligne P est un projet majeur et structurant pour l'Île-de-France et notamment pour notre Département de Seine-et-Marne, en ce qu'elle permet un rééquilibrage vers l'est des territoires, équilibrage essentiel lorsque l'on sait que le Département voit sa population augmenter de plus de 14 % par an et qu'il souffre de déficits d'offre de transports publics. En outre, il convient de rappeler que la ligne Paris - Bâle est la dernière ligne non électrifiée d'Île-de-France, et qui pâtit d'une qualité de service médiocre pour les usagers du fait de suppression de retards réguliers de trains et d'un matériel vieillissant difficilement réparable. Ainsi son électrification est grandement attendue par les voyageurs et les collectivités publiques en ce qu'elle permettra d'améliorer durablement la qualité de la desserte et le confort des voyageurs grâce au renouvellement du matériel roulant qui sera plus capacitaire et devrait permettre de faire face à la saturation de la ligne P à l'horizon 2021. L'électrification constitue en cela aussi un gage d'attractivité pour les territoires desservis. Ainsi son électrification, je le rappelle, le 13 septembre 2016, les financeurs du projet dont l'État fait partie ont signé un protocole faisant état de l'accord de principe des parties sur le financement de la totalité de l'opération. Ce protocole mentionnait d'ailleurs que les signataires de celui-ci partageaient l'intérêt de mener à bien l'opération d'électrification de la ligne dans sa globalité. À ce jour, les travaux de la phase 2 entre Nogent et Troie ne sont actuellement pas financés, pas prévus dans les CPER malgré l'engagement de principe du Protocole de septembre 2016. La mise en service est prévue en 2022 étant précisé que cet horizon est le chemin critique si un accord n'était pas trouvé. Notre inquiétude n'est que plus grande à la lecture du rapport Duron rendu le 1er février dernier qui estime qu'une électrification au-delà de Provins n'est pas nécessaire. Cela provoque évidemment la colère des élus concernés qui pour rappel finance 50 % du projet y compris dans sa partie francilienne. Il y a donc un risque avéré de retrait de la région Grand Est, du Département de l'Aube, et des collectivités de Troie et de sa région sur la phase une susceptible de provoquer l'interruption du projet dans son ensemble. Pourriez-vous à ce jour Madame le Préfet nous confirmer que l'État entend bien tenir son engagement de financer à hauteur de 40 millions d'euros l'électrification de la ligne P et ce dans la totalité du projet de même suite à la réévaluation de la hausse des coûts de la phase une 169 millions d'euros à 176,5 millions d'euros. Le préfet a indiqué que sa participation a été soumise à un arbitrage sur sa TM2 demande sans autre précision ni retour depuis cette date. Pourriez-vous à ce jour nous donner quelques éclairages ? Je vous remercie.

Mme LE PRÉFET. Oui. Merci Monsieur le Vice-président. J'ai d'abord juste un point sur le rapport Duron. Le rapport Duron qui est un rapport élaboré sur la demande de la Ministre chargé des Transports avait vocation par rapport à tous les projets d'infrastructure en France à se prononcer sur ce qu'il considérait comme prioritaire par rapport à d'autres. Il se trouve qu'il y avait eu une réunion entre le Préfet de région auquel certains ont pu participer en février et que la question avait été posée d'ailleurs, parce que le rapport Duron venait de sortir quelques jours auparavant. Cette réunion rassemblait sous l'égide des Préfets de région Île-de-France et du Préfet Grand Est, qui connaissait particulièrement bien le sujet par ailleurs, de faire un point justement sur le programme des travaux et leur financement. Donc, interrogé sur le rapport Duron, les Préfets avaient bien évoqué que c'était un rapport d'indication, mais que ce n'était pas les décisions gouvernementales. Aujourd'hui, où on est-on ? Il n'y a pas de remise en cause du projet dans sa globalité. Il y a simplement, et ce n'est pas neutre, un désaccord de calendrier

lié au démarrage des travaux et à leur financement, c'est-à-dire que l'État confirme sa participation à hauteur de 40 millions simplement il demandait que les travaux soient décalés pour pouvoir donner l'argent deux ans plus tard en démarrage de travaux, ce qui est effectivement prévu par les élus locaux. Et donc la solution de compromis qui a été trouvée est que l'État proposait pour résoudre le calendrier, ce dilemme entre calendrier et moyens pour les financer, aux collectivités en disant bon je n'ai aucun problème pour que vous commencez des travaux à la date que vous voulez, mais dans ce cas-là est ce que vous pouvez financer pour l'État la somme de 40 millions et qui vous sera remboursé. L'État vous les donner en 2020. Donc, pour attendre ça. Et, je crois qu'on est en voie d'obtenir un accord sur le sujet. Monsieur le Président, vous avez rencontré le Préfet de région en début de semaine, et cette question a été évoquée et je pense que maintenant on est très proche d'un accord s'il n'est pas déjà obtenu, parce que pendant 48 heures je n'ai pas vérifié, enfin hier je n'ai pas eu le temps de vérifier, voilà, cette question. Mais l'État tiendra ses engagements, le projet est maintenu et on va essayer, ça fait partie aussi des discussions qu'on peut avoir pour concilier des désidératas le temps État, n'est pas forcément le temps des collectivités territoriales si vous voyez ce que je veux dire.

M. LE PRÉSIDENT. Oui Madame le Préfet, merci de ces éléments de réponse qui pour tout dire ne nous rassurent qu'à moitié. Nous savons effectivement la situation, on en a parlé chez le Préfet CADOT. La réalité est simple, il y a eu un contrat de plan État-Région qui avait été signé. L'État s'engageant à mettre 40 millions sur la table à une date qui devait nous permettre de commencer les travaux pour pouvoir avoir l'électrification à l'horizon prévue. Aujourd'hui, on nous dit la parole de l'État et je le dis avec tout le respect qui va bien ne peut pas être honorée en tout cas dans ce délai-là. Donc, nous sommes prêts à la respecter, mais à condition que les collectivités locales soient le banquier de l'État qui remboursera le cas échéant enfin qui rembourserait en tout cas c'est ce qui contractuellement devrait être prévu à plus longue échéance. Alors deux petites observations à l'heure où nous nous parlons. D'abord, je veux rappeler qu'il est absolument essentiel que cette électrification se fasse et se fasse le plus vite possible pour la ligne P d'une part qui je rappelle pour ceux qui n'auraient pas en tête cette ligne comporte aux Gares de Verneuil, Marmande, Nangis, Longueville, Provins qui sont des zones de développement économique, qui sont une France des périphéries qui se sentent oubliés, une des Frances qui a été le plus impactée par la grève. On sait à quel point, notre Département, mon vice-président aux transports et nous tous, nous nous sommes mobilisés pour ce territoire. Il est indispensable que cette électrification ait lieu pour ces territoires-là. C'est je crois 30 000 usagers par jour, ce qui est à peu près le trafic des TGV. Donc on est dans un élément essentiel pour du trafic pendulaire, du confort, du quotidien pour aller travailler. J'ajoute que c'est un deuxième élément impactant pour notre territoire pas seulement pour cette ligne P. enfin cette branche de la ligne P, mais aussi pour les habitants du nord sur la ligne Meaux, La Ferté-Milon, qui ont besoin de l'électrification de la ligne P pour qu'on puisse récupérer les autorails à grande capacité qui desservent actuellement la ligne P qui ne sont plus fabriqués, ce qui fait qu'Île-de-France Mobilités ne peut pas en acheter davantage. On l'a déjà fait venir de l'Est de la France de la région Ouest. Aujourd'hui, on ne peut plus en avoir de nouveau et ce n'est que l'électrification de la ligne P qui permettra d'avoir ces nouveaux autorails sur la partie Maux - La Ferté Milon, et donc d'avoir des conditions de confort acceptables puisque dans les gros soucis de transport ferroviaire que nous avons, c'est à la fois ligne P branche Provins, ligne P branche La Ferté Milon et quand on voit la colère des usagers notamment sur la branche Maux - La Ferté Milon, ces autorails sont attendus avec une impatience que l'on ressent. Lisez Tweeter et les différents collectifs d'usagers sur cette ligne-là, c'est essentiel. Et quand vous parlez du temps des élus, Madame le Préfet, je me permets de vous dire ça n'est pas que le temps des élus. C'est le temps des usagers qui n'en peuvent plus de ces lignes-là, c'est essentiel. Par ailleurs, si je traduis en clair ce que suggère l'État à ce stade

c'est de dire effectivement on ne remet pas en cause le projet pré financé avant, et donc nous devrions être les banquiers de l'État. À l'heure qu'il est le sujet n'est pas arbitré. Ça signifierait si on devait aller vers cette solution là que la Région finance une partie. Cela signifierait aussi, parce qu'on serait dans la même péréquation que le Département de Seine-et-Marne qui s'est déjà engagé à mettre 5 millions dans le projet alors que ça n'est pas une compétence obligatoire et que nous avons fait le choix de le faire, parce que c'est essentiel pour le territoire. Ça signifierait que le Département de Seine-et-Marne devrait aussi remettre la main au portemonnaie. Voilà donc aujourd'hui c'est une réflexion qui est menée, mais j'attire vraiment l'attention de tous sur la gravité et les enjeux de ce sujet.

Mme LE PRÉFET. Deux choses, j'ai répondu directement à votre question, et ça ne m'a pas donné l'occasion de dire tout l'importance que j'attache à ce projet aussi, parce qu'effectivement nous ne pouvons pas faire de développement économique de progression démographique sans créer des difficultés si nous n'avons pas les transports à la hauteur de ses populations ou d'activité. Et donc c'est effectivement sur les deux axes que vous avez évoqué non seulement l'électrification. Est-ce que cela va entraîner pour le nord du Département ? Il faut absolument que cela se réalise. Et je voulais leur dire combien je m'associais à l'importance de ce dossier pour le Département. La deuxième chose c'est qu'aujourd'hui au plan national, et c'est là aussi où il y a un télescopage de calendrier, c'est que le gouvernement est en train de remettre à plat les contrats de plan qui risquent d'être prolongés dans la durée. Et donc ceci a évidemment des répercussions alors que sur des projets comme celui dont on parle, parce que l'approche globale sur l'ensemble des contrats de plan peut avoir des répercussions sur des projets où le calendrier est urgentissime est un peu mise à mal par cette remise à plat de l'ensemble des contrats de plan en France. Voilà. On s'inscrit là-dedans. On en paye un peu les conséquences.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Madame le Préfet.

Compte tenu de la matinée qui avance, je vous propose qu'on mette un terme à cette séance de questions. Un dernier mot avant que nous achevions, je sais qu'Olivier MORIN, mon collègue qui est en charge du centenaire de la Grande Guerre et de ce travail de mémoire absolument essentiel pour ne pas oublier qu'elle a été le sacrifice de la jeunesse française en 1914 voulait nous dire un mot sur la coopération sur ce sujet avec les services de l'État.

M. MORIN. Madame le Préfet, le Département de Seine-et-Marne représenté par son questeur délégué au grand Roissy et Président du comité centenaire du Conseil départemental se félicite de la complémentarité des actions menées par les services de l'État et ceux de la collectivité dans la coordination de l'organisation des différentes manifestations qui ponctuent cette année la commémoration du centenaire de la fin de la Grande Guerre. Dans cette tâche, le travail de labellisation effectué par la Mission centenaire en Seine-et-Marne a été d'une grande utilité pour guider les choix faits par le Département dans sa propre campagne de soutien aux manifestations locales présentant un intérêt Départemental. Le Département souhaitait ainsi remercier la préfecture pour ce travail qui a grandement facilité la convergence d'esprit dans les choix réalisés en vue de l'organisation d'un calendrier événementiel à la hauteur de la force symbolique et mémorielle de ce centenaire. Notre collectivité s'est en effet nourrie de ce travail pour mettre sur pied une manifestation d'une ampleur qu'elle a voulu inédite afin de marquer la plus belle des manières cette date anniversaire. Cet événement intitulé « Les Lumières de la paix » sera en effet l'occasion de rassembler nombre d'acteurs associatifs du monde culturel en Seine-et-Marne pour une célébration orphéonique qui embellira à une scénographie réalisée par l'artiste plasticien catalan Muma et impliquant des riverains de toutes générations. La présence de la représentante de l'État et du Président du Département à cet événement viendra couronner ce travail partenarial entre nos services et sera une belle reconnaissance collective des actions menées que celui-ci a permis de mener. Aussi Madame le Préfet, permettez-moi de vous remercier au nom de l'ensemble de mes collègues pour votre travail et votre soutien.

Mme LE PRÉFET. Merci Monsieur le Conseiller. Effectivement pour préparer cet évènement depuis la mise en place des commémorations de la guerre 14 – 18, nous avons mis en place un comité départemental pour suivre les différentes manifestations et les appuyer, y compris financièrement au niveau du comité de labellisation nationale. Alors le Conseil départemental a été un acteur majeur dans ces comités départementaux qu'animait le sous-préfet de Meaux et j'avais confié cette mission transversale départementale en tout cas. D'ailleurs, ce partenariat a été très fructueux, parce qu'au total c'est quand même plus de 30 propositions d'actions dans le Département qui ont été labélisées par le Comité national de labellisation. S'agissant de l'action des lumières de la paix que vous venez d'évoquer dont je crois l'aboutissement sera le 8 septembre prochain à l'EOGN, et bien moi je me ferai un plaisir évidemment, ce sera le point d'orgue de ces quatre années de commémoration et ce qui est important c'est que c'est une sculpture sociale comme on dit aujourd'hui qui nécessitera autour de l'artiste Muma la participation de 400 habitants et elle sera donc réalisée avec des habitants notamment des quartiers prioritaires et à l'EOGN effectivement. Et pour ce faire des ateliers sont depuis déjà quelques mois animés par l'artiste dans les centres sociaux, la MJC, les collèges et les autres structures du territoire évidemment plus concentrée sur la zone de la Préfecture.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Madame le Préfet. Effectivement, c'est un évènement qui a une dimension symbolique très importante pour notre territoire. Vous l'avez souligné on a souhaité que participent à cette célébration la part la plus large possible de la population et à travers notamment les différentes organisations orphéoniques de Seine-et-Marne, c'est-à-dire que ce n'est pas une cérémonie officielle de plus, c'est vraiment des représentants du territoire qui saluent le sacrifice des fils de ces territoires qui ont tout donné pour la France en 1914 et je trouve que c'est très important cette présence et cet ancrage territorial. Et c'est l'occasion pour moi de remercier également en mon nom évidemment les services de l'État et tous ceux qui au Département ont travaillé à ce projet. Olivier qui s'exprimait, Patrick SEPTIERS vice-président à la culture au moment de la conception de ce projet qui a donné toute son énergie. Et c'est de cette rencontre de bonne volonté que l'on a pu créer je crois un projet qui à la fois a un sens dans la mémoire et aussi un sens pour la jeunesse d'aujourd'hui et de demain pour s'en inspirer.

Merci à tous et je vous propose si vous en êtes d'accord de lever 5 minutes la séance le temps que je raccompagne Madame le Préfet.

La séance est suspendue de 11 heures 30 à 11 heures 50.

M. LE PRÉSIDENT. Mes chers collègues nous commençons donc à notre séance d'aujourd'hui. Trois de nos confrères se sont excusés. Sinclair VOURIOT qui a donné pouvoir à Geneviève SERT. Sandrine SOSINSKI qui est en voyage scolaire et qui a donné pouvoir à Olivier LAVENKA, et Brice RABASTE qui est à une réunion SNCF Eole et qui donne le pouvoir à notre ami Céline NETTHAVONGS.

Mes chers collègues, avant d'entrer dans nos travaux aujourd'hui, je vous informe de quelques éléments de calendrier. Au vu de l'importance de l'ordre du jour de notre séance d'aujourd'hui avec plus de 80 rapports, je souhaite vous proposer le report de la présentation de certains d'entre eux lors d'une prochaine séance publique qui aura lieu le lundi 25 juin à 9 heures 30. Je vous indiquerai pendant la séance quels sont les travaux qui seront reportés. Nos commissions techniques habituelles se réuniront le lundi 18 juin à partir de 10 heures et la commission des finances aussi le 18 juin à 11 heures 30. Notre prochaine commission permanente se tiendra dans la foulée à la suite de la séance publique du 25 juin – oui Smaïl.

M. DJÉBARA. Bon merci, Monsieur le Président. Juste une petite remarque sur la séance exceptionnelle du 25 et sur les conditions difficiles de l'organisation d'agenda sur le lundi 18 compte tenu des commissions. Ce n'est pas évident et j'espère que ce caractère exceptionnel restera exceptionnel à l'avenir. C'est aussi la conséquence de la réduction du nombre de séances à l'année. Je pense qu'il faut peut-être revoir un peu un calendrier en ce sens.

M. LE PRÉSIDENT. Smaïl, message reçu fort et clair. C'était aussi une question que je me posais. Là, on a été obligé de le faire, mais on est vraiment dans l'exceptionnel et je ne m'interdis pas du tout qu'on ait davantage de séances. Message reçu fort et clair.

Comme il est d'usage, je vous informe donc de quelques événements dont le Département est acteur ou partenaire dans les semaines à venir. La remise des prix du trophée Zéro Phyto aux communes lauréates se déroulera lundi au château de Blandy-les-Tours. La rencontre annuelle des contrôleurs de gestion de l'ensemble des Départements de France se tiendra en Seine-et-Marne et je suis très fier de les accueillir les 21 et 22 juin au quartier Henri 4. Notre direction de l'audit et du contrôle de gestion fait un travail remarquable et je suis heureux que ce soit la Seine-et-Marne qui assure cette manifestation. L'été sera également riche en événements culturels. Tout d'abord dans le cadre des lumières de la paix une avant-première aura lieu le 22 juin sur le parvis de l'Hôtel du Département avant notre grande célébration Orphéonique du 8 septembre à EOGN. Par ailleurs, vous avez certainement été informés de notre festival du patrimoine qui sera inauguré le 30 juin et proposera du 3 au 29 juillet une programmation artistique et culturelle sur quatre de nos sites patrimoniaux remarquables. Ce sera l'occasion de mettre en lumière des sites qui sont pour certains moins connus et qui pourtant méritent de l'être. Par ailleurs l'opération Booste tes vacances est renouvelée et se déroulera du 9 au 27 juillet sur les territoires des communautés de communes de Marne et Gondoire, du Pays de Fontainebleau, et sur certaines communes de l'agglomération du Pays de Meaux. De plus, je vous informe que nous avons décidé de renouer avec la traditionnelle réception du 14 juillet et preuve de l'excellence des relations avec l'État et de la volonté de mutualiser un certain nombre d'opérations, cette réception est coorganisée avec Madame le Préfet et se déroulera dans les jardins de la Préfecture. Enfin pour terminer, je vous invite à assister au concert de la chorale des agents départementaux dans le hall tout à l'heure, au moment de notre pause déjeuner, c'est l'occasion de saluer leur travail. Avant de commencer nos travaux, je vais vous dire quelques mots.

Je souhaite d'abord accueillir, mais alors je ne sais pas s'il est là, donc Marc BORIOSI qui a été nommé directeur général adjoint de l'éducation, de la culture, du tourisme, de la jeunesse, et des sports depuis le 1er juin. Je souhaitais le saluer et lui souhaiter le plus de succès possible dans sa tâche essentielle pour notre Département, mais il est mobilisé sur un front chaud. Je ne sais pas lequel, mais il y en a beaucoup actuellement donc lui souhaiter la bienvenue au nom du Département.

Alors ensuite je souhaite faire un point très rapide sur trois éléments que nous allons être amenés à évoquer pendant cette séance. D'abord et avant tout faire un petit point sur les inondations, le territoire de notre Département a été très fortement frappé par des phénomènes d'inondations surtout dans le Nord, mais il y a eu quelques problèmes dans la Bassée aussi, mais surtout dans le nord d'une violence particulière. Je me suis rendu sur place, hier, avant-hier, pardon ! pour constater l'ampleur des dégâts et je veux évidemment saluer la réactivité de tous nos services, mais en premier lieu celle des sapeurs-pompiers du SDIS qui ont fait un travail absolument formidable, et lorsque nous étions sur place tout le monde sans exception a loué le travail des pompiers et même dans une commune que je ne citerai pas où les élus on va dire globalement, pas trop le Président du Département, mais les élus se sont fait prendre à partie. Les gens les plus énervés ont dit, mais il y en a qui sont très bien, ce sont les pompiers. Donc vous le transmettez à vos hommes, et aux femmes et aux hommes de vos services, pardon, je me suis déjà pris un scud quand j'étais sur place. Donc, il va de soi que mes propos concernent l'ensemble de vos personnels. C'est évidemment le SDIS, ce sont tous les services du Département qui se sont mobilisés. La Direction des routes qui a fait un travail formidable en étant jour et nuit sur le pont pour sécuriser nos routes qui en avaient grand besoin ou prêter main-forte aux communes et participer aux opérations de nettoyage. Dès que la gravité des événements est apparue, j'ai pris évidemment la décision d'armer notre cellule de crise qui hélas avait déjà servi lors des précédents phénomènes. Cette cellule de crise était représentée à la COD, à la cellule opérationnelle départementale. Nous avons aussi relancé le dispositif Seine-et-Marne Entraide pour venir en aide aux communes qui ont subi des dégâts particuliers et un certain nombre de communes ont notamment bénéficié de livraisons d'eau, de livraison de lits picot, enfin de lits camps, et de tout le matériel hélas nécessaire lorsque se produit ce type de situations. L'ensemble étant coordonné par le Bureau des collectivités locales dont je salue le travail.

Je veux simplement vous dire sur ce sujet que les pensées des élus de ce Département vont particulièrement à toutes les populations sinistrées et quand on voit effectivement des personnes qui ont eu leur maison envahie une fois, deux fois, trois fois par l'eau en quelques années, c'est une situation très difficile et c'est à eux qu'on pense en premier. Le Département, mais là il est trop tôt pour avancer plus sur ce sujet, réfléchit à différents dispositifs d'aide qui pourraient être mis en place pour les communes. On vous proposera probablement un certain nombre de choses. En tout cas, aujourd'hui on est dans la gestion de l'urgence, et je pense que tous les services départementaux ont fait un excellent travail et je tenais à leur exprimer un immense merci.

Un autre élément majeur de la politique de notre Département et je suis heureux qu'on le vote aujourd'hui, c'est le plan départemental de l'eau 3 qui va être voté. Alors j'en ai un peu parlé en présence de Madame le Préfet. Donc je ne vais pas revenir longtemps dessus, mais je tiens à dire d'abord que c'est un vrai travail collectif et fédérateur qui a été fait en réunissant tous les acteurs autour de ce projet. Et je tiens vraiment à saluer le pilier du travail de réalisation de ce plan départemental de l'eau qu'a été Isoline MILLOT et celui qui va le mettre en œuvre et qu'il l'a repris avec enthousiasme Yves JAUNAUX. C'est un très beau projet et c'est la preuve de l'engagement de notre Département pour une vraie politique écologique responsable qui aide les communes dans des investissements utiles. C'est un accompagnement technique pour nos intercommunalités en matière de gestion de l'eau. Ce sont des espèces sonnantes et réverbérantes alors que la plupart des Départements se désengagent, je le dis et le répète, nous sommes les vrais écologistes qui contribuent à l'amélioration de la qualité de l'eau. Nos centrales d'épuration, nos stations d'épuration sont vieillissantes et ce plan départemental de l'eau va permettre de rénover 42 ou 45, je n'ai plus de chiffres en tête, - 47 - 37. Pardon, vous voyez, excusez-moi, c'est déjà cela, 37 stations d'épuration vieillissantes.

Par ailleurs, nous savons et les inondations que nous venons de subir le prouvent encore davantage que l'entretien des cours d'eau est probablement avec les embâcles qui arrivent en cas d'épisodes de crues massives et qui vient aggraver très vite les dégâts étaient essentiels et ils figurent dans ce plan départemental de l'eau. Je ne doute pas qu'il sera mené à bien par Yves JAUNAUX, parce que les inondations nous préoccupent tous et ayant eu la tristesse de voir les dégâts d'inondations et d'une crue massive arrivée à La Ferté-Gaucher où en une trentaine de minutes, l'eau a monté d'un mètre vingt sur son territoire. Le collège de La Ferté-Gaucher ressemble à un champ de bataille à un pont à trous de plusieurs mètres dans le corps même du pont, et quand on voit ça, je sais que ce projet est porté par la meilleure voie qu'il puisse avoir. Yves, le Département est derrière toi et c'est une belle mission que tu as.

Enfin, nous allons voter aujourd'hui les comptes administratifs et un projet de DM1. C'est mon vice-président aux finances qui présentera ses documents, mais simplement quelques lignes d'ensemble. Notre Département a conservé la trajectoire vertueuse qu'il a prise depuis 2015 en poursuivant son désendettement, en confortant son épargne brute et en maîtrisant ses dépenses de fonctionnement. Le tout en maintenant l'investissement vers l'avenir c'est-à-dire en investissant dans les collèges, en investissement dans le confort des mobilités du quotidien notamment dans les routes départementales, et enfin à travers le développement des territoires et la politique contractuelle qui est plébiscitée par la plupart des élus que je rencontre, et cela alors même que nous subissons les baisses de dotations du plan VALLS. Notre DM1 présente également des ajustements par rapport au budget primitif, la principale étant celle qui concerne les mineurs non accompagnés. Vous savez à quel point ce sujet est important pour notre Département. Le Département de Seine-et-Marne comme tous les Départements de France, qui n'a aucun pouvoir direct sur le flux migratoire des MNA et mon propos ici n'est évidemment pas de me prononcer en tant que tel sur une politique migratoire, mais je me retrouve Président de Département avec une demande sans cesse croissante et pour respecter nos obligations légales au titre de l'ASE, c'est 8 millions d'euros de plus que je suis obligé de mettre au budget pour l'accueil des MNA. Alors c'est l'occasion de tordre le cou à ceux qui disent que nous nous désengageons des MNA. Nous faisons en sorte d'avoir une politique du juste accueil en mettant les moyens. Il y a à Longperrier, un certain nombre de jeunes qui sont arrivés dans un nouveau centre. Je vous invite à aller voir les qualités d'accueil qui sont excellentes, mais c'est aussi une politique du juste accueil qui refuse d'avoir à arbitrer des politiques sociales contre d'autres. C'est pour ça que j'ai engagé une politique de contrôle des coûts, il n'est pas question que d'autres solidarités soient victimes de cet afflux incontrôlé + 8 millions d'euros. C'est un engagement fort du Département et le contrôle des coûts engagés devrait, je l'espère, permettre de stabiliser ces dépenses. Nous attendons par ailleurs et je l'ai dit à Madame le Préfet, tout à l'heure, est que l'État prenne toute sa part de responsabilité en ce qui concerne ceux qui ne dépendent plus du Département c'est-à-dire les majeurs. Le Département fera le *job* pour les mineurs, à l'État de faire le *job* pour les majeurs.

Voilà les quelques mots que je voulais vous dire. C'est sur cette base-là que nous allons commencer nos travaux pour essayer, je le souhaite, d'aller le plus rapidement possible. Nous avons une séance très chargée, donc je vous invite tous dans vos interventions à être le plus synthétique possible. Je vous informe, par ailleurs, dans notre ordre du jour du retrait du rapport 7/04 du compte concernant le contrat entre l'État et le Département de Seine-et-Marne relatif aux perspectives financières du Département sur les exercices budgétaires 2018, 2019 et 2020. C'est le pacte financier en clair. Il fera l'objet d'un débat lors de notre séance du 25 juin prochain. J'ai pris cette décision non seulement pour des impératifs de calendrier, mais surtout parce que la matière est encore très mouvante. Vous avez entendu Madame le Préfet évoquer une évolution qui aurait lieu sur la prise en compte des MNA, des dépenses liées aux MNA, mais nous sommes dans une matière juridiquement floue et compliquée à lire, à comprendre et à interpréter. Donc la consigne que j'ai donnée à nos services, c'est de travailler très précisément

sur les annonces qui sont faites pour qu'on puisse savoir en connaissance de cause l'état exact de la position de l'État et de ce que l'État serait prêt ou non à contractualiser. Donc, je pense qu'il est sage d'attendre la dernière minute pour pouvoir avoir un débat sur ce sujet sachant que ce qui nous importe ce sont deux éléments. Le premier l'intérêt général des Seine-et-Marnais dans son aspect financier et tout de même, et je ne fais pas de politique en disant ça, une petite question de principe quand même et je le dis avec beaucoup de mesure c'est que négocier un contrat quand on nous dicte les conditions du contrat par circulaires ministérielles je m'interroge sur le fait qu'il s'agisse vraiment d'un contrat et pas d'autre chose. Quoi qu'il en soit, ce qui nous guidera sera l'intérêt général des Seine-et-Marnais. Je vois le grand sourire du sénateur de la majorité Arnaud DE BELENET. S'il est possible, avec l'influence qui est la tienne d'avoir encore davantage de précisions pour savoir vers quoi nous allons sur les MNA, toute aide pour le Département sera la bienvenue. Voilà ce sont les remarques que je fais, ce qui nous guidera ce sera évidemment l'intérêt de notre Département et nous en débattons ensemble.

Je vous informe aussi dépôt d'un vœu relatif à l'enquête d'utilité publique concernant la gare d'interconnexion Bry, Villiers, Champigny, il vous sera présenté avant les rapports de la Commission 3. De la même manière, le groupe de la gauche républicaine et communiste a déposé une motion relative à la fermeture de classe qui sera présentée avant les rapports de la Commission 5. Nous en débattons.

Enfin, je vous précise que nous allons commencer notre séance par l'examen des rapports de la Commission 7, puis ceux de la Commission 5, car Daisy LUCZAK devra partir à 13 heures 30 pour me représenter à une réunion sur la stratégie de développement économique à Coubert.

Je me pose une question, et je la pose à mon cabinet. Vu l'heure, est-ce qu'on peut faire 7 et 5 avant 13 heures puisque moi je dois accueillir Madame... On ne peut pas commencer par cinq ? Pardon ! Attendez-vous. D'accord, donc on reste comme nous l'avions prévu et on commence par les rapports de la série 7, si cela vous convient.

N° 0/01

M. LE PRÉSIDENT. Mes chers collègues donc nous commençons comme il est d'usage par les rapports de la série 0. Donc le 0/01 - on fait directement 7 ou on est obligé de commencer par les 0 – les 0, d'accord. Donc, vous avez reçu avec nos rapports les procès-verbaux des séances publiques des 22 mars et 18 avril. Je pense que vous en avez tous pris connaissance. Merci de m'indiquer s'il y a des difficultés sur ces procès-verbaux. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ils sont adoptés à l'unanimité.

N° 0/02

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons au rapport 0/02 où vous avez vu le rapport concernant les décisions que j'ai prises en vertu des délégations que vous avez bien voulu me confier. Une objection, Julie.

Mme GOBERT. Ce n'est pas une objection, mais une prise de parole.

M. LE PRÉSIDENT. Oui.

Mme GOBERT. Merci Monsieur le Président, chers collègues. Alors j'espère que tu ne vas pas me tordre le cou, parce que de fait, je vais intervenir sur les questions des mineurs non accompagnés puisque c'est lié à la décision que vous avez prise, Monsieur le Président. Et qu'effectivement j'ai bien entendu la question de mettre le débat une fois que tout sera négocié avec l'État, mais néanmoins je pense qu'il est utile aujourd'hui d'en parler puisque d'abord ce n'est pas la première fois que nous le faisons ici dans cette assemblée et d'autre part nous sommes collectivement interpellé par la situation.

Jean-Louis, tu as l'honneur... Vous avez l'honneur Monsieur le Président de présider cette institution depuis quelques mois. Honneur qui vous a été donné par l'élection ici par la majorité dont vous disposez. Cet honneur vous le savez plus que personne au regard de votre parcours vous confère des pouvoirs et des compétences non seulement sur l'institution du Conseil départemental, mais aussi sur la direction que vous souhaitez donner aux politiques publiques. Vous pouvez, sur le siège qui est le vôtre, aussi marquer de votre spécificité l'action qui va être menée. Vous pouvez certes accepter entièrement un héritage, mais aussi être innovant. Homme de droit vous savez à quoi vous oblige le litige tranché en référé par le Conseil d'État le 13 avril dernier enjoignant à notre Institution de proposer un accompagnement qui inclut l'accès à une solution de logement et la prise en charge des besoins alimentaires et sanitaires d'un mineur non accompagné qui est devenu majeur puisque c'est le cas dans le cadre l'ASE. Dans le cas d'espèce, à sa majorité, l'intéressé avait souligné la poursuite de sa prise en charge par l'ASE dans le cadre du contrat jeunes majeurs jusqu'à la fin de sa formation en alternance et le Conseil d'État a constaté que vous n'avez pas respecté vos obligations. Il estime également qu'il incombe au Président du Conseil départemental d'organiser un an avant sa majorité un bilan de parcours avec le mineur accueilli dans l'action sociale pour l'enfance et d'envisager les conditions de son accompagnement. Comme je l'ai dit en introduction, ce n'est pas la première fois que nous vous alertons sur ce que nous on présumait à une faute morale, mais qui aujourd'hui est considérée comme une faute administrative que vous commettez en opposant les mineurs non accompagnés et les jeunes majeurs.

Utiliser la situation de détresse, vous nous invitez à aller à la Longperrier, mais nous pourrions vous inviter à aller sur certaines sorties de lycées où des jeunes majeurs se sont retrouvés sans plus d'accompagnant. Si, si, enfin, en plus vous avez des députés qui vous ont interpellé. Utiliser cette situation de détresse de ces jeunes majeurs non accompagnés dans un bras de fer avec l'État sur la prise en charge des dépenses de solidarité n'est pas digne de vous, mais surtout elle met dans l'indignité des jeunes hommes et femmes qui du jour au lendemain se retrouvent dans la rue. Nous sommes tout à fait d'accord que la sous-compensation chronique des prestations sociales de l'État est quelque chose que nous connaissons. Nous partageons avec vous cet état de fait. Vous pouvez bien entendu le dénoncer haut et fort et nous vous soutenons sur cette démarche, mais ça ne peut pas se faire en montrant du doigt des enfants qui ont fui la guerre ou la misère et qui tentent contre vents et marées de construire un avenir meilleur, qui se sont insérés dans un cycle de formation pour certains. Donc, on a entendu avec beaucoup d'intérêt l'annonce de Madame la Préfète et notamment du protocole d'accord, mais nous avons quand même une grosse interrogation sur ce que vous venez de dire, Monsieur le Président, parce qu'il y a urgence à pouvoir agir sur ces questions-là. Merci de votre attention.

M. LE PRÉSIDENT. Chère Julie, vous évoquez tout ce qui est la difficulté de l'action publique, c'est que si le bien était d'un côté, si le mal était de l'autre, ça serait facile et ça serait simple. Aujourd'hui, à la place qui est la mienne avec les responsabilités qui sont les miennes, j'ai en permanence à arbitrer entre plusieurs intérêts tous respectables, tous souhaitables, et hélas parfois contradictoires. Alors sur ce sujet des mineurs non accompagnés, moi, j'ai hérité d'une situation et là ça vient des décisions de l'État, où chaque année je reçois entre 50 ou 70 ou 100 jeunes mineurs complémentaires qui ne sont pas accompagnés. Je nuance tout de suite ce que vous avez dit et pardon si je prends un peu de temps dans mes propos. Ce sont, pour certains, des jeunes qui fuient la guerre et qui viennent de pays en guerre pour la grande majorité d'entre eux et les documents que nous avons sont très clairs venant de la Préfecture et des services de l'État, ce sont à 80 au moins à 80 % ou 85 % de ceux qui sont reconnus mineurs après évaluation puisque nous sommes évidemment soumis à une fraude, à une tentative massive de fraude pour être reconnus mineurs, des migrants économiques qui ne viennent pas de zones de guerre.

J'ai aujourd'hui dans ce Département très peu de jeunes Syriens, par exemple, qui sont pris en charge au titre des MNA. Ce sont des réseaux mafieux qui viennent déposer des enfants qui sont aussi des victimes, cela n'est pas le sujet. Ce sont des victimes de réseaux mafieux qui les déposent devant les MDS et qui viennent alimenter un trafic d'êtres humains. Je rappelle mes chiffres viennent de l'OCRIEST. Aujourd'hui, un mineur non accompagné qui pourra demain faire jouer le regroupement familial et se fait facturer ou est facturé à sa famille 15 000 euros aux passeurs pour arriver en France, parce qu'ensuite c'est rentable de faire venir le reste de la famille. Un majeur, on est autour de 7 000 euros. Donc, nous sommes en bout de chaîne de réseaux mafieux de trafic d'êtres humains.

Alors une fois que ça s'est posé, on est en présence de jeunes enfants qui doivent évidemment lorsqu'ils arrivent être accueillis. Alors, Julie, tu me demandes d'être innovant et bien on essaye d'être innovant en mettant en place une politique différenciée. D'abord, en différenciant clairement au titre de l'ASE, les enfants de moins de 16 ans et les enfants de plus de 16 ans. Oui, nous lançons une politique innovante pour la prise en charge des mineurs de plus de 16 ans qui quand ils seront accueillis auront une formation courte, la plus qualifiante possible dans les limites de nos obligations qui sont celles de l'ASE puisque je rappelle que la décision du Conseil d'État que tu citais cite le Code de l'action sociale et des familles concernant la poursuite non pas des études, mais la poursuite jusqu'à la fin de l'année scolaire, ce qui est exactement le texte de l'action sociale et des familles. Lorsqu'il y a ambiguïté sur le sujet, nous nous soumettons évidemment à toutes les décisions de justice généralement sans faire appel, parce que nous pensons que dans des sujets aussi ambigus, c'est le droit qui doit trancher. Mais en tout état de cause pour les nouveaux arrivants, pour ceux qui rentrent dans le dispositif, nous allons veiller et ça c'est un engagement que je peux prendre publiquement à ce que les formations soient qualifiantes et soient qualifiantes avant l'arrivée à l'âge de 18 ans. Je précise que j'ai multiplié les échanges avec différents acteurs pour que ce soient des solutions solides et pérennes qui puissent permettre le cas échéant de déboucher sur un emploi. J'ai, par exemple, eu des échanges avec le Président de la fédération départementale du bâtiment qui est demandeur dans un secteur sous tension de ce que l'on mette en place des formations qualifiantes permettant de les employer et d'avoir une employabilité. Ça c'est pour ce type de situation. Pour ceux qui sont déjà dans le dispositif, nous appliquerons le droit, tout le droit, et sauf cas très exceptionnels rien que le droit, parce que je le dis et je le répète. Je ne veux pas demain dans la situation financière qui est celle de notre Département avec un pacte de stabilité que nous subissons et que nous n'avons pas choisi de voir demain arbitrer et renoncer à des dépenses qui concernent les personnes âgées, à des dépenses qui concernent les handicapés, ou à des dépenses qui concernent même l'insertion puisque vous savez que nous commençons à réfléchir à nous.

Nous avançons beaucoup sur de nouvelles démarches d'insertion méthode IOD, etc. que j'avais déjà évoqué devant cette assemblée. Si demain, je suis obligé de remettre plusieurs millions dans l'accompagnement des MNA, eh bien, ce sont ces politiques que nous serons obligés de remettre en cause. C'est la prévention spécialisée qu'on sera obligé de remettre encore davantage en cause. Ce n'est pas mon objectif. Je veux que toutes ces politiques puissent continuer. Donc oui, je fais des choix avec deux principes et ce ne sont pas des mots que je jette en vain avec deux principes : l'humanité, mais aussi le fait que chacun prenne ses responsabilités. Et le protocole avec l'État sur lequel nous avançons et sur lequel je vais faire le maximum pour qu'on puisse le signer très vite, il doit nous permettre de régler le problème que vous évoquez c'est-à-dire la prise en compte par l'État, parce aujourd'hui le problème que nous avons c'est que ces jeunes majeurs, l'État ne traite pas dans les délais les dossiers que nous avons. Faire une prise en charge en amont pour que l'État assume ses responsabilités, mette en place en amont la garantie jeune qui puisse exister et mettent en place les moyens de leur maintien sur le territoire.

J'ajoute que nous avons un autre sujet puisqu'on se parle librement on va le faire vraiment. L'État est prêt à prendre toute sa part de responsabilité. En tout cas, il nous le dit, mais l'État attend aussi de la totalité de nos services qu'ils soient les acteurs d'une gestion - comment dire - la plus vigilante possible des dérives qu'on évoquait et notamment des dérives mafieuses que j'évoquais et si on veut que l'État nous aide, il faudra aussi qu'on soit là pour donner les informations dont l'État et notamment la police de l'air et des frontières a besoin. Donc, nous allons faire en sorte que ces éléments-là soient convenablement intégrés dans ce que nous allons signer avec l'État. Voilà ce que je voulais vous dire après nous ne serons probablement pas d'accord et vous n'allez pas être convaincus, parce que je vous ai dit, c'est le mandat que j'ai reçu, je l'assume et je ferai en sorte soyez en bien convaincu. L'humain est tout aussi important que l'équilibre, voire plus important que l'équilibre de nos finances publiques, mais malheureusement j'ai aussi 1,4 million de Seines-et-Marnais qui ont besoin du Département. C'est ce que j'essaye de faire et qui s'appelle une position d'équilibre. Nous en étions, puisqu'il y a eu cette prise de parole avant le vote, sur les décisions prises par délégation. Est-ce qu'il y a des objections ? Il est donc adopté à l'unanimité.

N° 0/03

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons au 0/03 concernant les délégations en matière de marchés publics. Je vous remercie de prendre acte des marchés et avenants. Y a-t-il des objections ? Je vous remercie.

N° 0/04

M. LE PRÉSIDENT. Nous avons maintenant le rapport 0/04 concernant la représentation du Département au sein de divers organismes. Je vous propose de modifier les représentations dans les organismes suivants, si vous en êtes d'accord, nous procéderons à un seul vote pour l'ensemble des désignations, sauf y a des accords sur un organisme particulier auquel cas on votera spécifiquement sur cet organisme. Cela vous convient-il ? Très bien.

Donc première commission, commission consultative des services publics locaux (CCSPL). Voici la liste des membres que je vous propose. Titulaires : Céline NETTHAVONGS représentante du Président désignée par arrêté ; Cathy BISSONNIER, Laurence PICARD, Xavier VANDERBISE en remplacement de Sinclair VOURIOT, Andrée ZAIDI en remplacement de Jérôme GUYARD ainsi que Smaïl DJEBARA.

En suppléants : Jérôme GUYARD en remplacement de Jean-François ONETO ; Sarah LACROIX ; Isabelle RECIO ; Patrick SEPTIERS ; Monique DELESSARD.

À la commission de délégation de service public, je vous propose les noms suivants. Titulaires : Céline NETTHAVONGS ; Cathy BISSONNIER ; Anne-Laure FONTBONNE en remplacement de Sinclair VOURIOT, Jérôme GUYARD, Laurence PICARD, Vincent ÉBLÉ. Suppléants : Sarah LACROIX ; Jean-François ONETO ; Isabelle RECIO ; Patrick SEPTIERS ; Julie GOBERT.

L'IFET (Institut pour la formation des élus territoriaux) : Andrée ZAIDI en remplacement de Daisy LUCZAK.

Conférence intercommunale du Logement de grand Paris Sud Seine-Essonnes-Sénart. Comme titulaires : Céline HÉRAULT qui est chef du service habitat.

Action artistique en Seine-et-Marne Act'Art. Titulaires : Martine BULLOT, représentante du Président désigné par arrêté ; Cathy BISSONNIER en remplacement de Franck VERNIN ; Isoline MILLOT en tant que vice-présidente culture et patrimoine en remplacement de Patrick SEPTIERS ; Béatrice RUCHETON en remplacement d'Isoline MILLOT en tant qu'élue du Département ; Véronique VEAU et Julie GOBERT.

Ferme du Buisson, nous vous proposons en titulaires : Martine DUVERNOIS et Isoline MILLOT en remplacement de Patrick SEPTIERS.

Concernant le Théâtre de Sénart, Cathy BISSONNIER et Isoline MILLOT toujours en remplacement de Martine BULLOT.

Pour Les Sinoplies, nous vous proposons Geneviève SERT en remplacement de Daisy LUCZAK.

Concernant la commission de suivi de site de Soignolles, SITA à Soignolles-en-Brie : Jean-Marc CHANUSSOT en remplacement hélas de Jean-Jacques BARBAUX, et Daisy LUCZAK comme suppléante.

Centre information jeunesse de Seine-et-Marne, Martine BULLOT, représentante du président désigné par arrêté et Sarah LACROIX en remplacement de Bernard COZIC.

Solihha Seine-et-Marne, en titulaires, nous vous proposons : Bernard COZIC en remplacement de Brice RABASTE. Anne-Laure FONTBONNE en remplacement d'Ugo PEZZETTA, et Denis JULLEMIER en remplacement de Laurence PICARD.

Au titre de l'OPH, nous vous proposons comme titulaires : Cathy BISSONNIER ; Bernard COZIC ; Denis JULLEMIER en remplacement de Martine DUVERNOIS ; Brice RABASTE ; Sinclair VOURIOT ; Monique DELESSARD.

Comme personnalité qualifiée, nous avons Patricia ASTRUC-GAVALDA ; Xavier BARTOLI en remplacement de Martin ROUX ; Béatrice BOCK ; François BOUCHARD ; Arthur JORGE BRAS ; Patricia CHEVET ; Dominique LEBEGUE-AUFILS.

Au titre de l'insertion : Anne-Laure FONTBONNE en sa qualité de Présidente d'Initiatives 77.

Pour le jury du concours national Fleurir la France, villes et villages fleuris, nous vous proposons Jean-Marc CHANUSSOT en remplacement de Franck VERNIN ; Sarah LACROIX ; Véronique PASQUIER en remplacement de Bernard COZIC ; Sandrine SOSINSKI ; Véronique VEAU ; Bernard CORNEILLE.

S'agissant de Seine-et-Marne Tourisme, dont nous sommes toujours dans la procédure de dissolution. Nous vous proposons comme titulaires : Patrick SEPTIERS représentant du Président désigné par arrêté ; Cathy BISSONNIER en remplacement de Jean-Louis THIÉRIOT ; Martine BULLOT ; Sarah LACROIX ; Daisy LUCZAK ; Isoline MILLOT ; Olivier MORIN ; Laurence PICARD ; Béatrice RUCHETON ; Sandrine SOSINSKI ; Véronique VEAU ; Vincent ÉBLÉ.

Enfin, la liste initiale que nous vous avons présentée, nous vous proposons une liste complémentaire concernant les collègues en remplacement de Jean-Jacques BARBAUX hélas et de moi-même.

Pour le collège public des remparts de Rozay en Brie, nous vous proposons comme titulaires : Jean-Marc CHANUSSOT ; Claude ÉVRARD ; et en suppléant – pardon ! – oui, absolument – tu veux dire un mot.

Mme LUCZAK. Non, je voulais juste remercier Claude ÉVRARD d'être présent avec nous qui est patient à 9 heures 30, parce que ça sera aussi un bon relais, et elle sera présente au conseil d'administration du collège donc c'était important qu'elle soit là, merci, Claude de ton soutien et bien sûr du bénévolat. On en a tous besoin. Merci.

M. LE PRÉSIDENT. Je m'associe évidemment aux remerciements de Daisy. Les collègues sont assez prenants tant on le sait surtout pour préparer sérieusement les conseils d'administration. Donc, un grand merci. Nous vous proposons comme suppléant donc Daisy LUCZAK, et Isabelle PERIGAULT.

Pour le collège Louise-Michel à Faremoutiers, nous vous proposons Daisy LUCZAK, et Isabelle PERIGAULT en titulaires, Jean-Marc CHANUSSOT et Claude ÉVRARD en suppléants.

Pour le collège Stéphane Mallarmé de Fontenay-Trésigny : Jean-Marc CHANUSSOT et Claude ÉVRARD en titulaires, Daisy LUCZAK, et Isabelle PERIGAULT en suppléants. Maintenant dans mon canton, nous vous proposons pour Charles Péguy de Verneuil : Nolwenn LE BOUTER, Christian POTEAU. En suppléants : votre serviteur et Madame TISON.

Pour le collège public Dénecourt de Bois-le-Roi, nous vous proposons en titulaire Nolwenn LE BOUTER et Madame TISON. En suppléants : Jean-Louis THIÉRIOT et Monsieur POTEAU.

Enfin, pour le collège public Nicolas Fouquet de Mormant, nous vous proposons Nolwenn LE BOUTER et Monsieur POTEAU en titulaire et votre serviteur et Madame TISON en suppléants.

Je soumets donc ces désignations à vos votes. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Les désignations sont adoptées à l'unanimité.

N° 7/01

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons donc au rapport de la série 7 et nous commençons par le rapport 7/01 qui est le rapport du compte gestion. Je passe la parole à Patrick SEPTIERS, notre chancelier de l'échiquier.

M. SEPTIERS. Merci Monsieur le Président. Comme tous les ans, vous êtes invité à voter les comptes de gestion présentée par Madame le payeur départemental. Donc ces chiffres déterminent un actif net au 31 décembre de 6,4 milliards d'euros, les immobilisations corporelles 6 milliards d'euros dont 1,2 pour les bâtiments du Département et 4,3 pour les réseaux et installations. Cet actif immobilisé est financé à hauteur de 5,7 milliards par des ressources permanentes du Département soit 87 % et pour la différence par de l'emprunt à long terme. Il a été constaté que les comptes présentés par la paierie départementale sont en totale concordance avec les comptes administratifs qui seront soumis à votre approbation dans un instant et qu'il n'appelle ni observation ni réserve. Aussi je vous propose de donner acte à Madame le payeur départemental et en la remerciant ainsi que ses services pour le très bon travail que nous faisons avec ces services et les services départementaux.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Des prises de parole. On le met aux voix. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Il est adopté à l'unanimité - d'accord.

N° 7/02

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons au compte administratif 2017. Conformément aux règles, le Président est tenu de sortir de l'hémicycle donc je vais quitter l'hémicycle et passer la présidence à un excellent premier vice-président Olivier LAVENKA.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Je la cède immédiatement à Patrick SEPTIERS pour la présentation du compte administratif.

M. SEPTIERS. Alors ce compte administratif, bien sûr a été vu en commission vous avez pu avoir également l'ensemble des documents qui sont imposants à votre disposition. Ce que je vous propose, c'est de vous en donner les grandes lignes. Donc les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 1,269 milliard soit une variation de 1,6 par rapport à l'an dernier. Et les dépenses réelles de fonctionnement à 1,088 milliard donc plus 1 %, ce qui dégage une épargne brute de 5 % supplémentaires par rapport à l'année dernière soit 9,3 millions.

Sur les opérations d'investissement et donc, il y a un déficit de 287,1 millions. Et donc un résultat propre sur l'exercice de 2017 de moins 6,4 millions, mais en reprenant le résultat de 2016, ce qui nous donne un résultat à la fin de l'exercice 2017 d'un peu plus de 25 millions. Un résultat à reprendre en 2018 que nous reprendrons tout à l'heure de 23,2 millions.

Au niveau de la dette, il y a une variation de la dette de 64,100 millions en moins, ce qui donne au 31 décembre un stock de dettes de 785,6 millions.

Si on regarde le ratio de taux d'épargne, celui-ci s'élève, vous l'avez sur le graphique, aujourd'hui à 14,2% et vous voyez par rapport à l'évolution que nous sommes en évolution constante. Je vous rappellerai simplement pour comparaison que c'est un ratio qui doit être supérieur à 10. Donc, nous sommes tout à fait dans la bonne moyenne et dans la bonne norme.

Si on compare les réalisations 2017 avec ce qui s'était produit en 2016, donc recettes réelles de fonctionnement plus 1,6, les dépenses de fonctionnement plus 1 %. Et si on regarde les hausses des dépenses de fonctionnement, alors pardon ! les recettes d'abord qu'on voit essentiellement qu'elles proviennent des droits de mutation, sur la CVAE également, et sur les participations. Nous avons également dans ces recettes des baisses. Nous avons encaissé moins que ce que nous avons prévu et c'est en particulier tout ce qui concerne la DGF et la participation d'Ile de France mobilités par rapport aux transports scolaires.

Pour les dépenses de fonctionnement, elles sont, par rapport à 2016, supérieures d'un peu plus de 10 millions. La hausse globale est principalement liée à la mission solidarité + 2,6 % et essentiellement, comme cela a été évoqué en début de séance, par rapport aux mineurs accompagnés qui augmente de plus de 8 millions d'euros. Par contre, dans ces dépenses, il y a également des secteurs qui ont eu un certain nombre de baisses en particulier sur les transports, donc liés aux transports scolaires et sur les personnes handicapées. Alors, ça ne veut pas dire que l'on n'a pas répondu à l'ensemble des besoins, c'est qu'il y a eu moins de demandes ou de prévisions peut-être un petit peu fortes. En ce qui concerne la protection de l'environnement, il y a une baisse importante, mais ça ne dépend pas de nous. Vous savez que ce sont essentiellement les subventions que nous donnons aux communes ou aux intercommunalités par rapport à leurs investissements et on a pu constater que par rapport à ce qu'elles avaient prévu, elles ont beaucoup moins réalisé. Donc pareil, ce n'est pas le fait que nous n'ayons pas répondu aux demandes c'est parce qu'il y a eu beaucoup moins de demandes que ce qui avait été prévu lors du budget dans les budgets des communes et des intercommunalités. Sur l'investissement, les recettes d'investissement ont augmenté de près de 12 %, essentiellement sur les subventions pour les routes sur l'éducation, un peu de DGE, les dépenses d'équipement, elles, ont augmenté de 1,2 %. Donc, un investissement de 154,4 millions par rapport à 152 de l'année dernière. On peut noter un très bon taux de réalisation sur les dépenses directes (routes, collèges, bâtiments) et bien évidemment plus faible sur des dépenses indirectes, c'est ce que je disais tout à l'heure, les programmes d'eau, d'assainissement et certaines dépenses en faveur

des collègues. Voilà ce que l'on pouvait dire globalement sur les différentes variations, vous les avez, par secteur donc, vous avez les montants et on arrive bien aux 154,4 millions d'opérations.

En conclusion, on peut dire que notre collectivité assume pleinement ses compétences obligatoires puisque comme on l'a dit tout à l'heure, il n'y avait pas eu de rejet ou de repli sur ces politiques, que nous poursuivons nos actions dans des politiques non obligatoires dites facultatives, que nous investissons davantage. On peut constater que dans un budget de fonctionnement maîtrisé puisque les dépenses de fonctionnement n'ont augmenté que de 1 %. Conformément à nos engagements électoraux, nous avons amélioré la santé financière de notre collectivité avec un taux d'épargne comme je l'ai cité tout à l'heure à plus de 14 % avec la diminution du nombre d'années pour rembourser les emprunts, nous sommes aujourd'hui à 4,3. L'an dernier, nous étions à 5. Je vous rappelle que les ratios nationaux c'est autour de 10. Et puis, même s'il y a eu une augmentation de la fiscalité en début de mandat, nous sommes toujours à fiscalité constante. Je crois que le mérite en revient aux élus qui ont pris les bonnes décisions au bon moment en mettant en place des politiques nouvelles et efficaces méritent également on en revient à notre service finances et à son directeur pour qui ce compte administratif le sera le dernier, et je souhaite remercier pour toutes ces années qu'il a passées au Département et qu'il a mises en musique de façon tout à fait objective, toutes les décisions qui ont pu être prises dans cette assemblée.

Si vous en êtes d'accord, je vous propose d'approuver ce compte administratif, les annexes et puis également d'affecter les résultats. Alors vous avez les montants, c'est peut-être un peu rébarbatif de les montrer. Je pense que si on prenait ces décisions simplement sur des principes ça suffirait largement Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Est ce qu'il y a des observations avant de passer au vote ?

M. DJÉBARA. Merci Monsieur le Président, Mes chers collègues. Je vais tout d'abord remercier les services pour le travail effectué en amont de cette séance et puis souhaiter à Monsieur GOSSE une bonne continuation.

Incontestablement l'année 2017 suit la même trajectoire, les mêmes logiques que 2015 et 2016. Une voie dont vous vous réjouissez, mais que nous continuons à condamner, non, parce qu'il s'agirait de notre part d'une contestation de principe, mais bien parce que les choix qui sont les vôtres, vos priorités, nous semblent déconnectés des besoins du Département. Certaines décisions sont désuètes en ce qu'elles ne prennent pas en compte les nouveaux paradigmes de notre temps. D'autres illustrent l'absence de volonté, politique de la majorité. D'autres enfin nous paraissent dangereuses puisqu'elles remettent en cause des valeurs de notre socle social. Les chiffres parlent ainsi d'eux-mêmes.

Je veux, d'abord, commencer par l'excédent de clôture : 23 millions d'euros. 23 millions d'euros d'excédent, c'est moins que les deux années précédentes. À force de coupes budgétaires considérables, il semble que vous approchiez l'os. Il est en tout cas incontestable que des pans entiers de politiques publiques ont été sacrifiés tant en investissement qu'en fonctionnement. En premier lieu, c'est le cas l'environnement. Les crédits de fonctionnement ont à nouveau reculé de 22 % par rapport à 2016, moins 29 % pour les crédits d'investissement. Nous en sommes à moins 35 % depuis 2014 en fonctionnement et à moins 40 % en investissement. C'est considérable. Comment le Département peut-il sérieusement s'accorder avec les objectifs de l'Accord de Paris et répondre aux changements climatiques dont nous voyons les effets année après année ? La politique environnementale n'est pas une priorité. Pire elle est tout bonnement laissée pour compte.

Autre secteur abandonné : la jeunesse. Moins 6 % en fonctionnement et moins 37 % en investissement par rapport à 2016. Cela représente une chute de 40 % des moyens de fonctionnement depuis 2014. Cela en dit long sur votre attention apportée à la jeunesse dans un Département où 37,7 % de la population a moins de 24 ans selon l'INSEE. Un Seine-et-Marnais

sur trois a moins de 24 ans et la ligne budgétaire s'élève à 600 000 euros sur un budget d'un milliard d'euros de fonctionnement. Les principales communes de Seine-et-Marne disposent d'un budget de jeunesse bien plus important que celui du Conseil départemental.

La culture n'est pas en reste avec un recul de ses moyens de 11 % depuis 2014 en fonctionnement et de 20 % en investissement tout comme l'éducation, moins 6 et moins 19 %. Si le Département voulait vraiment préparer l'avenir comme vous semblez l'affirmer dans votre livre blanc, ses livres entiers de l'intervention publique départementale ne serait pas sacrifié. À ce jour, tout ce que nous constatons c'est que vous faites des économies, encore des économies, et toujours des économies, mais pour quelle finalité, pour quelle vision, pour quelle ambition ? Faire des économies n'est pas une politique en soi. Alors oui, il y a les routes. La seule ligne budgétaire à augmenter en fonctionnement et en investissement depuis 2015. Vous financez de nombreux projets routiers qui de l'aveu de certains Maires pas forcément de gauche d'ailleurs ne sont pas forcément nécessaires, mais il en faut et il faut que ça soit se voit - c'est la vérité.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Vous nous donnerez des noms, on est impatient de les connaître.

M. DJÉBARA. Bien sûr.

Les routes, c'est bien plus visible que les conditions d'accueil dans nos collèges ou nos EHPAD ou encore que les moyens accordés à l'aide sociale à l'enfance, à la PMI ou à la préservation des ressources en eau.

Il y a aussi le désendettement, véritable lubie, perçu comme une option binaire alors qu'il s'agit d'une question de curseur. Est-il vraiment pertinent d'engager un désendettement massif en période de taux historiquement bas ? Nous ne le pensons pas. Profitons justement de ce contexte pour relancer de grands investissements structurants et utiles pour préparer l'avenir.

Ce compte administratif nous permet aussi de constater le montant considérable des allocations individuelles de solidarité. Depuis la réforme Raffarin, nous avons atteint l'équivalent d'une année de budget. Si l'État remboursait aujourd'hui ce qu'il nous doit, nous n'aurions pas à dépenser le moindre centime l'année prochaine ou encore nous pourrions totalement annuler notre dette. Nous partageons ce constat et la bataille à mener encore et toujours pour que l'État respecte enfin ses engagements envers les Départements. Et quand j'entends sur le trop peu de projets structurants que l'État demande à ce que les collectivités soient les banquiers, je suis quand même assez sceptique. Mais ce manque considérable de recettes ne doit pas être un prétexte pour faire peser la responsabilité de nos équilibres budgétaires sur les plus fragiles.

Voilà pourquoi nous rejetons votre dispositif du juste droit qui stigmatise et laisse planer un air de suspicion sur les bénéficiaires du RSA qui, selon certains, nous coûterait un pognon de dingue.

Les dépenses en direction des mineurs étrangers isolés pèsent également lourdement dans notre budget, on vient d'en parler. C'est un fait, mais cela ne nous autorise pas pour autant à nous dédouaner de notre responsabilité politique et morale d'accueil et d'accompagnement de ces jeunes étrangers. Le Département doit garantir le même niveau d'aide à tous les jeunes, quelle que soit leur nationalité et les raisons qui les amènent en Seine-et-Marne.

Je vais terminer. Vous nous avez fait le coup, et cela continue, du film catastrophe. En réalité, c'est en ne faisant rien que les Départements risquent de disparaître donnant ainsi du crédit à tous ceux qui considèrent que le Département est comme un échelon du passé. Au contraire, nous pensons qu'il est un échelon cohérent capable de préparer l'avenir.

Mes chers collègues, nous avons considéré à l'époque que le budget 2017 n'incarnait rien, aucune anticipation, aucun espoir. Ce compte administratif est fidèle à cette appréciation. Vous l'aurez bien compris, nous ne pourrions donc pas l'adopter. Merci.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Merci. Patrick.

M. SEPTIERS. Oui, je ne vais pas reprendre la totalité. Je voulais simplement dire quand même, première contradiction quand on a voté le budget en reprenant un excédent de fonctionnements de 30 millions d'euros, on nous a dit que c'était un excédent extraordinaire et qu'il était trop important et aujourd'hui avec 23 millions on nous dit qu'il est trop faible. Donc je pense qu'il est tout à fait normal et quand on regarde en pourcentage, il n'est quand même pas très important vis-à-vis du total de nos recettes de fonctionnement et il est quand même nécessaire d'avoir un minimum.

Sur l'ensemble de nos politiques, c'est votre vision et ce n'est pas la nôtre. Nous avons mis en place d'autres politiques, de nouvelles politiques pour la jeunesse, pour la culture, et je dois dire que pour être souvent sur le terrain, aujourd'hui ce qui a été fait est plutôt bien ressenti à la fois par les élus locaux et par les personnes qui en bénéficient. Quand il y avait des secteurs où les écoles de musique n'étaient pas subventionnées et qu'aujourd'hui elles le sont, que des clubs sportifs, pareil, n'avaient pas de subventions et qu'aujourd'hui elles en ont. Enfin, les bénéficiaires ont le sentiment et c'est plus qu'un sentiment c'est la réalité, eh bien, que les Départements s'occupent vraiment de la proximité et de ce qui est nécessaire pour que l'ensemble de nos territoires puisse vivre et bénéficier de l'aide de notre Département.

Quant à l'endettement, je vous rappelle la stratégie, il fallait baisser l'endettement tel qu'il était au début du mandat puisque nous étions quand même dans une situation financière extrêmement délicate. Tout à l'heure, on vous a passé la vue du taux d'épargne nette et nous étions vraiment à la limite. Comme je le disais, c'est remonté. C'est vrai que nous nous sommes désendettés. Nous nous désendettions encore maintenant, mais pourquoi est-ce que nous nous désendettions ? Ce n'est pas une lubie pour ne plus avoir de dettes. L'objectif n'est pas là, parce que nous savons très bien que nous avons engagé et l'ensemble de l'assemblée a voté ces grands projets d'investissement en particulier dans les collèges. Et donc, si nous voulons être en capacité de financer dans la deuxième partie du mandat ces grands investissements que nous avons voté, eh bien il nous faut de la capacité de financement. Et la capacité de financement fera appel à l'emprunt. Et si nous n'avons pas la capacité et nous n'avons pas les ratios pour avoir ces emprunts, on aura beau avoir voté les investissements, on ne pourra pas les réaliser.

Donc aujourd'hui, effectivement nous sommes en baisse de notre endettement. Rassurez-vous il va remonter, mais il revoit encore, il n'augmentera pas autant que le montant que nous avons trouvé en 2015. Il restera dans des moyens raisonnables.

Voilà, je crois qu'avoir un budget avec des ratios qui montrent sa bonne santé, ça préserve bien évidemment l'actualité le jour même, mais aussi c'est un vecteur de confiance pour aborder l'avenir et c'est ce que ce compte administratif démontre et prouve.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Merci. Pierre BACQUE a demandé la parole.

M. BACQUE. Oui je retiens deux mots les propos de notre compagnon. Premièrement, la majorité n'aurait pas de volonté politique. Très bien. Moi je trouve que si. Les choix ne sont peut-être pas les mêmes, mais dire que nous n'avons pas de volonté politique et que l'on ne fait rien c'est outrancier. Notre volonté, ce n'est pas une obsession, comme vous l'avez dit, une obsession de faire des économies, c'est de ramener tout de même le budget dans un état satisfaisant. Il en était loin lorsque cette majorité a repris les commandes. Nous réparons les routes parce que ça se voit, mais vous avez raison. Nous étions quatre-vingt dixième Département lorsque vous avez laissé les affaires, quatre-vingt dixième Département, sur l'état des routes de notre Département. Et tout à l'heure j'ai entendu dire que de revenir à 80 l'heure conduirait à une diminution des accidents. J'ai envie de dire que l'une des causes des accidents, pas que dans ce Département mais en France, c'est le très mauvais entretien du réseau routier. Donc, c'est très bien que le Département mette de l'argent sur les routes.

Enfin vous parlez de la jeunesse, mais combien, combien, de collèges avez-vous fait pendant deux ou trois mandats ? Combien de collèges avez-vous fait par rapport à la majorité précédente et par rapport à celle-ci ? Alors, sachons raison garder et permettez-moi de vous dire

autant j'apprécie la politique actuelle de ce Département, autant je trouve un petit peu exagéré vos propos. Merci.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. A moins qu'il y ait d'autre prise de parole, sinon je propose de passer au vote. Sur le compte administratif 2017 et l'affectation des résultats tels qu'ils ont été présentés par Patrick, y a-t-il des avis contraire ? Des avis contraire. Y a-t-il des abstentions ?

Je vous remercie, nous pouvons demander au Président de nous rejoindre.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien mes chers collègues, merci du vote du compte administratif.

N 7/03

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons au 7/03 qui est la DM1 de notre budget. Je repasse aussitôt la parole à Patrick SEPTIERS.

M. SEPTIERS. Tout d'abord, nous avons un amendement avant cette DM1. Nous vous proposons dans l'amendement numéro 1 de mettre des AP de 8 millions et des crédits de paiement de 2 millions. Pourquoi faire ? Eh bien pour acquérir sur le territoire des bâtiments pour accueillir des mineurs non accompagnés. Dans notre idée... Aujourd'hui, quand il y a le coût des mineurs accompagnés, bien évidemment, quand il est confié à une association il y a la partie logement qui peut représenter une part importante. Donc, si nous le prenons en charge en étant propriétaire, nous diminuons automatiquement le coût de la prestation

Vous voyez que par rapport au débat que l'on entendait tout à l'heure comme quoi nous nous désengagions peut être, entre guillemets, de ces problèmes. Au contraire, on propose une politique innovante qui permet à la fois de développer cette politique tout en limitant le coût. C'est pour cela que l'on vous propose de réinscrire 8 millions en AP et 2 millions en crédits de paiement. On vote globalement les deux amendements ?

Deuxième amendement, c'est de créer un fonds d'intervention dénommé Seine-et-Marne entraide qui permettra de financer des événements exceptionnels, par exemple les crues que nous venons d'avoir, mais pas limitatif aux crues. Nous proposons un AP de 100 000 et un crédit de paiement pour 2018 de 50.000 euros. En gros c'est pour faire face aux situations d'urgence.

M. LE PRÉSIDENT. Je mets ces amendements au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ils sont adoptés à l'unanimité. Je rends la parole à Patrick.

M. SEPTIERS. Bien. Evidemment, par rapport à la DM1 qui avait été proposée, il y a des variations puisqu'il faut ré augmenté de 2 millions et 50 000 nos crédits dans des différents chapitres. Et donc, on a mis en compensation un emprunt supplémentaire.

Sur la DM1, une fois que ces amendements sont votés, c'est une DM1 peu importante. Elle représente 0,3 du budget de fonctionnement. Elle comprend essentiellement des ajustements par rapport à nos prévisions, ajustements dus à des évolutions, mais somme toute peu importantes. Les recettes de fonctionnement, nous vous proposons de les augmenter de 5 millions d'euros. Vous avez le détail : un peu moins de fiscalité directe, un peu plus de participation et quelques recettes complémentaires pour arriver aux 5 millions. Sur les dépenses de fonctionnement, une progression de 3,8 millions dont les MNA pour plus de 8 millions. On n'inscrira que 4,70 dans la politique enfance et famille, parce qu'il y a une diminution sur les autres secteurs. Pour le reste ce sont de petits aménagements. Pour les personnes handicapées, c'est comme lors du compte administratif cela ne veut pas dire qu'on diminue les prestations. C'est que nous avons moins de demandes. C'est assez difficile à prévoir. Mais on sait très bien que dans l'enveloppe qu'il restera, dans les 153 millions il n'y aura pas de souci pour répondre à l'ensemble des demandes. Sur les missions fonctionnelles une augmentation de 2 millions. Sur les frais financiers une baisse de 0,8. Sur les missions aménagement une baisse de 1 million et sur les missions développement socio-éducatif culture une augmentation, - tout à l'heure on me disait qu'on diminuait -, de 360 000 euros. Si nous regardons la vue d'ensemble il y aura une variation de l'épargne brute de plus de 24, des recettes d'investissement de plus de 3,5, des dépenses d'équipement avec des reports 7,6, l'affectation du résultat au déficit de l'Etat des reports de 1,9 donc une réduction de l'empreinte de 22,3. Nos besoins budgétaires qui étaient de 91,6 seraient ramenés à 69,3. Sur les AP, on constate une forte augmentation un peu plus de 36 millions. Il y a moins 14 millions sur les AP de stocks et plus 50 millions sur les AP 2018 qui passeraient à 235 millions. Les grosses variations en création, il y a le collège Debussy pour plus de 21 millions et en révision, on remet quelques 6 millions sur les routes dont 3 millions pour le collège de Villeparisis et 2,7 millions sur l'entretien des collèges et il y a des reports de 1,9 million sur des opérations qui avaient été engagées en 2017 mais qui n'avaient pas été

réalisées. Voilà. Donc les dépenses d'équipement seraient de 185,7 à l'issue de la DM1 2018. Je vous rappelle qu'en 2017 c'était à 172,7, soit une progression de plus de 7,5 %.

M. LE PRÉSIDENT. Mes chers collègues, Patrick je vous remercie. Mes chers collègues, je pense qu'un certain nombre d'entre vous avait formulé le désir de s'exprimer sur cette proposition de décision modificative. Un tirage au sort a eu lieu pour l'ordre de passage des interventions, a été tiré en premier la gauche républicaine et communiste.

Mme MARGATÉ. Merci, Monsieur le Président donc sur cette décision modificative. Elle s'inscrit évidemment dans la compression des dépenses et je pense que c'est ce qui la caractérise le plus, la compression des dépenses de fonctionnement. Et j'en veux plusieurs exemples pour l'illustrer : dans le domaine de la culture, une forte baisse des subventions de fonctionnement outils des compagnies artistiques des contrats triennaux des festivals pour près de 120 000 euros. Nous ne contestons pas les crédits dédiés à la célébration orphéonique, mais nous regrettons qu'elle se fasse au détriment du maillage territorial culturel dont l'existence est, - nous le savons bien -, conditionnée à l'aide publique notamment départementale. Dans le domaine de la jeunesse, - et je rejoins Smaïl sur ce qu'il a dit d'ailleurs le compte administratif 2017 -, on constate dans cette DM à nouveau une baisse de 20 % pour les projets éducatifs des collèves et de 12 % pour les projets de 11-25 ans. Des projets, des actions dans le domaine de la jeunesse que l'on voit se déliter à chaque budget et à chaque décision modificative. Dans le domaine de l'insertion, nous notons une baisse de 460 000 euros des crédits destinés aux dispositifs d'insertion pour les allocataires du RSA. C'est une preuve supplémentaire que votre politique du juste droit c'est avant tout et surtout le contrôle et la sanction. C'est en second et loin derrière l'accompagnement vers l'emploi. Je note d'ailleurs que vous augmentez vos provisions d'indus du RSA qui atteignent près de 8 millions, car évidemment les allocataires du RSA vivent en très grande majorité dans une grande précarité voire dans la misère et qu'ils sont donc non solvables. Je tiens à exprimer une réelle inquiétude sur les fortes baisses à nouveau subies dans le domaine des solidarités, sur l'accueil familial, la prestation aux enfants accueillis - 200 000 euros, la prévention médico-sociale - 300 000, la protection et prévention des enfants à domicile de - 700 000 qui touchent fortement la prévention spécialisée et la prévention en milieu ouvert. Le domaine des solidarités paye donc à nouveau un lourd tribut lors de cette décision modificative. Vous aggravez les coupes opérées lors du BP 2018 vous les aggravez, restant obstinément sourd aux cris d'alerte lancés par les salariés des maisons des solidarités qui manquent de personnel et de moyens pour payer pour faire face à leur mission qui sont les missions premières de notre collectivité.

Je me saisis également de cette décision modificative pour également parler succinctement des mineurs non accompagnés, puisque c'est un trait marquant aussi de cette DM. Trait marquant puisqu'on peut noter la participation exceptionnelle de l'Etat de 1,2 millions d'euros, l'augmentation de près de 8 millions d'euros du coût annuel de prise en charge et par cet amendement l'ouverture d'un montant de 2 millions d'euros de crédits de paiement en vue d'acquérir des biens immobiliers. Concernant ce dossier et vu l'enjeu qu'il a en termes humains financiers de responsabilité pour notre collectivité, je souhaiterais que soit présenté à une prochaine séance, un bilan des actions menées et le plan d'action qui est mis en œuvre, parce que nos interrogations sont multiples. Quelle est la durée moyenne effective de la mise à l'abri et dans quelles conditions pour ces jeunes ? Quelle est la nature de l'évaluation et comment est-elle assurée ? Une fois reconnus mineurs, ces jeunes relèvent de l'ASE nous le savons, quel hébergement ? On voit qu'il a une expérience à Longperrier, quel accompagnement ? Par qui ? Dans quelles conditions ? Qu'en est-il de la mobilisation progressive d'une centaine de places annoncées lors du BP 2017, lors du budget, - je ne sais plus lequel d'ailleurs -, celui de 2018 peut être. Quelles mesures prises - vous en avez parlé Monsieur le Président - pour assurer la scolarité ou le parcours de formation en apprentissage par exemple de séminaires relevant de l'ASE. Nous avons devant, tout à l'heure sur le parvis, vous le savez certainement, des jeunes

qui attendaient la signature de leur contrat d'apprentissage. Ils avaient trouvé un employeur une école il ne manquait plus que la signature du Département pour qu'ils puissent enclencher leur contrat d'apprentissage ou leur poursuite de formation au lycée. Je pense que l'insertion par la formation dans l'emploi de ces jeunes j'espère qu'elle tient plutôt à leur mobilisation dans leur parcours plutôt qu'à l'âge fatidique de leurs 18 ans, puisque ce serait un très triste anniversaire si c'était le seul indicateur pour juger de la pertinence de leur parcours de formation. Face à toutes ces questions, face à ces enjeux on l'a évoqué déjà, je souhaiterais donc qu'il puisse y avoir un dossier complet qui puisse être pourrât être débattu en séance en toute transparence et afin que nous puissions mesurer en toute responsabilité les charges qui relèvent de notre Collectivité et celles qui relèvent de l'Etat. Donc nous voterons contre cette décision modificative, vous vous en doutez.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Marianne, pour le groupe socialiste et républicain Smail.

M. DJÉBARA. Monsieur le Président, chers collègues, il y a quelques instants j'évoquais l'excédent budgétaire de 2017. Comme en 2016, la totalité des excédents budgétaires précédents est consacrée au désendettement. Il est évident que cette décision est idéologique. Qu'il faille rembourser nos dettes c'est une évidence. Notre endettement est relativement élevé compte tenu des investissements passés depuis les années 1990 et actuels importants rendus nécessaires par notre démographie soutenue, mais avec 23 millions d'excédent, nous aurions pu concilier désendettement et investissements notamment dans des domaines stratégiques comme la transition énergétique. Nous aurions pu aussi donner un coup de pouce en politique en faveur de nos jeunes. Bref nous aurions pu faire de cette décision modificative autre chose qu'un simple ajustement comptable en réorientant les choix initiaux, soit en faisant naître de nouvelles ambitions, soit en mettant un coup d'arrêt au recul ininterrompu imposé à de nombreux secteurs. Vos budgets et décisions modificatives illustrent des choix politiques qui installent durablement le sentiment que le Département n'est plus utile au seine-et-marnais. La réalité est pourtant tout autre. Malgré les difficultés et les contraintes extérieures le Département dispose encore de solides moyens pour intervenir et garantir des politiques publiques bénéfiques aux territoires. Reste à en avoir la volonté. Nous voterons bien entendu contre cette modification de budget.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. La parole est au groupe majoritaire Isoline.

Mme MILLOT. Merci Président. Notre groupe de la majorité votera avec conviction cette première décision modificative au budget. Avec conviction, parce que nous respectons la stratégie financière vertueuse pour laquelle les seine-et-marnais nous ont largement fait confiance en 2015 et que nous appliquons avec constance et rigueur. En effet, cette première décision modificative au budget améliore sensiblement les équilibres du budget primitif qui se traduisent par une augmentation de notre niveau de l'épargne brute de 24,5 millions d'euros et un besoin budgétaire d'emprunt réduit de 22,3 millions d'euros plus d'épargne et moins de dette, c'est la stratégie financière vertueuse que nous poursuivons. S'agissant des dépenses de fonctionnement, la hausse reste contenue représentant seulement une augmentation de 0,3 % par rapport au budget primitif. Cette augmentation résulte principalement des dépenses sociales et plus particulièrement celles liées à l'accueil des mineurs non accompagnés. Quelques chiffres permettent de comprendre aisément la difficulté de l'équation que nous avons à résoudre concernant les mineurs non accompagnés, le budget est passé de 11 millions d'euros en 2015 à 30 millions en 2017 soit une augmentation de 172 %. Le Département accueille aujourd'hui 662 mineurs non accompagnés et les 158 places créées pour l'année 2017 2018 s'avèrent déjà insuffisantes pour répondre à la demande. L'Etat doit désormais tenir ses promesses et assumer pleinement sa responsabilité notamment en ce qui concerne les jeunes majeurs pour soulager le Département et ainsi lui permettre de déployer des moyens d'accueil sûrs et dignes conformément au budget primitif de 2018 a fixé des objectifs ambitieux de mobilisation de places d'accueil pour les MNA. Et je tiens sur ce sujet comme sur tant d'autres à saluer l'implication totale de notre Président pour faire que notre Seine-et-Marne tiennent une position

d'équilibre à travers le juste accueil, et ce sans injustice ni concurrence entre les solidarités et en luttant contre les inégalités pour nos territoires. Notre groupe approuve donc cette décision modificative qui s'inscrit dans la droite ligne de la politique de l'exécutif départemental que nous avons adoptée et que nous continuons à suivre scrupuleusement. Une politique de responsabilité et de maîtrise budgétaire qui porte aujourd'hui ses fruits.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Isoline. Je vous propose que nous passions au vote, simplement un petit mot à la suite de ces interventions. L'équilibre budgétaire et nombre d'entre nous le savent qui sont également élus dans des Communes, c'est toujours un difficile exercice. Je répète ce que j'ai déjà dit souvent c'est qu'un beau budget pour un beau budget ça ne m'intéresse pas. Les bons ratios d'une agence de notation que nous avons ça ne m'intéresse pas pour les bons ratios d'une agence de notation, je n'ai aucune fierté particulière à avoir des jeunes gens en costume gris et en petites lunettes rondes de 25 ans m'expliquer la vie et me dire que mon budget est bon. En revanche, je sais que cette rigueur là c'est ce qui me permet d'avoir des taux d'intérêt plus bas et lorsque je me désendette c'est ce qui me permet au final d'investir davantage. Le désendettement que nous faisons cette année, c'est ce qui nous permettra en cinq ans de désendettement d'avoir un collègue neuf de plus. C'est pour ça que je me désendette pour pouvoir investir. J'ajoute que nous savons et je crois que Patrick SEPTIERS, vous l'avait dit dans la présentation du compte administratif, nous serons amenés à nous ré endetter en fin de mandat, parce que les projets que nous avons lancés arriveront à réalisation, tout en veillant à être évidemment à un niveau plus faible, que celui où nous avons trouvé le Département. Mais ce que je veux vous dire dans mes propos c'est que je n'ai aucun fétichisme du beau bilan. J'ai simplement un fétichisme de la gestion de bon père de famille la plus économe possible permettant de réaliser les projets. Après, écoutez, nous avons nécessairement, le fait électoral a tranché, des politiques qui sont différents, mais on ne peut pas dire que nous abandonnions la jeunesse. Quand j'ai vu le succès de boost tes vacances par exemple. Quand je suis allé sur un territoire qu'ils faisaient, c'est une vraie politique pour la jeunesse et en matière culturelle. Mais cette présence sur les territoires, les contrats territoire lecture que nous signons dans de nombreux territoires, oui c'est une vraie politique culturelle de proximité.

J'ajoute et vous l'avez bien compris que cette année est une année exceptionnelle qui est l'anniversaire du sacrifice de 1,4 million de Français en 1918. J'ai bien noté Marianne que tu ne le remettais pas en cause. Mais ce que je veux dire c'est que cette année exceptionnelle peut avoir nécessité quelques redéploiements. En 1919, nous pourrions peut-être fêter une paix perdue, mais pas une victoire gagnée.

Pour finir, je réponds à l'interpellation qui m'a été faite sur le désir que tu as et qui est parfaitement légitime d'avoir une visibilité sur les MNA et sur la gestion globale de ce dossier qui engendre, - on en a déjà parlé on va pas y revenir mais tout de même -, c'est toute une série de problématiques, des problématiques régaliennes d'abord qui est la problématique que j'évoquais des filières mafieuses, des problématiques de prise en charge une fois que ces jeunes sont reconnus mineurs humaine, prise en charge affective, prise en charge scolaire dans la période avant leur majorité. C'est ensuite le problème de la sortie du dispositif lorsqu'ils deviennent majeurs pour l'insertion dans la société du moins pour ceux qui ont vocation à rester sur le territoire national, ce qui est le cas de la plus grande partie d'entre eux, sauf cas de fraude avérée. Donc oui évidemment c'est une politique d'ensemble qui doit être menée et je peux déjà vous dire que c'est un dossier qui aujourd'hui occupe dans mon emploi du temps une énergie considérable pour trouver des solutions innovantes et, ce que nous proposons sur l'acquisition directe d'immobilier permettant de mettre en place un accompagnement qui soit à la fois à taille humaine et soutenable par les finances départementales c'est notre vocation. Et je peux déjà vous annoncer, la date je ne l'ai pas encore, mais ce sera dans des séances prochaines dans les mois qui viennent on aura un débat et un vote sur le sujet. Nous mettrons cartes sur table et vous verrez bien que l'ambition du Département c'est ce que je disais déjà et je le redis c'est de

faire coïncider approche humaine des choses, gestion rigoureuse de l'argent des seine-et-marnais dont nous sommes les comptables, solutions innovantes et prise en compte de tous ces éléments-là, sachant qu'on sera en permanence sur une ligne de crête toujours difficile à tenir, mais on fera le maximum et je serai là comme dans d'autres domaines à l'écoute de ce qui pourra évidemment m'être dit.

Voilà donc ces propos, ce rappel ayant été fait, je vous propose de passer au vote sur la DM1 donc qui vote contre qui s'abstient. Il est adopté.

Nous allons voter la dernière... élément urgent. Ce que je vous propose c'est que vous voyez que la journée est en train de déraiper complètement en termes d'emploi du temps. Je vous propose donc si vous en êtes d'accord que nous limitions aujourd'hui à voter ce qui doit impérativement être voté aujourd'hui, nous mettrons les autres rapports à l'ordre du jour de la séance du 25 et ils vous seront évidemment re communiqués dans la foulée. Donc je vous propose de m'autoriser à renvoyer l'examen de ces dossiers pour la séance du 25. Le secrétariat général de l'administration vous transmettra la nomenclature exacte que nous examinerons le 25. Etes-vous d'accord pour ce report ? Oui je vous remercie que ce soit adopté à l'unanimité.

N 7/09

M. LE PRÉSIDENT. Donc, nous allons finir avec le rapport 7/09 qui doit impérativement être adopté aujourd'hui et je lèverai ensuite la séance. Il s'agit d'une garantie d'emprunt en faveur de l'EPHAD de Moret-Loing-et-Orvanne. Et c'est Patrick SEPTIERS qui nous rapporte.

M. SEPTIERS. C'est simplement que le Département apporte sa garantie à 50 % à la Commune ayant déjà pris la délibération dans ce sens-là.

M. LE PRÉSIDENT. Bon très bien merci Patrick. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Je vais vous demander un instant, on reprend à 15 heures ou est-ce que l'on reprend à 14h30 ? Donc on reprend à 14h30.

La séance est suspendue de 13 heures 20 à 14 heures 45.

N 1/01

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Nous allons démarrer sans plus tarder. Il me revient de vous présenter le premier rapport qui est l'adoption du contrat intercommunal de développement de la communauté de communes des Portes Briardes d'entre ville et forêts. Je tenais à remercier Anne-Laure FONTBONNE et Jean-François ONETO pour leur implication dans la conclusion de ce contrat. C'est un contrat d'un montant de 1 million, de 2,130 millions euros très exactement qui va bénéficier à la Communauté de communes ainsi qu'aux quatre Communes Ozoir, Lésigny, Tournan et Gretz de cette Communauté de communes. Les actions sont de qualité à moins qu'il y ait des observations, je vous propose de passer au vote. Y a-t-il des avis contraires ? Des abstentions ? Je vous remercie.

N 1/02

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. J'en viens au point qui concerne l'adoption de 13 nouveaux contrats ruraux qui concernent 10 cantons sur les communes de Boississe-la-Bertrand, Citry, Courquetaine, Crèvecoeur-en-Brie, Fontenailles, Fromont, Marolles-en-Brie, Nanteau-sur-Lunain, Saint-Cyr-sur-Morin, Saint-Germain-Laxis, Varredes, le syndicat pédagogique de Villefermoy qui de mémoire concerne les Communes de La Chapelle-Rablais, Saint-Ouen-en Brie et Fontenailles ainsi que le Sivu de la petite montagne qui concerne des Communes de Mauregard, Moussy-le- vieux et Villeneuve sous Dammartin. Nous adoptons donc 13 nouveaux contrats ruraux qui ont été adoptés en commission permanente le 30 mai au conseil régional et on poursuit donc dans la politique assez agressive et incitative en matière d'adoption de contrats. Est-ce que ça appelle des observations ? Non. Des avis contraires ? Des abstentions ? Je vous remercie.

N 1/03

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Je passe la parole à Denis JULLEMIER pour nous présenter le protocole d'accord relatif à l'aménagement du site de Paris Villaroche.

M. JULLEMIER. Oui, Monsieur le Président je vais essayer d'être très bref. Il vous est en effet proposé de ratifier un protocole d'accord qui a pour objet d'organiser et de définir un schéma d'aménagement sur les sites de l'aérodrome Melun Villaroche de la ville la roche et de ses parcs d'activités. Il définit un programme d'études ainsi que l'engagement des signataires de s'accorder sur une vision partagée. Ce protocole prévoit cinq études nécessaires à la construction d'un schéma d'aménagement du site. Une étude de positionnement stratégique du site qui sera assurée par la Chambre de commerce d'industrie, une étude de desserte du site qui sera sous la maîtrise d'ouvrage du SYMPAV, une étude sur le parti d'aménagement global qui sera organisée avec aménagement 77 et la SPL Melun, Val de Seine. Une étude de l'état initial de l'environnement qui sera assurée par l'EPA de Sénart avec les compétences d'aménagement 77 et également de la SPL et enfin une étude sur les conditions d'attractivité dont la maîtrise d'ouvrage sera elle, attribuée ultérieurement. Il y aura donc un financement réparti entre le SYMPAV et l'Etat, puisque dans ce protocole, c'est assez nouveau que l'Etat intervient. Il sera conclu pour une période de deux ans entre les différents partenaires et, le pilotage sera assuré par l'Etat et les trois collectivités signataires. On fera en sorte puisqu'il y a leur accord, à ce que par la suite le conseil régional bien évidemment dans sa délégation de compétences qu'est le développement économique soit évidemment partie intégrante de ce comité de pilotage et de l'action également au sein de cette belle pépite qu'est l'aménagement du site de Villaroche. Voilà Monsieur le Président vous pouvez délibérer.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Merci Denis. Des questions ? Des observations ? Vincent ÉBLÉ.

M. ÉBLÉ. Oui Monsieur le Président, quelques interrogations sur ce dossier. Non pas que la perspective d'avancer sur la Villaroche nous effraie, bien au contraire c'est une nécessité absolue. De ce point de vue on valide complètement la perspective. Nous avons une interrogation sur le montage en particulier pour l'étude d'aménagement, on nous parle d'une maîtrise d'ouvrage, en fait cooptée à la fois par le SEM aménagement 77 et par la SPL Melun Val de Seine et ça nous interroge quelque peu ce double pilotage qui nous paraît présenter quelques risques de responsabilités respectives, d'espaces de responsabilité. Mieux vaut missionner une structure qui porte la maîtrise d'ouvrage et qui en soit pleinement chargée. Cette coresponsabilité nous interroge et on a quelques interrogations sur la SPL Melun Val de Seine car nous croyons savoir que récemment la communauté d'agglomération a été conduite à y réinjecter beaucoup d'argent. Est-ce une structure absolument fiable dans la durée ? Est-ce que là aussi il n'y a pas un risque compte tenu de l'ensemble de ces éléments on serait plutôt favorable à un dispositif par exemple avec aménagement 77 qui apporte toutes les garanties y compris aux élus de Melun.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Ça ne me paraît pas présenter de risques juridiques mais je vais laisser Christophe DENIOT.

M. DENIOT. Alors, ce n'est pas une co-maitrise d'ouvrage c'est une maîtrise d'ouvrage par l'EPA et l'EPA se sert en sous-traitant des compétences des deux organismes seine-et-marne... aménagement 77 et de la SPL pour pouvoir porter...

M. ÉBLÉ. L'EPA de Sénart ?

M. DENIOT. Oui absolument.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Donc il est juridiquement responsable mais il délègue.

M. DENIOT. Oui absolument.

M. JULLEMIER. Ce qui répond en partie à ces interrogations.

M. DENIOT. C'est pour ça qu'on parlait d'appui en compétences.

M. ÉBLÉ. Cet appui en compétence se contractualise ?

M. DENIOT. Il est en train d'être travaillé entre l'EPA et les deux structures.

M. ÉBLÉ. Si vous êtes en capacité de nous dire qu'il y aura une certaine prudence dans la contractualisation pour cet apport en compétences du côté de la SPL, si jamais il devait y avoir quelques soubresauts dans la continuité de la structure, je pense que ça serait d'une prudence opportune pour éviter d'être victime collatérale en quelque sorte compte tenu de cette fragilité que je ne juge pas cependant. Je ne siège pas dans l'agglo de Melun, je ne connais pas le détail, mais c'est juste une prudence.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. C'est dans cette logique que nous nous plaçons. D'autres interventions ? Des avis contraires ? Pas d'avis contraire ? Des abstentions ? Je vous remercie.

N 1/04

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. J'en viens au point suivant la ré adhésion de notre Département à l'Association des Villes et Collectivités pour les communications électroniques et audiovisuels l'AVICA, dont nous étions membre jusqu'en 2016, ainsi que le syndicat Seine-et-Marne Numérique nous avons décidé d'arrêter cette adhésion, puisque nous payons deux fois entre 8 et 9000 euros : une fois le syndicat numérique, une fois le Département et nous avons choisi de revenir dans cette association de manière pleine et entière parce qu'elle va pouvoir nous apporter des services tout à fait importants dans la perspective de l'élaboration du schéma directeur des services et usages numériques dont le Département est responsable et nous avons négocié avec l'AVICA, pour que la subvention globale du Département et de Seine-et-Marne numérique soit de 8000 euros avec un portage qui sera aux quatre cinquièmes pour Seine-et-Marne numérique et un cinquième pour le Département de Seine-et-Marne. Est-ce qu'il y a des observations ? Vincent ÉBLÉ.

M. ÉBLÉ. Oui nous avons un chanteur célèbre qui chantait ça s'en va et ça revient. Eh bien on est un peu dans ce cas de figure. Permettez-moi de sourire.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Chers collègues on est passé d'une situation où on payait deux fois 8000 euros à une situation où on va payer une fois 8000 euros et en partageant les coûts entre Seine-et-Marne Numérique et le Département, je pense que c'est de la saine gestion.

M. ÉBLÉ. Depuis toujours Yves ROME qui présidait l'AVICA, - il ne la préside plus - , m'avait indiqué que nous pouvions bénéficier d'une tarification départementale à l'habitant entre la Collectivité et la structure technique. Donc il est de tradition à l'AVICA de ne pas payer deux fois alors si on payait deux fois c'est tout à fait une erreur, mais je dirai en aucun cas. Je pense que l'on peut payer cette cotisation. En tout cas je vous remercie de constater que c'est utile d'adhérer à l'AVICA, nous l'avons toujours pensé.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. C'est ce qui nous permet de payer 1890 euros au titre du Département et un peu plus de 8000 au titre de Seine-et-Marne numérique et de faire globalement une économie tout à fait substantielle. Est-ce qu'il y a d'autres observations ? des avis contraires ? J'imagine que non, des abstentions ? Non plus. Je vous remercie.

N 1/05

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Je passe la parole à Yves JAUNAUX ensuite pour nous présenter la poursuite du partenariat entre le Département et Seine-et-Marne environnement notamment ainsi que la modification du soutien financier au laboratoire régional de suivi de la faune sauvage.

M. JAUNAUX. Oui, alors Président on soutient le partenariat avec Seine-et-Marne Environnement à hauteur de 335 477 qui comprend une aide financière au fonctionnement de 212 985 et une subvention liée à des actions en cours 122 492 et emporte la subvention au laboratoire régional de suivi de la faune sauvage à hauteur de 70 360 euros, parce que si on n'augmente pas cette subvention le laboratoire n'existe plus.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Très bien. Merci. Des questions ? Des avis contraires ? Des abstentions ? Je vous remercie.

N 1/06

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Toujours Yves pour le schéma départemental d'assainissement des eaux usées numéro 2.

M. JAUNAUX. Dans ce SDASS 2, on en a parlé ce matin. Ça concerne 45 priorités, 37 concernent la reconstitution de stations d'épuration, cinq traitements complémentaires sur le phosphore et trois conseillers des travaux sur les réseaux de collecte des eaux usées. On nous signale qu'on dépensera 11,65 millions soit 21 % des investissements. C'est une somme à comparer à 13,46 millions du premier SDASS mais sur des budgets plus importants.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Très bien, merci. Des questions. Oui, Julie.

Mme GOBERT. Nous le savons et on a encore parlé ce matin que la Seine-et-Marne est confrontée depuis de nombreuses années à des difficultés qui sont liées à la pollution des eaux. D'où l'intérêt de ce schéma départemental d'assainissement des eaux usées et donc des efforts qu'on doit faire constamment. La situation pourrait quand même se dégrader assez vite puisque l'on a des installations qui vieillissent qu'on continue à avoir une urbanisation assez forte sur notre territoire. Sauf qu'on a un schéma qui va reculer quand même ses moyens de manière assez conséquente d'un quart et d'autre part...

M. JAUNAUX. Non, ce n'est pas le cas.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. On laisse terminer Julie et puis Yves tu complèteras.

Mme GOBERT. On constate aussi que le conseil régional se désengage puisqu'il a décidé d'arrêter un certain nombre de dispositifs d'aide. Donc, on s'interroge quand même sur la capacité de notre rattrapage au regard des difficultés qu'on rencontre.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Yves.

M. JAUNAUX. Ce qui est vrai c'est que la Région se désengage. Mais regardez les chiffres qui sont donnés sur le SDAS 1 qui était le montant des opérations de mise aux normes réalisées 55,45 millions à comparer avec le coût du SDAS 127, ça veut dire que là on est à 21 % alors que la somme d'investissements auparavant était moindre. Ça veut dire que l'on s'engage presque plus sur moins d'opérations, regardez les chiffres.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. C'est assez unique en Ile de France d'ailleurs, l'investissement départemental. Il suffit de parcourir notamment les Communes rurales mais pas seulement pour savoir que si le Département n'était pas là, il y aurait une vraie difficulté.

M. JAUNAUX. C'est une compétence non obligatoire.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. D'autres questions ? Non, des avis contraires ? Des abstentions ? Je vous remercie.

N 1/07

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. 1/07. Ensuite Valérie. Non elle n'est pas là.
Concernant la création de l'espace naturel sensible la mare à salé à Dammartin-en-Goële.

M. JAUNAUX. Il faut que je prenne le dossier.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. On y revient dans un instant sérieusement

N 1/08

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Je vous dis un mot de la convention que nous sollicitons avec la Caisse des Dépôts et Consignations. Vous savez que la Caisse des dépôts nous accompagne depuis le début sur le projet de plateforme d'approvisionnement de nos collèges et nos lycées C'est très important d'avoir l'expertise et le soutien de la Caisse des Dépôts il nous accompagne à nouveau sur la série d'études qui est en cours de finalisation qui ont même été terminés puisqu'elles ont été présentés au comité de pilotage à la fin du mois de mai qui concerne le dimensionnement et le chiffrage des ateliers de transformation qui seront construits ainsi que du bâtiment. L'évaluation économique et financière, en quelque sorte le business plan ainsi que la construction du modèle logistique, soit une série d'études qui sont donc achevées pour un coût total de 230 000 euros. La Caisse des Dépôts se propose de nous accompagner à nouveau à hauteur de 12 000 euros. Je voulais vous signaler aussi que la Caisse nous a dit tout à fait officiellement à l'occasion de ce comité de pilotage, qu'il serait à nos côtés pour être l'un des partenaires de la structure juridique vraisemblablement une société d'économie mixte qui portera le foncier et la construction des bâtiments. Et vous savez qu'une évolution législative importante s'apprête à advenir puisqu'une loi, en discussion actuellement au Parlement, prévoit qu'à compter de 2023 50 % des produits de l'approvisionnement des cantines scolaires maternelles et élémentaires collèges et lycées devront provenir de l'agriculture de proximité et bio. Ce qui veut dire qu'avec ce projet que j'espère nous lancerons définitivement à l'automne prochain, dans sa phase de projet, nous nous mettons en situation d'anticiper les dispositions législatives en vigueur et nous serons parmi les Départements les plus en avance en la matière. Ce qu'on vous propose aujourd'hui c'est donc d'acter ce conventionnement avec la Caisse des Dépôts et Consignations pour le paiement d'une fraction des dernières études. Est-ce que vous avez des questions ? Oui, Virginie.

Mme THOBOR. Je n'ai pas récupéré l'invitation mais peut-être ce qu'il serait intéressant dans votre rapport est de toute façon de mettre en lisibilité l'échéancier.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Plusieurs choses : le projet global doit être présenté au Président très prochainement au cours des prochaines semaines. Ensuite nous aurons un rendez-vous important avec Valérie Pécresse, puisque ce que fait apparaître le business plan c'est que sans la Région, c'est difficile de porter le projet. On a absolument besoin des 7 millions de repas de la région pour qu'il y ait une viabilité économique au projet. Ensuite je me suis engagé au cours de la dernière commission à faire une présentation en commission statutaire de l'ensemble de ces études qui ont été rendues. Il appartiendra ensuite à l'Assemblée départementale et à l'Assemblée régionale je l'espère de délibérer à l'automne sur toute une série de sujets notamment sur l'exercice de la compétence restauration scolaire, la Constitution le cas échéant d'une SEM pour porter le foncier et les bâtiments et ensuite vraisemblablement la constitution d'une SPL une société publique locale dans laquelle seraient présents le Département, la Région et un certain nombre d'autres collectivités pour faire fonctionner cette plateforme. D'autres questions ? Non, des avis contraires ? Des abstentions ? Non, je vous remercie. On revient au point précédent.

M. JAUNAUX. C'est la création d'un espace naturel sensible, la mare a salé à Dammartin en Goële. La Commune de Dammartin en Goële s'est engagée dans la valorisation des espaces naturels au cœur de son secteur urbanisé. Ce site constituait autrefois une source de ressourcement privilégié des habitants pour la pêche et la promenade et il parait donc tout à fait intéressant qu'avec cet ENS la Seine-et-Marne disposera de 6969 hectares reconnus Espaces naturels sensibles donc 828 hectares pour les Communes.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Merci des oppositions ? J'imagine que non sur un sujet consensuel. Des abstentions ? Non plus. Je vous remercie.

N 1/09

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Yves, L'approbation du plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée de la Seine-et-Marne pour une mise à jour.

M. JAUNAUX. Alors on met à jour, Président, le plan des itinéraires de promenades et de randonnées. Cela concerne six nouvelles Communes Coupvray, Courchamp, La Croix-en-Brie, Gastins, Gouaix, Saint-Cyr-sur-Morin et avec cette mise à jour le réseau des chemins inscrits en Seine-et-Marne 6391 km.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Très bien, des avis contraires ? Des oppositions ? des abstentions, on plus ? Je vous remercie.

N 1/10

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Yves toujours la présentation des rapports de l'Observatoire de l'eau.

M. JAUNAUX. C'est un dossier beaucoup plus important avec cinq productions annuelles, notamment sur le prix de l'eau. On vous donne le prix de l'eau moyen qui permet de faire des comparaisons avec vos Communes respectives. On parle aussi de la performance des réseaux de l'eau potable et notez la valeur départementale moyenne pondérée des rendements qui atteint à 80,79 %. On vous parle aussi du suivi des systèmes d'assainissement collectif. 1,275 million d'habitants bénéficient d'un assainissement collectif soit près de 92 % de la population totale du Département. Accompagnement des communes vers le zéro pesticide, vous savez qu'on donnera les prix Zéro phyto lundi prochain et un suivi de la qualité des cours d'eau. Enfin le plan Département al de l'eau est analysé sur la période 2017-2021 avec une phrase intéressante 94 % des seine-et-marnais ont été alimentés par une eau conforme soit 426 Communes. En revanche 88 Communes ont distribué une eau non-conforme avec 11 Communes nouvellement classées conformes.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Merci Yves, des questions ? des interrogations ? Julie GOBERT.

Mme GOBERT. En fait sur 11 années l'augmentation du prix moyen de l'eau est de 3,7 % par an. Evidemment la question du prix de l'eau reste une préoccupation majeure notamment pour les ménages en difficulté. On a pu voir que l'expérimentation sur le tarif social de l'eau est plutôt quelque chose de positif même si l'expérimentation a été étendue en termes de temps. On suggérait que le Département puisse seconder cette expérimentation d'un point de vue ingénierie dont elle dispose et accompagner les collectivités par un appui technique sur ces enjeux-là. Concernant le fait qu'effectivement la qualité de l'eau n'est pas également distribuée sur notre territoire, on ne saurait trop souligner, en lien avec ce qu'a dit Bernard CORNEILLE ce matin, la question que cette pollution est due notamment aux activités que nous avons sur notre territoire et aux exploitations agricoles et donc il serait intéressant d'accompagner de manière plus forte, j'entends bien un petit écho, mais c'est la réalité, d'accompagner plus forte la transition de notre agriculture vers une diminution voire au fur et à mesure une suppression de certains intrant.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Vous êtes provocatrice. Yves.

M. JAUNAUX. Oui c'est exactement ce que l'on fait dans le domaine de Aquibrie. Avec Aquibrie on a des relations avec le milieu agricole pour préserver la nappe. Des actions sont faites régulièrement pour préserver la nappe avec la chambre de l'agriculture.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Un mot a ajouté sur le tarif social, non ? Pas à ce stade.

M. JAUNAUX. Si vous voulez, on s'aperçoit quand même que le prix de l'eau est une chose importante. C'est un sujet qui a été mis sur la table tout le temps c'est à dire jusqu'où on peut aller pour que la population puisse supporter une augmentation du coût de l'eau. Les habitants sont très intéressés à avoir une quantité et une qualité importante mais aussi il ne veut pas payer trop cher par rapport aux pollutions qu'on a notamment à propos des inondations qui arrivent etc. Il va falloir se méfier que le prix de l'eau... Mais il y a des aides possibles au niveau des CCAS etc. pour aider les gens qui ont des difficultés de factures d'eau,

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Et on pourrait ajouter aussi qu'il y a une forme de désengagement au-delà de la Région pour des raisons qu'on respecte tout à fait de l'agence de bassin. On est quand même très inquiet du prochain programme annoncé avec la ponction successive de plusieurs centaines de millions d'euros de l'Etat sur les budgets des agences de l'eau. D'autres remarques ? Des avis contraires ? Des abstentions ?

N 1/11

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Yves. Une demande de subvention auprès de l'ADEME.

M. JAUNAUX. L'Agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie ADEME a ouvert un appel à projets économie circulaire et déchets dans lequel pourrait s'inscrire la mission d'étude pour le schéma de méthanisation pour le Département de Seine-et-Marne à ce titre il est proposé d'accorder au président du Conseil départemental l'autorisation de solliciter une aide financière auprès de l'ADEME. Elle pourrait s'inscrire à hauteur de 24 500 sur un dossier de 70 000.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Très bien. Très bonne initiative, la Seine-et-Marne étant en pointe sur le sujet de la méthanisation on a quelques très beaux projets qui vont sortir de terre prochainement à Noyen-sur-Seine, à Sourdun un deuxième projet et ailleurs encore. Des observations ? Des avis contraires ? Non. Des abstentions ? Je vous remercie.

N 1/12

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Denis sur le dispositif de soutien au développement des plateformes de rénovation énergétique de l'habitat, vaste sujet.

M. JULLEMIER. Tout à fait au sujet exactement et on vous propose de soutenir les Intercommunalités dans le développement d'une nouvelle offre de services de rénovation énergétique du patrimoine bâti résidentiel. Ce que l'on appelle les plates formes territoriales de la rénovation énergétique, PTRE, ces plateformes ont une mission d'accueil, d'information, de conseil du consommateur. Elles fournissent à ce dernier des informations à la fois techniques financières, fiscales et réglementaires nécessaires à l'élaboration de son projet de rénovation. Les principaux acteurs de la Seine-et-Marne sont dans ce cadre-là, la DDT 77, le Département, l'ADEME, l'ANA, Seine-et-Marne environnement, l'ADIL, le CAUE, la Fédération française du bâtiment et Ile-de-France Est qui se sont fixé des objectifs convergents afin d'aider ces intercommunalités à développer les PTRE de l'habitat privé. Voilà, il vous est demandé de voter cette convention partenariale des PTRE.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Merci. Une question, Julie.

Mme GOBERT. De fait cette plateforme territoriale de rénovation énergétique peut être intéressante, néanmoins, en fait, on a déjà des Intercommunalités qui sont engagées dans ces processus avec un gros travail d'accompagnement de leurs administrés sur ces questions-là. On voudrait savoir comment elles vont pouvoir bénéficier de cette plateforme et donc de ce qui est dégagé en termes d'ingénierie par le Département. Vous nous avez répondu lors de la Commission qu'effectivement c'était quelque chose qui avait été travaillé avec les Intercommunalités, mais on n'a pas forcément eu le même retour des Intercommunalités.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Je vais laisser Jacques PLACE me dire la manière avec laquelle cela va s'articuler avec les EPCI.

M. PLACE. Au niveau de ces PTRE, le Département va mener toute une action de sensibilisation et d'information auprès de ses EPCI. Ça vient juste de démarrer tout particulièrement au niveau de la sphère du pays de Meaux, mais il y a d'autres Intercommunalités qu'il va falloir consulter et l'organe réellement qui va être aux affaires qui va être vraiment fonctionnel auprès de ces EPCI, ça va être Seine-et-Marne environnement, puisqu'aujourd'hui Seine-et-Marne environnement portait déjà les espaces info énergie et fort logiquement dans le cadre de l'élargissement de ces espaces info énergie aux plateformes Seine-et-Marne environnement qui prendrait le relais. Tout cela est à discuter, négocier avec les EPCI et avec un plan de financement qui se mettra en place en lien avec la région Ile de France et l'ADEME. Sachant que sur ce point on est en cours d'ajustement au niveau des clefs de financement entre l'ADEME et la région puisque la région est sur le point de voter justement sa stratégie en la matière sur la transition énergétique et qui permettra de mieux connaître les taux de financement qu'ils apporteront sur cette future plateforme.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Très bien merci Jacques. D'autres questions ? Des oppositions ? Des abstentions ? Je vous remercie.

N 1/13

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. On en vient à un sujet très important qui est celui de la lutte contre le moustique tigre.

M. JAUNAUX. Je vous propose de poursuivre le soutien financier à l'entente de lutte inter départementale contre les zoonoses pour un montant de 52 332 euros qui se répartissent en une cotisation de 10 223, une participation au fonctionnement de l'entente 32 308 et une subvention d'équipement 10 000 euros. On nous signale que le classement du Département des Hauts de Seine en niveau 1, engendre un coût supplémentaire pour notre partenariat financier d'environ 8 000 euros au même titre que les quatre autres Départements partenaires.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Merci. Virginie.

Mme THOBOR. Peut-être juste une petite erreur puisqu'on nous dit que le Département de Seine-et-Marne est classé en 0a. Et quand on lit la liste des Départements du coup, il apparaît en 0b.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Alors ça, le curseur entre 0a et 0b, Jacques.

M. PLACE. Je confirme en effet que le Département de Seine-et-Marne est aujourd'hui en 0b. Pourquoi 0b, c'est qu'en fait, il y a eu un constat d'une présence d'un moustique tigre l'an dernier. C'est pour ça que l'on est passé de 0a à 0b. Mais néanmoins, il a été découvert une fois et n'a pas été revu et avec la surveillance qui avait été mise en place autour du cas qui avait été observé. Il n'a pas été constaté qu'il était là de façon permanente. C'est simplement ce fait-là qui est passé à 0b quand on passe au niveau 1. C'est qu'on fait le constat de la présence d'un moustique tigre et en plus derrière on constate que réellement il est totalement implanté dans le territoire. Voilà la différence.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Il était où ?

M. PLACE. Il était au Mée sur Seine.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Oui Virginie.

Mme THOBOR. Non simplement parce que dans la phrase c'est bien spécifié donc un arrêté ministériel a été entré en ce sens. Quant aux autres Départements franciliens, dont la Seine-et-Marne, ils ont été classés au niveau 0a, ce n'est pas le sens des 3 lignes. C'est simplement d'être cohérent par rapport finalement au listing qui est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Il faut modifier dans le rapport en tout cas et dans la délib'. Ok très bien. Des avis contraire ? Des abstentions ? Merci.

N 1/14

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Nolwenn sur la contribution du Département au programme d'action de prévention des inondations complet de la vallée de l'hyerres.

Mme LE BOUTER. Le bassin versant de l'hyerres représente 118 Communes et 560 000 habitants dont 59 % de la population se situent en Seine-et-Marne, les autres étant dans l'Essonne et le Val-de-Marne. Un premier PAPI d'intention avait été signé en 2012. Nous sommes ici sur un PAPI dit complet c'est à dire qui vise des actions opérationnelles pour la gestion des inondations, la surveillance et le développement de la culture du risque. L'engagement financier du Département serait de l'ordre de 300 000 euros. Donc voilà, je vous propose que le Département s'inscrive dans cette démarche qui va s'intéresser à près du tiers du territoire de notre Département qui a subi de fortes inondations en 2016 et 2018.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Très bien merci Nolwenn. Des questions ? Des observations ? Des oppositions ? Des abstentions. Non merci.

N 2/02

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. On en revient au rapport de la série deux. Andrée.
Mme ZAIDI. Le 2/01 a été supprimé donc.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Le 2/01 est reporté.

Mme ZAIDI. Il s'agit de la création de 14 emplois non permanents afin de répondre à des accroissements temporaires d'activité et ainsi accompagner les services dans l'accomplissement de missions ponctuelles, et de la modification de 31 emplois permanents visant à permettre l'évolution du profil des postes pour favoriser le bon fonctionnement des services.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Très bien merci. Des questions ? Des oppositions ? Des abstentions ? Je vous remercie.

N 2/03

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Andrée toujours pour la prise en charge des frais dans le cadre du compte personnel de formation.

Mme ZAIDI. Il est proposé de fixer des plafonds pour la prise en charge des frais pédagogiques, ce dispositif permettant la réalisation de projets personnels. Il est proposé que les frais occasionnés par les déplacements restent à la charge de l'agent.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Très bien. Des oppositions ? Des abstentions. Non, je vous remercie.

N 2/04

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Anne-Laure, pour les conditions d'attribution des logements de fonction.

Mme FONTBONNE. Il est proposé de modifier la liste des emplois pouvant bénéficier d'un logement de fonction ou par nécessité absolue de services, en élargissant à l'ensemble des Directeurs généraux adjoints en raison des contraintes liées à l'exercice de ses missions et en application de la réglementation en vigueur.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Très bien. Est-ce qu'il y a des questions ? Des oppositions ? Des abstentions ? Je vous remercie.

N 2/05

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Anne-Laure FONTBONNE toujours, sur l'état des travaux de la Commission consultative des services publics locaux.

Mme FONTBONNE. Ainsi que le prévoit le Code général des Collectivités territoriales en son article L.1413-1, un état des travaux réalisés par la Commission consultative des services publics locaux est présenté à l'assemblée délibérante avant le 1er juillet de chaque année.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Ça y est ?

Mme FONTBONNE. Je peux en rajouter un peu si vous le voulez.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. C'est parfait et c'est une prise d'acte ou un vote ?

Mme FONTBONNE. Adopter le projet de délibération joint au présent rapport.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Nous avons pris acte je vous remercie.

N 2/06

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Andrée sur le renouvellement de convention avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique pour la période 18 20.

Mme ZAIDI. Donc effectivement c'est une nouvelle convention 2018 2020 avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique. FIPHFP qui a pour objet le soutien financier du Département de Seine-et-Marne dans ses actions en matière d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Des oppositions ? Des abstentions ? Je vous remercie.

J'ai oublié depuis le début Anne-Laure le souligne et vous m'en excusez. J'ai oublié depuis le début mais personne ne m'en a fait la remarque, ni le reproche de demander l'avis de la commission des finances. Ça permet de gagner du temps à chaque fois dix secondes dix secondes. Du coup, je vais être obligé de demander : quel est l'avis de la commission des finances Cathy ?

Mme BISSONNIER. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Merci. Non, Béatrice en l'occurrence Béatrice.

Mme RUCHETON. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Merci. Très bien. Pas d'opposition, Smaïl.

M. DJÉBARA. Non, je suis déçu parce que quand c'était mon tour je n'ai pas eu l'honneur de pouvoir le faire. Dans le cas.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Merci, très bien pas de problème. Pas d'opposition ? D'abstention ? merci on ne va pas se laisser déconcentrer.

N 2/07

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Ensuite, Andrée pour la rémunération d'intervenants extérieurs de la commémoration de la Grande Guerre, les lumières de la paix.

Mme ZAIDI. Alors effectivement dans ce rapport il s'agit de parler de la rémunération des interventions réalisées par des personnels extérieurs à la collectivité dans le cadre de la manifestation les lumières de la paix sont notamment des saxophonistes concertiste clarinettiste percussionniste coach cor trompette et cornet coach à cuivres. Et de préciser que les crédits relatifs à ces dépenses seront prélevés sur les crédits ouverts à cet effet au budget 2018.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. Des oppositions ? Des abstentions ? Je vous remercie.

N 0/05

M. LE PRÉSIDENT. Merci Olivier. Merci à tous pour ces travaux menés rondement au rythme nécessaire par la lourdeur de notre ordre du jour. On passe aux séries numéro 3 des rapports et nous commençons par un vœu relatif à l'interconnexion Brie Villiers Champigny. Je passe tout de suite la parole à mon excellent Vice-Président aux transports Xavier VANDERBISE.

M. VANDERBISE. Merci Monsieur le Président le projet de nouvelle gare d'interconnexion Brie Villiers Champigny est situé à la frontière des communes de Bry sur Marne Villiers sur Marne et Champigny, entre les gares RER E de Champigny et de Villiers le Plessis-Trévisé en Val de Marne. Celle-ci permettra l'interconnexion entre la ligne 15 du projet du métro automatique du Grand Paris Express mené par la Société du Grand Paris le RER E, branche tournant et la ligne P Sud, de la branche Coulommiers et Provins à l'horizon 2025. Ce projet mené par SNCF Réseau se décompose en la création d'une gare nouvelle, d'une troisième voie ferroviaire, de trois kilomètres et d'un tiroir de retournement des trains en gare existence de Villiers sur Marne. Le coût d'investissement de l'ensemble des infrastructures est estimé à 348 millions. Je ne vais pas vous relire tout le vœu, je lirai le considérant.

Considérant la mobilisation des élus de l'est de l'Ile-de-France et les interventions répétées des Présidents des Conseils Départementaux de Seine-et-Marne et du Val-de-Marne pour défendre ce projet d'envergure régionale. Le Conseil départemental de Seine-et-Marne demande la garantie de réalisation de l'interconnexion Brie Villiers Champigny entre la ligne 15 sud du métro et le RER E, sur la branche tournant et la ligne P, sur la partie Coulommiers Provins, demande l'accélération des calendriers d'études et l'optimisation des méthodes constructives pour permettre une mise en service en 2025 au plus proche de la livraison de la ligne 15 sud du Grand Paris Express.

Demande à l'ensemble des acteurs concernés notamment l'Etat, la Société du Grand Paris, la région Ile de France et les Collectivités locales de garantir le financement du projet en mobilisant les ressources financières nécessaires, les études projets et les premiers travaux dans le cadre du CPER.

Demandent la garantie de réalisation du schéma directeur Paris-Est, le maintien de la qualité de service et l'adaptation des réseaux ferrés existants et donc émet un avis normalement très favorable à la réalisation de cette gare d'interconnexion BVC.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Xavier, Je crois effectivement que c'est un projet d'intérêt général dont tout le monde ici est convaincu de la nécessité. Y a-t-il des prises de parole sur ce sujet ? Smaïl.

M. DJÉBARA. Oui, nous sommes effectivement très favorables à ce projet donc au vœu formulé. Juste, je ne sais plus dans quelle incise puisque je viens de reprendre le texte, peut-être préciser un peu plus de manière explicite le fait que le projet du Grand Paris Express n'a de sens, que si ces connexions sont réalisées parce que si on veut qu'il soit bénéfique pour tous, particulièrement aux seine-et-marnais qui contribuent financièrement à un son financement. Je ne sais plus dans quel truc, mais juste insister de manière plus explicite.

M. LE PRÉSIDENT. Aucune objection. Tu nous passes l'endroit dont il s'agit. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Ce vœu est adopté à l'unanimité.

N 3/01

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons aux 3/01 sur le barreau RN3 et RN2, la parole est à nouveau à Xavier VANDERBISE.

M. VANDERBISE. Dans la continuité des acquisitions foncières relatives aux projets de la liaison Meaux-Roissy sous maîtrise d'ouvrage départemental un nouveau propriétaire concerné par la troisième phase barreau 9 RN3 RD212 a donné son accord pour l'acquisition de ses terrains sur la base de la dernière estimation de France Domaines. Ces parcelles seront dans un premier temps classé dans le domaine privé du Département. Puis, après travaux, incorporés dans son domaine public. Par ailleurs, trois locataires évincés ont signé la convention d'éviction agricole.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. En l'absence de Céline NETTHAVONGS pour la commission des finances. Cathy pour la commission des finances.

Mme BISSONNIER. Avis conforme. Monsieur le Président merci des prises de parole non.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Des prises de paroles ? Qui vote contre ? Qui s'abstient. Adoptée à l'unanimité.

N 3/02

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons aux 3/02 sur un giratoire à Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux et c'est toujours Xavier qui a la parole.

à avis conforme au

M. VANDERBISE. Tout à fait le diffuseur numéro 18 de l'A4 à Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux permet l'ensemble des mouvements à l'exception de celui depuis l'A4 nord vers la RD 603-Ouest. Aussi est-il nécessaire d'aménager un giratoire sur la RD 603 afin de permettre le retournement des véhicules vers l'est. Ce giratoire améliorera également l'accès à l'entrée sur la A4 vers Paris et donc la réalisation et sous maîtrise d'ouvrage départementale.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Xavier, Béatrice RUCHETON pour la commission des finances.

Mme RUCHETON. Avis conforme, Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Béatrice. Pas de prise de parole ? Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité

N 3/04

M. LE PRÉSIDENT. Le 3/03 est reporté au 25 juin. Nous passons aux 3/04 sur le reclassement d'une section de voirie communale de Cannes-Ecluse. La parole est à Xavier.

M. VANDERBISE. Tout à fait quelque chose qui revient assez régulièrement une section de la RD124A est à reclasser dans la voirie communale de la Commune de Cannes Ecluses, eu égard à la fonction locale qu'elle assure. Une convention est proposée au travers de laquelle le Département apportera une compensation financière à la Commune à hauteur de 15 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Xavier Cathy pour la commission des finances.

Mme BISSONNIER. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Cathy. Je ne vois pas de prise de parole qui vote contre ? qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité

N 3/05

M. LE PRÉSIDENT. 3/05 toujours Xavier pour une section de voirie communale à Vert-Saint-Denis.

M. VANDERBISE. Voilà exactement la même chose Président cher collègue, mais là ça concerne la RD 82 qui est à reclasser dans la voirie communale de la Commune de Vert-Saint-Denis et la compensation financière du Département à la Commune est de 200 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Xavier. Smaïl pour la commission des finances.

M. DJÉBARA. Conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Smaïl pour ce scoop qui vote contre ? Qui s'abstient ? C'est adopté à l'unanimité.

N 3/06

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons à la 3/06 sur l'affectation de notre redevance communale des mines, aux Communes de moins de 2000 habitants, une politique qui n'est pas obligatoire et dont je sais que toutes les petites Communes notent régulièrement l'utilité. Je passe la parole à Véronique.

Mme PASQUIER. Donc le code général des impôts prévoit que le régime de répartition d'une partie de la deuxième moitié de la redevance sur les hydrocarbures perçue au profit des communes soit établi par le conseil départemental. 312 Communes de moins de 2000 habitants sont éligibles au titre du programme 2018 d'aide à l'entretien de leur voirie. Le montant total s'élève à 688 710 euros et, en annexe vous trouverez la liste des Communes concernées ainsi que la subvention qui leur sera allouée.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Véronique Béatrice pour la commission des finances

Mme RUCHETON. Avis conforme, Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

N 3/07

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons aux 3/07 sur l'électrification de la ligne Paris 3. Notre sujet majeur pour le moment en matière de transport et je passe la parole à Xavier.

M. VANDERBISE. Alors le projet d'électrification de la ligne ferroviaire entre Gretz-Armainvilliers et Troyes porte sur un tronçon de 128 km en double voie et sept kilomètres en voie unique entre Longueville et Provins. L'état, les régions Ile de France et grand est, le Département de l'Aube, de la Seine-et-Marne, la Communauté d'agglomération du Grand 3, la ville de Troyes, la communauté de communes du Nogentais, la Communauté de communes des Portes de Romilly sur Seine et la ville de Nogent sur Seine et celle de Romilly-sur-Seine sans oublier SNCF Réseau se sont, à travers la signature du protocole du 13 septembre 2016, engagés dans la réalisation de l'intégralité de ce projet. L'engagement de la Seine-et-Marne porte sur un montant de 5 millions d'euros soit 1,667 % du coût du projet. Le présent rapport porte sur l'approbation d'une seconde convention de financement pour la réalisation d'études et de travaux pour un montant de 101,9 millions d'euros hors taxes. La participation du Département est fixée à 1 794 795 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Xavier pour la commission des Finances Jérôme GUYARD.

M. GUYARD. Avis conforme Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Jérôme. Evidemment l'engagement du Département qui je le répète, alors qu'il ne s'agit pas d'une compétence obligatoire est total pour la réalisation de cette électrification, compte tenu de l'enjeu de territoire pour l'est et le nord de notre Département. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

N 3/08

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons aux 3/08 sur la prise en charge des frais de transport des élèves et étudiants en situation de handicap et je passe la parole à Jérôme TISSERAND.

M. TISSERAND. Merci cher Président. Il s'agit de, dans la perspective de la préparation de la rentrée scolaire 2018-2019, il est proposé de reconduire ponctuellement le dispositif de conventionnement relatif à la prise en charge des frais de transport des élèves et étudiants handicapés qui préexistaient avant la mise en place des marchés publics en 2014-2015. Alors cette délibération est à titre de précaution, elle permet surtout d'assurer la continuité de service et aussi permettre à nos 1688 élèves et étudiants handicapés de rejoindre leur établissement scolaire respectif tout en sachant que la rentrée scolaire a lieu le 5 septembre.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Jérôme. Béatrice pour la commission des finances.

Mme RUCHETON. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Béatrice. Pas de prise de parole. Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

N 3/09

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons à la 3/09 concernant le règlement départemental pour les élèves internes et c'est toujours Jérôme TISSERAND qui rapporte.

M. TISSERAND. Il est proposé de faire évoluer la politique relative aux élèves internes et de mettre à jour le règlement départemental pour la rentrée scolaire 2018-2019. Il s'agit donc d'harmoniser ce règlement afin de respecter les valeurs de notre Département que sont notamment l'équité, la considération, la responsabilité, la cohérence pour que les élèves, les familles puissent tous bénéficier du même traitement et d'assurer notre politique toujours volontariste et adaptée pour accompagner au mieux nos élèves boursiers. Et d'ailleurs notre Département se démarque avec fierté comme étant en Ile de France le Département le plus généreux avec les collégiens.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Jérôme. Béatrice RUCHETON

Mme RUCHETON. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Et j'écoute Smaïl.

M. DJÉBARA. Une interrogation sur cette délibération puisque vous intégrez les lycéens boursiers et non boursiers dans l'accompagnement, alors que dans le circuit non-interne les lycéens ont été exclus de l'accompagnement imagine'R. Donc la délibération parle d'équité par notre collègue Jérôme TISSERAND. Mais, là il y a une rupture d'équité.

M. LE PRÉSIDENT. Ecoutez. Moi, je vais vous dire ma conception de l'équité c'est que de toute façon plus on essaye d'avoir la même prise en charge sur l'ensemble du Département et là c'est le cas. Après tout le monde sait que des enfants qui se retrouvent placés en internat ce n'est pas toujours des choix faciles. C'est un engagement parfois courageux de parents pour aider des enfants à s'insérer dans les meilleures conditions. Par conséquent je pense que c'est un des éléments je vous réponds en toute sincérité, je n'ai pas de réponses extrêmement précises à vous apporter mais cela me semble cohérent. Si je ne manquais pas... Est-ce que quelqu'un de nos services peut apporter une réponse ? Pascale.

Mme SOLIGNAC. Tout à fait, mais les collégiens sont traités exactement qu'ils soient internes et quel que soit l'établissement, les lycéens boursiers ont exactement le même traitement qu'ils soient internes, demi-pensionnaires, pensionnaires. Oui, en matière de transport. Oui oui en matière de subventionnement de la carte imagine'R.

M. LE PRÉSIDENT. Bernard.

M. CORNEILLE. Oui Monsieur le Président. Il se passe rarement une séance au cours de laquelle nous ne revenons pas sur les transports scolaires. Ça fait trois ans que ça dure, bientôt trois ans. Et chaque fois c'est un peu comme peau de chagrin c'est à dire que votre volonté de mettre à bas la politique intérieure se réduit. Nous sommes revenus sur plein de choses sur le prix, mais sur les collégiens. Là on va toucher les lycées alors que précédemment on pouvait considérer que nous mettions, - comment dire -, un pognon de dingue sur le transport scolaire. Mais moi, ça me paraissait extrêmement justifié et aujourd'hui être dans l'obligation chaque fois de délibérer pour réparer ce que vous avez fait dès le départ, c'est à dire de supprimer la gratuité des transports scolaires, ça ne va plus, parce que ça va coller à votre politique comme un sparadrap. Ce que vous avez fait dès le début c'est à dire que vous êtes obligé régulièrement de revenir en arrière. Il aurait été beaucoup plus simple de dire que nous poursuivons dans notre Département notre aide aux collégiennes, aux lycéens parce que les familles en ont véritablement besoin.

M. LE PRÉSIDENT. Cher Bernard tu soulèves un sujet qui est vraiment un sujet. Je vais te dire deux choses. La situation financière est ce qu'elle est notamment aujourd'hui avec le pacte de stabilité et le contrôle des dépenses de fonctionnement, donc, malheureusement on n'a pas aujourd'hui la moindre marge de manœuvre et j'ajoute que si on n'avait pas, comme je l'évoquais tout à l'heure ce matin les problèmes de MNA, je prends cet exemple-là qui augmente de manière exponentielle, je pense que effectivement une politique de l'Etat compensée serait

probablement plus adaptée pour nos territoires et pour avoir des transports scolaires moins chers. Deuxièmement et c'est le deuxième élément de ma réponse. Si nous arrivons à stabiliser cette dépense MNA, je ne m'interdis pas et je n'en dis pas plus - ce n'est absolument pas une annonce -, mais je ne m'interdis pas de regarder ce qui pourrait être fait en la matière.

M. CORNEILLE. ...

M. LE PRÉSIDENT. Je ne me l'interdis pas.

M. VANDERBISE. Je voudrais juste dire qu'aujourd'hui on paye pour des choix de familles qui souhaitent que leurs enfants étudient à l'autre bout de la France. Tous les élèves concernés pouvaient le faire dans en Ile-de-France. Je trouve anormal qu'on puisse donner jusqu'à 550 euros à des familles parce qu'ils ont fait le choix d'aller à Dijon, en Maurienne, dans le Var ou dans les Vosges, alors que les formations existent sur notre territoire ou sur l'Ile-de-France.

M. CORNEILLE. Ton indignation, je la comprends, je la partage. J'aimerais que tu partages aussi la mienne lorsque je dis qu'il n'est pas question qu'il n'est pas question de financer des établissements privés hors Seine-et-Marne.

M. LE PRÉSIDENT. Je propose de mettre cette délibération aux voix qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adopté à 8 abstentions.

N 3/10

M. LE PRÉSIDENT. On passe au rapport 3/10, concernant la ligne express Rebais-Coulommiers-Melun et c'est notre ami Hugo... Xavier VANDERBISE.

M. VANDERBISE. Hugo a dû partir. Vous avez tout dit Président sur l'offre et en fait pour le Département ce développement entraîne donc une participation financière annuelle de 186 137 euros hors taxes en valeur 2008 et donc un avenant à la convention partenariale est également présenté pour prendre en compte le réajustement de la participation d'Ile-de-France mobilité ainsi que l'évolution de sa politique de communication.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Xavier Jérôme Guyard pour la commission des finances
Merci Xavier.

M. GUYARD. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité

N 3/11

M. LE PRÉSIDENT. Le 3/11 le TAD Fileo et le TAD Seine-école et les deux Morin. Et c'est l'excellente Véronique qui nous rapporte ce dossier.

Mme PASQUIER. Depuis 2007 le Département accompagne les intercommunalités dans la mise en place de services de transport à la demande. Ce dossier concerne un projet de convention partenariale au service du TAD, Fileo sur la plateforme aéroportuaire à Roissy-Charles de Gaulle ainsi que deux projets d'avenants relatifs au TAD proxibus Seine école et Proxibus des deux Morin. La participation financière annuelle du Département est estimée à 266 568 euros pour le TAD Fileo avec une convention pour une durée de six ans. En ce qui concerne le TAD Proxi Bus école et le TAD Proximus des Deux-Morin, les avenants concernent une prolongation jusqu'au 31 décembre 2018 et la participation financière du Département est estimée respectivement à 23 000 euros et 14 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Véronique. Jean Marc CHANUSSOT pour la commission des finances.

M. CHANUSSOT. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Des prises de parole ? Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

N 3/12

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons au 3/12 : sur une station multimodale de covoiturage sur le territoire de Le Pin. Encore un effort pour des transports plus propres. Xavier à toi la parole.

M. VANDERBISE. Alors effectivement ça concerne la commune de Le Pin à hauteur de l'intersection de la RD 34 et de la RD 86. Cette station aura une double vocation à la fois de rabattement de la ligne Seine-et-Marne express numéro 19, celle qui fait Torcy Roissy et un point de rencontre de covoitureurs. Donc, le Département sera maître d'ouvrage du projet et va donc solliciter les subventions auprès de la région Ile-de-France et d'Ile-de-France mobilité.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Xavier Jérôme pour la commission des finances.

M. GUYARD. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Pas de prise de parole qui vote contre qui s'abstient. Adopté, à l'unanimité.

N 4/01

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons au rapport de la série 4 et nous commençons par la création d'une plateforme de diagnostic autisme de proximité en Seine-et-Marne et c'est le bon docteur JAUNAUX qui rapporte.

M. JAUNAUX. Le bon docteur président va vous parler du troisième plan autisme qui met en exergue le besoin de développer des dispositifs de diagnostic et de prise en charge précoce des enfants atteints de troubles du spectre autistique. L'Agence régionale de santé Département a lancé en 2017 un appel à candidature pour la création de plateformes. Le groupe hospitalier Sud Ile-de-France s'est déclaré porteur du CAMCSP, le Chat Perché à Melun pour créer une telle plateforme dans le sud Seine-et-Marne et le Département pourrait soutenir cette plateforme à hauteur de 50 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Merci et Béatrice pour la commission des finances.

Mme RUCHETON. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. En l'absence de prise de parole, je veux dire que je trouve cet engagement absolument essentiel. On sait bien à quel point l'autisme est une pathologie compliquée avec une prise en charge extraordinairement difficile et dans lequel, notre pays est en retard par rapport à beaucoup de pays. Donc si on peut de cette manière-là essayer d'être plus efficace, le Département de Seine-et-Marne y sera très attentif et je m'en félicite. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

N 4/02

M. LE PRÉSIDENT. Le 4/02, sur une convention entre le Département et les centres de planification et d'éducation familiale hospitaliers de l'Est francilien et du Centre hospitalier sud Seine-et-Marne, Geneviève SERT rapporte.

Mme SERT. La PMI est une compétence médico-sociale du Département. Elle met en œuvre un service de proximité au bénéfice de l'ensemble de la population seine-et-marnaise notamment à travers des activités de planification et d'éducation familiale. Ces activités sont gérées soit directement par les MDS, soit par voie de convention avec d'autres collectivités notamment les centres hospitaliers de Meaux, de Marne la Vallée et de Fontainebleau. Sauf que le 13 juillet 2016 ? les hôpitaux de Coulommiers, Marne la Vallée, Meaux ont fusionné pour former une seule entité : le grand hôpital est francilien. De même, au 1^{er} janvier 2017, Fontainebleau Montereau et Nemours ont fusionné pour le centre hospitalier du Sud Seine-et-Marne. Il s'agit donc de conventions avec ces deux nouvelles entités.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Geneviève Cathy pour la commission des finances

Mme BISSONNIER. Avis conforme Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Des objections ? Qui votent contre ? Qui s'abstient ?
Adopté à l'unanimité.

N 4/04

M. LE PRÉSIDENT. Le 4/03 est reporté à la séance du 25 juin et vous aurez à cette occasion, je fais le teasing, l'occasion de voir à quel point, nous nous engageons dans une politique d'insertion innovante pour le retour à l'emploi. Donc le 25 juin vous verrez à quel point le Département de Seine-et-Marne est engagé dans une valeur que nous partageons avec tous y compris la totalité de l'opposition. Nous passons aux quatre 4/04 et c'est Anne-Laure FONTBONNE qui nous rapporte cette convention de gestion qui est excellente aussi je précise parce que je voyais un peu d'inquiétude dans ces yeux.

Mme FONTBONNE. La loi du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de solidarité active RSA et réformant les politiques d'insertion est entrée en application depuis le 1^{er} juin 2009. L'organisation de la gestion de cette allocation fait l'objet d'une convention entre le Département et les organismes chargés du service de la prestation c'est à dire la Caisse d'allocations familiales et la Caisse de mutualité sociale agricole. Le renouvellement de la convention de gestion de l'allocation RSA entre le Département et la Caisse d'allocations familiales de Seine-et-Marne a été approuvé par l'assemblée départementale. Lors de sa séance du 21 décembre 2017. Il s'agit aujourd'hui de procéder au renouvellement de la convention de gestion de la location RSA avec la Caisse de mutualité sociale agricole pour une durée de quatre ans en y intégrant quelques aménagements afin de s'adapter aux évolutions du dispositif.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Anne-Laure, Béatrice pour la commission des finances.

Mme RUCHETON. Avis conforme de la commission des Finances, Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Béatrice. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

N 4/05

M. LE PRÉSIDENT. Le 4/05 sur un rapport d'exécution concernant l'appui aux politiques d'insertion la convention FAPI, Isabelle ratio qui nous le rappelle.

Mme RECIO. Merci Président. Un fond d'appui aux politiques d'insertion dit FAPI, doté de 50 millions d'euros a été créé par la loi de finances initiale. Notre Département en 2017 en signant une convention d'appui aux politiques d'insertion avec l'Etat a reçu un soutien financier de 790 948 euros. Le FAPI est reconduit en 2018 toujours pour un montant identique de 50 millions d'euros et le montant prévisionnel du soutien au Département de Seine-et-Marne célèbre cette année à 757 952 euros. Par convention 2017-2019, le Département et l'Etat ont défini dans le cadre du FAPI des priorités conjointes en matière de lutte contre la pauvreté, pour l'insertion et le développement social déclinés sous la forme d'engagements réciproques qui sont le socle commun des actions concourant à renforcer les coopérations entre les acteurs avec la valorisation de l'implication dans le Département de l'accompagnement global en partenariat principalement avec Pôle emploi et le développement des clauses d'insertion dans ces marchés publics. Les actions supplémentaires également en lien avec les priorités nationales, avec principalement l'insertion des jeunes, car il faut savoir qu'un jeune sur cinq en Seine-et-Marne est sans diplôme, sans emploi ni formation. L'accès aux soins, l'aide alimentaire et également l'aide aux femmes rencontrant des freins liés aux violences, l'isolement ou la dévalorisation. Le Département de Seine-et-Marne s'est engagé à maintenir sur la période conventionné ses dépenses d'insertion au moins à hauteur de 95 % des crédits inscrits l'année précédente. Mais la convention a également fixé les contreparties attendues relatives à la mise en œuvre d'actions nouvelles ou d'actions existantes à poursuivre. Pour ce suivi et l'évaluation de cette convention. Le Département doit produire un rapport d'exécution annuel qui doit faire l'objet d'une délibération ce jour au conseil départemental en vue d'une transmission au Préfet et d'approuver l'avenant financier numéro 2 à la Convention FAPI fixant le montant prévisionnel de 757 952 euros qui devrait être versé au Département avant le 31 juillet de cette année. Vous avez pu lire joint au projet de délibération le rapport annuel d'exécution 2017 des actions que je vous ai actuellement synthétisées et je vous remercie de bien vouloir vous prononcer sur ce rapport.

M. LE PRÉSIDENT. Merci chère Isabelle.

Mme BISSONNIER. Je ne prends pas part au vote Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Vous le notez au procès-verbal. Béatrice pour la commission des finances.

Mme RUCHETON. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci des prises de parole ? Qui votent contre ? Qui s'abstient ?
Adopté à l'unanimité.

N 4/06

M. LE PRÉSIDENT. 4/06 concernant la convention SOLIHA et c'est Bernard COZIC qui nous le rapporte.

M. COZIC. Merci, Président. Donc par une convention d'objectifs 2016-2018, le Département soutient l'association SOLIHA Seine-et-Marne dont les missions concourent au maintien dans le logement décent, durable et adapté des Marnais défavorisées, fragiles et vulnérables. SOLIHA 77 a ainsi développé des méthodologies d'intervention sur des thématiques spécifiques telles que la lutte contre l'habitat indigne, la maîtrise des énergies dans l'habitat et la lutte contre la précarité énergétique, le maintien à domicile, l'autonomie d'un logement et l'accessibilité des espaces et équipements publics, le traitement des dysfonctionnements en copropriété. Dans le cadre de la convention d'objectifs 2016-2018, il vous est proposé de valider l'avenant numéro 2 et d'attribuer une subvention pour le fonctionnement global de l'association de 147 600 euros pour l'année 2018.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Bernard, Cathy pour la commission des finances.

Mme BISSONNIER. Avis conforme de la Commission.

M. LE PRÉSIDENT. Pas de prise de parole ? Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

N 4/07

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons aux 4/07 concernant le soutien à l'ADIL 77.

Mme ZAIDI. Compte tenu du travail effectué par l'association ADIL et de la complémentarité de ses missions avec celles des MDS. Il est proposé de conclure un avenant numéro 2 à la convention d'objectifs et de financement avec l'ADIL 77 pour les années 2016 à 2018, afin de lui attribuer pour 2018 une subvention d'un montant de 157 500 euros identique à 2017.

M. LE PRÉSIDENT. Merci chère Andrée. Pour la commission des Finances Jérôme GUYARD.

M. GUYARD. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Avant de passer au scrutin proprement dit je précise qu'on m'indique que Brice RABASTE ne prend pas part au vote, et s'il a donné un pouvoir à... je ne sais pas à qui il l'a donné, mais assurez-vous que la non prise... Voilà c'est parfait. Donc je mets aux voix Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. C'est adopté à l'unanimité.

N 4/08

M. LE PRÉSIDENT. 4/08, sur l'avenant au schéma départemental des gens du voyage et c'est Bernard COZIC qui nous le rapporte

M. COZIC. Le dispositif d'accueil des gens du voyage a été défini à l'échelle départementale par un schéma élaboré conjointement par le Préfet et le Président du Conseil départemental approuvé lors de l'assemblée départementale du 18 octobre 2013 et signé le 20 décembre 2013. Ce schéma définit les obligations des Communes en prescrivant notamment les besoins d'aménagement, garde d'accueil permanente, de terrain de grand passage et ceux découlant de la sédentarisation des familles. Il énonce également un certain nombre de préconisations à caractère social et éducatif. Suite à des études réalisées sur certains territoires, concernant la mise en œuvre de solutions d'habitat adaptées afin de répondre à la problématique de la sédentarisation particulièrement importante en Seine-et-Marne mais également compte tenu des nouvelles obligations de certaines communes en matière de construction d'aires d'accueil. Le schéma a fait l'objet d'un avenant. Il vous est proposé de valider et signer le projet l'avenant numéro 5 concernant la modification des objectifs initialement prévu sur l'arrondissement de Meaux, à savoir l'exonération de la Communauté d'agglomération du Pays de Meaux de réaliser une aire d'accueil de 20 places liées aux déplacements du seuil de 5000 habitants de Trilport, et l'obligation pour la commune de Saint-Pathus de réaliser une aire d'accueil de 20 places.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Pas d'enjeu financier direct donc pas de rapporteur de la commission des finances. Pas de prise de parole. Si une.

M. CORNEILLE. Je viens d'entendre la Commune de Saint-Pathus, mais c'est l'intercommunalité qui a la compétence, alors que précédemment tu avais parlé du pays de Meaux et là tu parles certes c'est sur la Commune qui a dépassé 5000 habitants, mais la compétence est intercommunale. La question est qu'on identifie la Commune alors que c'est l'Interco qui devrait l'être.

M. LE PRÉSIDENT. Tu as parfaitement raison Bernard. On va modifier la délib dans ce sens. Merci. Qui vote contre ? Qui s'abstient. Adoptée à l'unanimité.

N 4/09

M. LE PRÉSIDENT. 4/09. Concernant le Conseil Départemental de l'accès au droit et Valérie POTTIEZ-HUSSON n'étant pas là c'est Yves JAUNAUX qui le rapporte.

M. JAUNAUX. Chef de file de l'action sociale le Département de Seine-et-Marne soutient des actions en faveur de la lutte contre les exclusions. A ce titre il apporte un soutien à des structures favorisant l'accès des personnes à leur droit et notamment au CDAD, GIP placés sous la Présidence du Président des TIG de Melun. Cette structure créée en 1999 coordonne une offre d'accès aux droits et de soutien aux victimes sur l'ensemble du territoire Seine-et-Marnais, 130 lieux d'accueil sur le Département. Il est proposé de poursuivre cette participation à hauteur de 45 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Cathy pour la commission des finances.

Mme BISSONNIER. Avis conforme de la Commission.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

Mme SERT. Je ne prends pas part au vote en tant que membre de l'AVIMEJ. Je pense que c'est plus prudent.

M. LE PRÉSIDENT. C'est noté. Merci. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

N 4/10

M. LE PRÉSIDENT. 4/10. Subventions aux associations œuvrant dans le domaine de la cause de la cohésion et de l'insertion sociale. Anne-Laure FONTBONNE va nous parler de ces associations qui jouent un rôle essentiel sur nos territoires.

Mme FONTBONNE. La conjoncture économique et ses impacts sociaux rendent toujours plus nécessaire l'intervention de l'ensemble des acteurs locaux contribuant à l'insertion des populations fragiles au plus près des territoires. Chef de file de l'action sociale, le Département peut garantir la complémentarité de leurs interventions afin de répondre au mieux aux besoins existants. Selon cet objectif, le Département poursuit son soutien aux associations caritatives pour leurs interventions de proximité auprès des personnes et des familles en grande difficulté et ce en lien avec les maisons départementales des solidarités dont elles sont les partenaires privilégiés. Pour répondre à certaines problématiques complexes en complément de l'intervention généraliste du service social départemental un soutien aux associations œuvrant sur les freins d'insertion liés à la santé aux violences conjugales est aussi proposé. Enfin, les associations agissant en faveur de l'accès au droit sont soutenues pour leurs actions d'accompagnement dans les démarches favorisant l'insertion sociale et l'autonomisation des publics. Les différentes associations disposent d'une expertise et d'une capacité d'action au plus près des seino-marnais qui complètent de façon pertinente l'action du Département. Il est donc proposé de renouveler pour l'année 2018 le soutien à ces associations pour un montant total de 538 208 euros décomposés comme suit 389 500 euros aux associations caritatives 45 000 aux associations d'insertion sociale et médico-sociale 72 208 euros association de lutte contre les violences conjugales et 31 500 euros aux associations favorisant l'accès aux droits.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Anne-Laure. Pour la commission des finances, Jérôme GUYARD.

M. GUYARD. Avis conforme, Monsieur le Président

M. LE PRÉSIDENT. Pas de prise de parole. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Voté à l'unanimité. Ah pardon Marianne.

Mme MARGATÉ. On n'a pas tout à fait le même rythme Président excusez-moi. Oui je souhaitais intervenir sur ce rapport, puisque c'est un rapport important ces subventions aux associations tout d'abord pour appeler, pour faire une observation sur la persistance d'une grande pauvreté dans notre Département et qui rend d'ailleurs l'action de ces associations indispensables et qui est souvent la seule planche de salut pour ces familles en aide alimentaire, aides financières, repas servis.

Je voulais aussi souligner le financement au CIDFF, c'est important. On est arrivé au bout de longs mois à maintenir la présence de cette association qui assure des permanences juridiques pour les femmes victimes de violences dans notre Département. C'est une bonne chose que le Conseil départemental apporte son financement. Beaucoup de communes communautés et intercommunalités ont fait de même et ça pérennise la présence de cette association au plus près des territoires et la proximité est dans ce cadre-là très importante on le sait.

Je voulais revenir sur la subvention à l'association du bus des femmes. Vous indiquez que la subvention est identique à celle de 2017. En 2017 vous aviez supprimé 8000 euros de cette subvention au motif que l'association présentait un excédent, au motif qu'elle n'avait pas été présente sur des lieux des lieux qui auraient été identifiés. J'attire l'attention du Département une telle diminution de subventions à une association qui agit sur les questions de prostitution qui existent fortement dans notre Département. On le sait dans la forêt de Fontainebleau dans la forêt de Pontcarré, on sait également comme le dit l'association ou comme le dit l'association à Moissy-Cramayel, où vous parliez tout à l'heure de traite d'êtres humains. Aujourd'hui il y a manifestement plutôt une prostitution de jeunes filles mineures et un phénomène de traite des êtres humains. Moi je pense qu'il est complètement irresponsable que le Département ne

maintienne pas sa subvention à hauteur de 25 000 pour cette association. C'est bien une des rares qui intervient dans ce cadre extrêmement difficile. Je pense qu'il faudrait reconsidérer. Je voterai pour. Mais j'appelle vraiment à reconsidérer le soutien du Département à cette association bus des femmes qui agit aux côtés des prostituées. Merci.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Marianne. Message reçu fort et clair. Le Département ne s'interdit pas de revenir le cas échéant en DM2 sur le montant de cette subvention je vous dis tout de suite, à l'heure où l'on se parle et merci d'attirer mon attention là-dessus, je n'ai pas regardé les rapports d'activité etc. C'est un sujet que j'examinerai. Rien n'est fermé définitivement. Merci Marianne. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Est votée à l'unanimité.

N 4/11

M. LE PRÉSIDENT. 4/11, concernant l'avis du conseil départemental sur le projet régional de santé et c'est Geneviève qui nous le rapporte.

Mme SERT. Président nous mettrons un avis favorable du Département. Cependant il y a de grosses réserves sur cette prise en considération et nous allons vous dire ce que nous pensons. Le projet régional de santé c'est la feuille de route de l'Agence régionale pour les prochaines années, on est tous d'accord. Le conseil départemental de Seine-et-Marne est sollicité pour émettre un avis sur ce document et si l'ARS fixe l'ambition d'une évolution profonde des politiques de santé la Seine-et-Marne ne profite pas pleinement des opportunités mises en avant par le document de l'ARS. La Grèce a intégré dans le nouveau PRS que la région francilienne est la plus inégale de France en termes d'équipements comme de moyens notamment quand on parle du nombre de professionnels de santé. L'ambition ne doit pas masquer la forte contrainte financière même si le PRS est un document avant tout littéraire et non chiffré. En effet, il n'ouvre pas de nouvelles perspectives majeures en termes d'équipements pour la Seine-et-Marne sur la base d'indicateurs qui nous sont défavorables décrivant le Département comme un territoire mieux doté que les autres en Ile de France sauf en matière de diminution de la mortalité périnatale ou infantile ou la Seine-et-Marne fait moins bien que la moyenne ce qui explique que l'ARS envisage ce thème comme objectif majeur. Le Département s'inquiète du faible développement de l'offre de soins et de l'offre médico-sociale, voire du risque de redéploiement au détriment d'un territoire qui gagne plus de 10.000 habitants par an tout en vieillissant plus vite que les autres Départements franciliens. Il regrette l'absence de nouvelles réponses pour les publics personnes âgées et personnes handicapées, mais plus particulièrement l'ensemble des priorités énoncées ne peuvent se réaliser qu'à la condition de durablement disposer de professionnels de santé en nombre suffisant. Sur ce point le PRS n'apporte pas à sa lecture des leviers nouveaux susceptibles de changer la situation de la Seine-et-Marne qui est devenue comme vous le savez l'un des premiers déserts médicaux. Nous en avons parlé ce matin. Voilà donc que je vous propose d'apporter quand même un avis favorable avec ces différentes indications.

M. LE PRÉSIDENT. Oui, Julie.

Mme GOBERT. Merci Monsieur le Président chers collègues. Evidemment je ne veux pas être provocatrice dans mon intervention. Mais à vrai dire nous ne comprenons pas votre position au regard des extrêmes réserves que vous avez et je ne saurais rappeler aussi le débat animé que nous avons eu en commission à ce propos. Je crains que ce projet régional ait été réalisé comme beaucoup de documents d'orientation selon une méthode qui est inadaptée qui consiste à s'appuyer sur des données du passé pour construire des solutions demain, alors que comme vous l'avez dit en plus ce matin il faut être extrêmement innovant et pouvoir s'appuyer sur tout ce qui existe en termes d'expérimentation. Cela entraîne nécessairement des moyens et des propositions préconisées mais qui ne sont pas en adéquation avec la réalité dans ce document. Effectivement, il y a ce problème que nous nous posons tous à tous les niveaux en Seine-et-Marne de la désertification médicale en dépit des mesures qui favorisent la mise en place de structures d'exercices collectifs de soins sur lesquels nous intervenons en tant que collectivité territoriale, le renforcement du nombre de professionnels demeure en fait le cœur du problème. Les maisons de santé ne sont pas une réponse magique. Il faut encore qu'elles soient occupées par des praticiens. La question du nombre de médecins mais aussi celle des nouvelles modalités d'exercice de la médecine n'est pas suffisamment éclairée par le PRS aussi littéraire soit-il. Pour qu'un territoire soit attractif il faut aussi travailler sur la complémentarité et le travail en partenariat avec différents acteurs locaux, on le sait tous ici : libéraux, hospitaliers et établissements spécialisés. On souffre aussi de l'absence d'un centre hospitalier universitaire en Seine-et-Marne, on travaille évidemment avec le CHU Henri Mondor mais le fait de cette absence ne favorise pas l'ancrage des praticiens. En matière de soins des personnes

âgées, de personnes en situation de handicap ou de santé mentale. Le PRS apporte bien peu de réponses alors que les besoins dans notre Département sont particulièrement criants. On l'a dit et redit au cours de cette séance notamment. Par ailleurs la protection de la santé environnementale qui devient une préoccupation majeure laisse clairement à désirer dans le document. Nous savons par exemple que les produits phytosanitaires herbicides pesticides ont de réelles conséquences néfastes sur le développement hormonal et cérébral des jeunes enfants mais aussi sur le développement de maladies comme la maladie de Parkinson. Enfin et là, c'est je pense le point le plus important, les financements alloués demeurent flous et repose sur des principes de centralisation des moyens qui n'est pas forcément en adéquation avec la nécessité de garantir une santé de proximité. En commission on nous a opposé qu'il fallait préserver une bonne entente avec l'ARS. Monsieur le Président, vous deviez rencontrer l'ARS mercredi. Certaines de mes collègues étaient à une présentation hier. Nous ne saurions trop dire que nous ne sommes pas à la maternelle. Le Département doit s'affirmer sur ce qu'il souhaite réellement et nous l'avons dit et redit ce matin. Donc nous ne comprenons pas l'avis que vous émettez aujourd'hui. Vous l'avez compris, notre avis sur ce projet régional de santé est défavorable.

M. LE PRÉSIDENT. Merci chère Julie. Monique. Je vous répondrai après collectivement.

Mme DELESSARD. Oui peut être vous avez raison. Il était important aujourd'hui de réaffirmer notre volonté de dire que ce projet de santé 2 ne porte absolument pas de garanties supplémentaires pour la Seine-et-Marne. Aujourd'hui je l'ai dit tout à l'heure à Madame SERT, elle a expliqué toutes les raisons qui font que ce projet n'est pas acceptable pour la Seine-et-Marne et que de donner un avis favorable ne serait pas une bonne chose. Hier soir d'ailleurs avec des élus qui sont aujourd'hui dans cette assemblée nous avons voté à Paris Vallée de la Marne ce projet de santé que j'ai présenté avec ma délégation santé, que j'ai sur cette intercommunalité et à l'unanimité les maires présents à cette assemblée ont tous voté contre, avis défavorable. Monsieur RABASTE n'était pas présent mais Madame RECIO était présente et tous les maires se sont exprimés pour donner un avis défavorable à ce projet de santé car il n'apporte absolument pas de garanties à l'ensemble de la Seine-et-Marne et je crois qu'à un moment donné il faut savoir le dire, l'affirmer vis à vis de l'Agence régionale de santé.

M. LE PRÉSIDENT. Pierre.

M. BACQUÉ. Je voudrais parler d'un problème qui n'est jamais abordé, c'est celui de la permanence que l'on pourrait imposer aux médecins comme on l'a fait aux pharmaciens. Dans mon canton, il y a 50 ans il y avait un seul médecin qui venait en pyjama à minuit qui venait le dimanche etc. C'est vrai que j'ai entendu dire qu'un médecin qui finit une journée de 14 heures qui reprend la nuit le lendemain n'est peut-être plus toujours aussi vigilant, mais on pourrait tout de même faire une garde. Dans mon canton aujourd'hui il y a cinq médecins il n'y en a pas un. Il y en a quatre à la Chapelle la Reine dans le même village de 2000 habitants et un peu plus loin. Or si votre femme. Mais je crois vous l'avoir déjà dit sous forme de boutade, si votre conjoint est malade à partir de vendredi 18 heures, il vaut mieux appeler le vétérinaire qu'un médecin parce que lui il sera là. Autre problème je suis Président d'une maison de retraite. Malheureusement nous avons eu à connaître un décès de l'une de nos pensionnaires un vendredi soir. Il a fallu attendre le samedi 10 heures pour qu'un médecin vienne faire le constat et c'est un médecin de l'hôpital donc je ne comprends pas. Surtout avec tous les moyens maintenant de l'informatique, un médecin peut se brancher sur l'informatique d'un collègue pour connaître les problèmes de la personne qui vient le voir, que nous n'arrivions pas à imposer à l'ordre des médecins une permanence par exemple un médecin toutes les cinq semaines. Ça me paraît invraisemblable.

M. LE PRÉSIDENT. Pierre. Je suis parfaitement d'accord avec ton analyse. Le problème c'est que ce genre de règles relèverait de la loi et malheureusement ce n'est pas ici que nous faisons la loi. Je peux dire c'est qu'en tout cas c'est un objectif qui est souhaitable. Isabelle.

Mme RECIO. Oui. Merci Monsieur, le Président. Oui en effet j'ai été hier au niveau de l'Agglomération. On a également délibéré sur ce projet de l'ARS et en effet j'ai dit et j'ai soutenu et approuvé le fait de donner un avis défavorable. Je ne peux pas ici dans cette assemblée me renier et je soutiens en effet cet avis défavorable au niveau de ce projet plus idéologique étant donné qu'en effet, ils n'y mettent pas les moyens financiers pour soutenir notre Département qui est vraiment dans les derniers en termes de soins, en termes de désertification médicale dont je ne me renierai pas dans mon vote.

M. LE PRÉSIDENT. Cher Yves.

M. JAUNAUX. Cher Président vous comprendrez que je ne peux pas être d'accord sur ce vote là puisqu'en fin de compte ce que propose l'Etat, ce n'est rien depuis une dizaine ou une quinzaine d'années. J'ai animé, il y a quelques années, une table ronde sur la démographie médicale à l'Union des Maires. On a pleuré pendant une heure pour dire que la situation était catastrophique. Cinq ans plus tard, la même table ronde organisée autrement a pleuré encore plus en nous disant que ça n'allait pas. Je ne suis pas intervenu ce matin avec la préfète qui nous parle permanence de soi avec qui ? Avec qui ? Elle nous a signalé que la Seine-et-Marne était le 97^{ème} rang au niveau des Départements. Notre secteur de la Ferté-Gaucher est à 40 % de la Seine-et-Marne et nous avons perdu 6 médecins en l'espace de deux ans. Permanence de soins, oui. Mais avec des médecins qui viennent, c'est à dire que la moyenne nationale de travail des médecins, c'est 56 heures. Quand je présidais le FSL avec le FAJ, c'était quand même il y a une quinzaine d'années, le Préfet m'avait dit dans la même logique : « JAUNAUX, je vais mobiliser les médecins et les obliger à travailler ». Je lui avais dit : « Si vous me faites ça je vous mets au Conseil d'Etat, parce qu'à ce moment-là, 35 heures est la moyenne des travailleurs, des Français et les médecins à 56 heures, vous allez les faire travailler encore plus. L'ARS ne fait rien. L'Etat ne fait rien. Donc je voterai contre.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Virginie THOBOR.

Mme THOBOR. Oui juste pour rebondir sur ce qu'a dit Monique, Julie et puis l'expression de tous, simplement un chiffre qui nous a été présenté lorsque nous avons été en consultation publique avec l'action qu'a organisé l'Union des maires de Seine-et-Marne, l'ARS, le Conseil départemental, la Seine-et-Marne aujourd'hui c'est 90 % du territoire qui est classé en zone prioritaire d'intervention. Donc c'est un chiffre qu'il faut retenir c'est 90% de notre territoire en zones prioritaires d'intervention et un des risques majeurs aujourd'hui, c'est notre cohésion territoriale puisqu'en fait on voit apparaître des phénomènes de concurrence entre villes. Je déshabille l'un pour habiller l'autre et ça nuit aujourd'hui à la cohérence du territoire et à notre stratégie collective de trouver des réponses appropriées à nos habitants.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Virginie. Marianne puis, on va clore les débats surtout après ce que je vais vous dire ensuite. Mais allez-y.

Mme MARGATÉ. Je ne sais pas ce qu'il va être dit en tout cas je partage les positions qui ont été exprimées ici. Je pense qu'il l'aurait été je ne sais pas ce que vous allez dire Monsieur le Président mais je pense que sur un sujet pareil et vu l'urgence de ce dossier il aurait été bien d'avoir su trouver, j'espère qu'on y arrivera, je ne sais pas, une position unanime d'avis défavorable motivée. Et en plus il y a le débat qui monte on verra combien... un débat quand même monte. La situation de nos hôpitaux est très criante. La situation de la médecine de proximité est également très difficile. Le Haut-commissariat vous l'avez vu, le Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie préconise également un scénario de rupture visant à mieux répondre aux besoins de la population et à davantage de justice dans les territoires, notamment par la création de services hospitaliers de proximité. On revient sur la question de proximité et on voit qui est la seule réponse à mon avis aux déserts médicaux. Ça demande d'élargir le numerus clausus. Ça demande la création de maisons de santé, de centres de santé, des hôpitaux. Tout un schéma à revoir et je pense qu'une position unanime de notre Assemblée sur cette question serait de bon ton. Je ne sais pas si nous y arriverons.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Marianne. Vous voyez quand vous m'avez fait l'honneur de m'élire à ces fonctions, je vous avais dit que je serais toujours à l'écoute de ce qui se dirait dans cette assemblée quelles que soient les bandes où viendraient les idées. Je constate manifestement que ce projet de l'ARS pose de nombreuses questions. Sur le fond, j'en étais bien conscient sur la contradiction avec la position des collectivités locales et des principes de fond que vient d'évoquer Yves JAUNAUX et que vous avez tous évoqués parce que le constat, je crois, de Julie, Marianne, Virginie, Yves partout et tous les autres, nous partageons le même constat. Donc je suis assez tenté par la position qu'évoque Marianne de trouver une position unanime. Je vous propose pour qu'on travaille dessus qu'on reporte le vote sur cette... Dans ce cas-là, je vous propose un avis défavorable le plus unanime possible.

Mme SERT. Oui je vais me mettre tout le monde à dos. Ce n'est pas grave. Je travaille avec l'ARS de Seine-et-Marne de manière constructive et conséquente. Donc je ne voudrais pas, je ne voudrais pas que notre décision collégiale... J'entends tout ce que vous dites et je suis d'accord sur un certain nombre de points. Il n'empêche que l'on travaille pour que les choses avancent et je ne voudrais pas que notre avis vienne détricoter ce qui est en train de se faire. Maintenant personnellement, je m'abstiendrai, quelle que soit la décision que vous prenez. Ou je suis pour avec vous ou je m'abstiens, parce que je fais attention c'est tout.

M. LE PRÉSIDENT. J'entends parfaitement ce que tu veux dire ce que je regrette et là je reconnais un loupé. Je le dis tout de suite ça évitera que d'autres ne me le disent après. Ça aurait été mieux qu'on ait davantage travaillé dessus et qu'on évite cet échange en séance. Les choses étant ce qu'elles sont, moi je pense qu'il y a un moment dans un débat, où il faut avoir des positions claires. J'ai pu expérimenter la complexité pour employer un terme aussi poli que possible de travailler avec ces grosses machines que représentait l'ARS, où la prise en compte des spécificités locales ne semblent pas toujours la première priorité. On voit d'ailleurs le résultat avec la situation de la Seine-et-Marne. Donc quand je constate que finalement sur tous les bancs de cette Assemblée il y a à peu près une unanimité d'analyse politique et je comprends très bien Geneviève, la position qui est la tienne puisque c'est toi, dans le cadre de ta délégation qui est en front line dans une discussion au jour le jour avec l'ARS, ça n'est pas facile. Je trouve parfaitement judicieux qu'à titre personnel tu t'abstiennes et je propose effectivement, collectivement un vote contre sur ce schéma. Oui, Smaïl.

M. DJÉBARA. Merci Monsieur le Président. Geneviève, je comprends tout à fait ta position mais à un moment donné affirmer une position politique c'est aussi le moyen de se faire entendre de par l'ARS. Voilà c'est le sens de cette proposition de vote défavorable et le fait d'émettre un avis défavorable ne remet pas en cause la qualité de travail que tu es en train d'exercer avec eux. Bien au contraire. Mais à un moment donné ici nous ne sommes pas dans une technostructure on prend des positions politiques et des orientations qui nous paraissent les plus pertinentes. Et là il faut l'affirmer, je pense assez fermement là-dessus pour être écouté.

M. LE PRÉSIDENT. Yves.

M. JAUNAUX. Je peux vous dire pour côtoyer les ARS dans ces domaines-là depuis plus de vingt ans. Puisque dans le temps j'étais président de l'Union nationale pour l'avenir de la médecine, je peux vous dire que l'ARS est en train de changer. Ce dispositif par rapport à ce qu'il avait dit, on a eu une réunion chez la Sous-Préfète de Provins sur les problèmes-là, où on les attendait, on était prêt à leur rentrer dedans et ils étaient en train de changer. Mais ce n'est pas un vote pour qui va les faire changer. Il faut marquer le coup.

M. LE PRÉSIDENT. Ecoutez, vous voyez, c'est là. Oui Nathalie.

Mme BEAULNES-SERENI. Oui, Monsieur le Président merci. Juste pour abonder dans ce sens en tant que Présidente de la CPAM de Seine-et-Marne, je peux effectivement témoigner que l'ARS ne prend absolument pas en compte la déclinaison locale et que les mesures sont imposées sur une vision nationale sans aucune ouverture sur les spécificités régionales et territoriales.

M. LE PRÉSIDENT. Merci, Nathalie, écoutez. Moi je suis ravi de... Arnaud.

M. DE BÉLENET. Une explication de vote. Effectivement je ne suis pas certain qu'un vote pour face considérablement changé les choses. Je ne suis pas convaincu non plus qu'un vote contre soit un bouleversement majeur. Néanmoins, - vu de l'ARS -, néanmoins, je ne suis pas certain non plus que les échanges pertinents, justifiés qui viennent d'avoir lieu ici correspondent à la réalité de l'objectif de l'ARS. Tout cela n'enlève rien à la pertinence des échanges et des aspirations, mais je ne suis pas certain que le document qui est soumis à notre proposition ait vocation à répondre à l'ensemble des préoccupations qui sont les nôtres. Bizarrement pour ces raisons-là et celles qu'évoquées aussi Geneviève, je ferai partie des abstentions.

M. LE PRÉSIDENT. Merci, Arnaud. Je vous propose de clore le débat. Je veux quand même vous dire que je suis ravi du travail qu'on a réussi à faire sur ce sujet où l'écoute de chacun – et j'avais toujours dit que c'est comme ça que je souhaitais exercer mes fonctions -, nous ait permis d'évoluer, - Ce n'était pas la position initiale on respecte la position de tous y compris l'abstention de ceux qui s'abstiennent parce que la question méritait de se poser et c'est un vrai travail en commun pour l'intérêt général de la Seine-et-Marne. Moi je m'en félicite et donc je mets aux voix. Qui vote contre ce projet ? Qui s'abstient ? Je vous remercie donc ce schéma est rejeté avec les abstentions que l'on connaît.

N 4/13

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons aux 4/12 il est retiré. Au 4/13 sur la dématérialisation des échanges d'informations. C'est Jean-François qui rapporte.

M. ONETO. Bonjour à tous. Il s'agit de... Dans le cadre de la modernisation de son administration, le Département souhaite mettre en place une plateforme d'échange d'informations dématérialisées et sécurisées avec les autorités judiciaires et ses partenaires. La mise en place de cette plateforme dénommée Acronis positionne le Département comme un acteur moderne sur le territoire proposant ainsi des services innovants à ses partenaires. Cette plateforme permettra notamment de sécuriser, fiabiliser et fluidifier les échanges d'informations avec les autorités judiciaires et nos partenaires et concrétise la volonté de moderniser l'administration départementale au service de la Seine-et-Marne territoire résolument connecté et dynamique. Afin de pouvoir utiliser cette plateforme avec les autorités judiciaires, il est proposé à l'Assemblée de conclure une convention d'échange d'information.

M. LE PRÉSIDENT. Merci, Smaïl.

M. DJÉBARA. Oui, merci. Depuis le 25 mai dernier le règlement général de la protection des données est en vigueur. Les collectivités y sont donc soumises. Et ma question est plutôt de savoir au regard de ces exigences, qu'est ce qui a été mis en place dans le Département autour de ces questions et surtout vu que la loi prévoit la désignation d'un délégué de la protection des données. Je voulais savoir si vous avez déjà procédé à cette désignation et si oui comment.

M. LE PRÉSIDENT. Quelqu'un dans les services peut-il répondre ?

Mme GOUMARRE. "Pouvez-vous répéter la question, s'il vous plaît ?

M. DJÉBARA. J'ai demandé ce qui avait été mis en place dans le cadre des obligations de la RGPD puisque les amendes sont quand même assez conséquentes. Donc les dispositifs que vous avez mis en place là-dessus et après savoir qui est le délégué chargé de ces questions-là qui a été nommé.

M. LE PRÉSIDENT. Quelqu'un veut répondre. La parole est à Benoit ROCHAS.

M. ROCHAS. Merci Monsieur le Président. Le délégué, c'est facile d'y répondre, il a été désigné récemment il s'agit d'Ernest SOSSAVI qui est aujourd'hui un agent de la Direction des Systèmes d'Information et du numérique et on a bien pris la peine de vérifier que les fonctions qu'il occupait en termes de conflits d'intérêts n'étaient pas en contradiction avec les prescriptions du règlement. Deuxièmement, aujourd'hui ce que l'on peut vous dire c'est que le Département de Seine-et-Marne est en conformité avec les prescriptions du RGPD, ce qui veut dire que si demain nous faisons l'objet d'un contrôle de la CNIL nous sommes en mesure de répondre et de fournir l'ensemble des documents nécessaires. On sait ensuite que la CNIL a indiqué clairement qu'il y avait une gradation dans les contrôles qu'elle serait amenée à réaliser avec des exigences qui seraient plus fortes avec le temps et donc on a un travail qui est en cours, pour se mettre en conformité progressivement avec ce niveau d'exigence croissant.

M. DJÉBARA. Merci pour la réponse. Est ce qu'on pourra essayer d'avoir un bilan sur ces questions-là à mesure des avancées.

M. LE PRÉSIDENT. Aucune objection bien sûr. Merci Smaïl. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous propose, on va essayer, si on y arrive, de finir, d'aller aussi loin que possible Daisy LUCZAK arrive dans dix minutes. Donc je vous propose qu'on passe les 6 d'abord et on essaiera de faire les 5 ensuite.

N 6/01

M. LE PRÉSIDENT. Etant donné qu'il y a beaucoup d'éléments culturels dont Isoline est rapporteur, je compte sur un esprit de synthèse brillant et percutant et nous attaquons sur le 6/01 sur la convention entre le Département et les Act'ART.

Mme MILLOT. Tu places quand même la barre haute, Jean-Louis, je vais faire de mon mieux. Donc une convention entre Département et Act'ART. Dans le cadre de sa mission de développement culturel et artistique du territoire l'association Act'ART, action artistique en Seine-et-Marne a défini ses orientations et objectifs pour l'année 2018 ainsi que leurs modalités de mise en œuvre. Il est proposé à l'assemblée départementale d'approuver le projet de l'association. La convention correspondante pour la période considérée ainsi que l'attribution de la subvention départementale pour l'année 2018 qui est égale à celle versée en 2017.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Isoline. Cathy pour la commission des finances de. Elle n'est pas là, donc Béatrice pour la commission des finances

Je viens de me le faire, pas de vote formel.

Mme RUCHETON. Avis conforme, Président.

M. LE PRÉSIDENT. Virginie.

Mme THOBOR. Oui juste sur Act'ART. C'est vrai que compte tenu de l'activité, aujourd'hui, de cette structure on s'interrogeait sur son accompagnement financier puisqu'on sait avec la subvention avait diminué aussi donc aujourd'hui compte tenu de son activité est ce que la subvention qui lui est versée répond aujourd'hui au fonctionnement de l'association ?

M. LE PRÉSIDENT. En l'état des informations que j'ai ouïes, je n'ai eu aucune remontée de problèmes spécifiques sur Act'ART, je ne peux pas vous en dire plus. Si le sujet se posait on l'examinerait. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

N 6/02

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons aux 6/02 sur la convention entre le Département et le groupement REMPART.

Mme MILLOT. Donc tu as quasiment tout dit dans le titre. Dans le cadre de sa politique culturelle et patrimoniale le Département conforte son soutien aux acteurs et associations qui développent des projets rayonnants et fédérateurs à l'échelle du territoire et à ce titre, il vous est proposé de conclure un partenariat avec le groupement REMPART Ile-de-France pour l'année 2018-2020, et il est proposé également dans cette convention d'attribuer une subvention de 15 000 euros et d'approuver la convention qui est jointe au rapport.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Isoline, en précisant pour ceux qui ne le savent pas que REMPART est une association qui fait des restaurations de monuments historiques avec des bénévoles. Pour la commission des Finances Jérôme GUYARD.

M. GUYARD. Avis conforme. Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

N 6/03

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons au rapport 6/03 sur le développement de l'éducation artistique et culturelle. Véronique VEAU nous le rapporte.

Mme VEAU. C'est une convention qui existait mais comme il y a eu un nouveau recteur d'académie ça entraîne la modification des partis signataires C'est une convention qui intervient entre le Département, le Rectorat de l'académie de Créteil et la Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France. Elle existait. C'est une convention sur trois ans qui permet ce partenariat.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Véronique sur ce sujet tellement important d'avoir une jeunesse formée aux arts pour la commission des finances Cathy.

Mme BISSONNIER. Avis conforme de la Commission.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Adopté à l'unanimité.

N 6/04

M. LE PRÉSIDENT. Nous votons sur des sujets budgétairement stratégiques qui est l'adhésion du Département de Seine-et-Marne à l'association « à fond la science » pour un montant de 25 euros. Je laisse Isoline rapporter.

Mme MILLOT. Je n'ai plus rien à rapporter tout a été dit.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Bravo pour cet esprit de synthèse pour la commission des finances Marianne MARGATE qui me donne l'imprimatur.

Mme MARGATÉ. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

N 6/05

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons aussi 6/05 sur le festival du patrimoine, « emmenez-moi » tout un programme. Là c'est beaucoup plus sérieux. Donc Isoline a droit à trois phrases au lieu d'une.

Mme MILLOT. C'est la première édition cette année du festival départemental du patrimoine « emmenez-moi ». Il va se dérouler du 30 juin au 29 juillet prochain et aura pour cadre la ville historique de Brie-Comte-Robert, le village de Larchant, le château Jossigny, le site ferroviaire de Longueville. Sur chacun des lieux associés au festival, des partenariats sont mis en place avec le gestionnaire du site, les collectivités et les associations locales afin de formaliser les engagements respectifs en matière de programmation culturelle et artistique, de promotion de l'évènement et de communication. Il est proposé d'adopter les conventions de partenariat entre le Département et le Centre des monuments nationaux. Les communes de Longueville et Larchant, la ville de Brie-Comte-Robert, l'AJECTA, l'association culturelle de Larchant, l'association PhiloZ'arts, les amis de Mathurin, la réserve naturelle du marais de Larchant, l'association des Amis du vieux Château de Brie-Comte-Robert, le centre de protection de la nature, l'association Grisy-Suisnes, au gré des roses, l'Office national des forêts, les amis de l'ours et l'association Provins tourisme entre Bassée, montois et Morins et le détail des subventions versées sont jointes au présent rapport.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Isoline. Pour la commission des finances Béatrice.

Mme RUCHETON. Avis conforme de la commission des finances.

M. LE PRÉSIDENT. Merci des prises de parole sur ce projet. Non. C'est l'occasion de saluer tous ceux qui ont contribué à la naissance de ce festival « emmenez-moi ». Patrick SEPTIERS qui n'est plus là ce sont des félicitations virtuelles. Pierre-Marie CUNY, notre Directeur des affaires culturelles qui a porté ce projet parmi les nombreux autres que nous avons a continué à développer avec les ambitions culturelles qui sont les nôtres et notre nouvelle Vice-Présidente à la Culture Isoline qui va assister à l'épanouissement et au mûrissement des blés qui ont été semés par d'autres. Je mets aux voix : qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

N 6/06

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons au 6/06 sur les lumières de la paix en l'absence d'Olivier MORIN, Isoline nous le rapporte en vous précisant qu'une vidéo de présentation de l'évènement sera passée à la fin de la séance. Isoline à toi l'honneur.

Mme MILLOT. Dans le cadre des commémorations du centenaire de la fin de la Grande Guerre 14 18 le Département organisera le 8 septembre prochain les lumières de la paix. Célébration orphéonique en Seine-et-Marne dans le cadre de cet événement un partenariat a été mis en place entre le Département et l'Ecole des officiers de la gendarmerie nationale de Melun pour l'occupation du site accueillant la célébration. Il vous est donc proposé à ce titre d'approuver la convention qui correspond.

M. LE PRÉSIDENT. Merci chère Isoline, sur ce sujet. Toujours même félicitations élargi aux participants puisque Pierre-Marie n'était pas là ce matin. J'ai évoqué les lumières de la paix ce matin, mais je te redis tout le soutien que le conseil départemental apporte à cette magnifique manière de célébrer l'anniversaire de l'Armistice. Jérôme Guyard pour la commission des finances.

M. GUYARD. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

N 6/07

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons 6/07, pour une restauration de locomotives et c'est toujours Isoline qui va nous en parler.

Mme MILLOT. Lors du vote du budget 2018, l'assemblée départementale a ouvert une dotation budgétaire destinée à subventionner des travaux de restauration du patrimoine mobilier pour un montant de 60 000 euros. Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention d'un montant total de 39 003 euros pour l'exercice 2018 au bénéfice de l'AJECTA pour la restauration la locomotive 147 231, l'AJECTA qui est une association qui a aussi participé au festival emmenez-moi, comme on l'a vu dans le précédent rapport.

M. LE PRÉSIDENT. Merci beaucoup. Un rapport qui nous fait rêver les locomotives 231, c'est les Pacific 231 de naguère, on est emporté au cœur du monde musical. Evidemment on est enthousiaste. Pour la commission des finances Cathy.

Mme BISSONNIER. Enthousiaste aussi donc avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

N 6/08

M. LE PRÉSIDENT. Et nous passons au sujet suivant le 6/08 qui est la licence d'entrepreneur du spectacle et le renouvellement. C'est Isoline qui rapporte. Je vous la fait courte s'il y a un problème c'est Anne-Laure FONTBONNE qui part en prison. Mais je te laisse le soin de le dire d'une manière peut être un peu plus pro que je viens de le faire.

Mme MILLOT. Je ne sais pas. Le 29 septembre 2015 la Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France a attribué à Mme Nathalie BEAULNES-SERENI huit licences d'entrepreneur de spectacle vivant pour une période de trois ans. Le renouvellement des licences est aujourd'hui à mettre en œuvre en prenant en compte les nouvelles délégations accordées par le Président lors de la séance extraordinaire du 22 mars dernier. Il s'agit donc de nommer un Anne-Laure FONTBONNE dans ses nouvelles missions.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Alors je précise à l'heure c'était une blague.

Mme FONTBONNE. ... j'aurais fait appel à toi.

M. LE PRÉSIDENT. J'aurais été pris dans un conflit d'intérêt donc je n'aurais pas pu le faire. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? C'est adopté à l'unanimité.

N 6/09

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons à la 6/09, concernant la prise d'acte puisque c'est une simple prise d'acte de la Communication du rapport de la Chambre régionale des comptes et c'est Isoline qui nous le rapporte.

Mme MILLOT. La chambre régionale des comptes d'Ile-de-France a adressé au Président du Conseil départemental son rapport d'observations définitives et les réponses qui y ont été apportées et relatif à l'Agence de développement et de réservation touristique de Seine-et-Marne, également appelé Seine-et-marne tourisme. Ce contrôle a été réalisé après que le président du conseil départemental de Seine-et-Marne a demandé par courrier du 23 mars 2016. Dans les conditions prévues par la loi le président du conseil départemental communique le rapport de la CRC à l'Assemblée départementale et demande qu'on lui en donne acte.

M. LE PRÉSIDENT. Merci pour la commission des finances Béatrice.

Mme RUCHETON. Avis conforme Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci je vous propose de prendre acte des oppositions. Très bien, je vous remercie.

N 6/10

M. LE PRÉSIDENT. 6/10, sur la convention de partenariat entre le Département de Seine-et-Marne et l'Union des métiers des industries de l'hôtellerie. C'est Sarah qui nous le rapporte.

Mme LACROIX. Pour développer l'attractivité de la Seine-et-Marne et concourir ainsi à la croissance économique du Département et à la création d'emplois, le Département de Seine-et-Marne et l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie Ile-de-France veulent conjuguer leurs efforts pour placer les hôtels et hôtels-restaurants au cœur de la promotion de notre territoire. Ainsi le Département souhaite appuyer financièrement l'UMIH afin de promouvoir toutes les initiatives ayant pour but de moderniser les restaurants et hôtels-restaurants de Seine-et-Marne et pour contribuer à hôtels restaurants de Seine-et-Marne et pour contribuer à la promotion de l'emploi des jeunes et à la formation de leurs employeurs. Jusqu'en 2017 ce partenariat faisait l'objet d'une convention passée entre le Département de Seine-et-Marne, l'association SMT et l'UMIH Ile-de-France. Cette convention est donc arrivée à échéance le 31 décembre 2017. Pour 2018, il est donc proposé l'adoption d'une nouvelle convention d'une durée d'un an dans l'attente d'une reprise totale par l'agence Seine-et-Marne attractivité. Dans ce cadre est proposée l'attribution d'une subvention de fonctionnement au titre de l'année 2018 d'un montant de 40 000 euros dont les modalités sont fixées dans le projet de convention joint à la présente délibération. Ce montant est identique à celui alloué en 2017. Merci de vous prononcer.

M. LE PRÉSIDENT. Merci chère Sarah. Cathy pour la commission des finances.

Mme BISSONNIER. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Merci et pardon, il y avait Jérôme qui était là et qui était présent. Je suis désolé pour ce switch involontaire et en plus un mot je mets du franglais au milieu de mes conversations c'est terrible avec votre assemblée. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

N 6/11

M. LE PRÉSIDENT. 6/11 et cette fois-ci, il s'agit des Gîtes de France. Et Isoline rapporte.

Mme MILLOT. Oui, merci Président dans le cadre de sa politique de soutien au développement de l'hébergement touristique, le Département appuie l'action de l'association des Gîtes de France et du tourisme vert de Seine-et-Marne à travers une convention de partenariat pluriannuel qui s'est achevée en décembre dernier. Aussi il est proposé de renouveler ce partenariat au titre de l'année 2018 dans l'attente d'une reprise totale de ce dossier par l'Epic Seine-et-Marne Attractivité. La subvention est la même que celle de l'an dernier et s'élève à 30 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Isoline. Jérôme pour la commission des Finances.

M. GUYARD. Avis Conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

N 6/12

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons à la 6/12 et c'est Véronique qui nous rapporte sur la Régie GAIA.

Mme VEAU. Il s'agit de remplacer [...] (1.55.38) et on propose de mettre fin à ses fonctions comme membre du Conseil d'exploitation de la Régie autonome des services GAIA et de nommer Monsieur Clément ARNAUD responsable de la mission SIASAE, au sein de la Direction des Archives départementales comme membre de ce Conseil.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Véronique, Cathy pour la Commission des Finances.

Mme BISSONNIER. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

N 6/13

M. LE PRÉSIDENT. 6/13, sur la modification des statuts de l'EPIC Seine-et-Marne attractivité, c'est Isoline qui nous le rapporte.

Mme MILLOT. Après un semestre de fonctionnement de Seine-et-Marne attractivité et afin de permettre une meilleure prise en compte de certains axes de travail dans le domaine du tourisme et de l'attractivité du territoire, il est apparu nécessaire de faire évoluer les statuts de l'Épic. Il est donc proposé aujourd'hui d'intégrer le Président de la Commission au réseau 77 et le délégué départemental de la Fondation du patrimoine au Conseil d'administration de Seine-et-Marne attractivité au sein du collège 3. Compte tenu de la réglementation régissant le fonctionnement des EPIC l'entrée de ces deux nouveaux membres appelle l'intégration de deux représentants supplémentaires du Conseil départemental dans le collège 1. Le conseil l'illustration passera à 36 membres au lieu de 32.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Oui Smaïl.

M. DJÉBARA. Merci Monsieur le Président. J'ai une interrogation : je voulais savoir ce que 18 administrateurs de la majorité vous apportera de plus que seize que vous avez déjà.

Alors parce que là aujourd'hui au sein de Seine-et-Marne attractivité, je suis le seul élu d'opposition sur les 17, 5% des sièges, dans l'assemblée notre groupe c'est 13 %. On aurait préféré vu qu'il y avait deux de plus, non pas nous les proposer, mais au moins d'en proposer un sur les deux nouveaux au second groupe d'opposition.

M. LE PRÉSIDENT. Cher Smaïl. D'abord pourquoi on augmente le nombre, c'est pour avoir l'équilibre avec les nouveaux partenaires qu'on fait rentrer à travers les commissions et Fondation du patrimoine. Cela étant je vais vous faire une double réponse. Un nous faisons rentrer des talents que nous avons envie d'avoir à nos côtés et pour le reste ma réponse ne va pas être agréable mais elle aura le mérite d'être claire, c'est le fait majoritaire, une expression qu'on connaît. Voilà en tout cas.

M. DJÉBARA. Moi ce que je lis c'est que surtout vous souhaitez garder la majorité au sein du Conseil d'administration mais de majorité ici. Donc si ce n'est pas pour laisser une marge de manœuvre au Conseil d'administration Seine-et-Marne attractivité, autant qu'on prenne les décisions ici c'est la lecture que j'en fais.

M. LE PRÉSIDENT. Celle-là est fausse. L'idée est que dans un secteur particulier où nous ne pouvons intervenir en matière de développement économique que par délégation de la région comme c'est le cas pour la partie attractivité de Seine-et-Marne attractivité, c'est obligatoirement une structure juridique différente du Département. Ce qui veut dire très clairement ce qui veut dire très clairement que ça ne peut pas être l'Assemblée délibérante du Département qui se prononce sur Seine-et-Marne attractivité et cela pour vous dire, Voilà pourquoi les délibérations ne sont pas prises ici. Après l'objectif de Seine-et-Marne attractivité est d'être l'outil du développement et de la politique départementale en matière d'attractivité et par conséquent j'ai souhaité réunir dans ce Conseil d'administration toute une série de talents possibles. J'entends votre remarque je ne doute pas qu'il y ait aussi des talents dans vos rangs. Bien évidemment c'est une décision du fait majoritaire et je l'assume. Voilà je mets aux voix.

M. DJÉBARA. On s'abstiendra, tu comprendras.

M. LE PRÉSIDENT. Je comprends que vous vous absteniez. Il n'y a aucun problème. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Une voix contre plus... [...]

M. ÉBLÉ. Monsieur le Président j'ai une petite question, vous nous dites que c'est une question de talent. Notre ami Smaïl DJEBARA siégeait au titre de notre groupe dans Seine-et-Marne Développement, personnellement je siégeais à Seine-et-Marne tourisme. Vous nous dites que vous faites le choix des talents et que vous ne nous accordez qu'une seule et unique place, vous me permettez de voter contre.

M. LE PRÉSIDENT. Mais mon cher Vincent, d'abord le vote est libre. J'ajoute d'ailleurs...

M. ÉBLÉ. Votre choix est libre donc le vote est libre, Dieu merci.

M. LE PRÉSIDENT. On est bien d'accord.

M. ÉBLÉ. Mais ce n'est pas vous qui nous l'accordez. Le vote est libre. Merci de le constater en effet.

M. LE PRÉSIDENT. Mais ce n'est pas la peine de s'énerver.

M. ÉBLÉ. Si je m'énerve. Bah ça m'énerve.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien.

M. ÉBLÉ. Vous m'avez énervé, Monsieur Le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Cher Vincent je prends ça.

M. ÉBLÉ. Mais je dis simplement si vous voulez que je précise mon point de vue : ce n'est pas une position politique que vous nous exprimez, vous nous dites on est majoritaire on fait ce qu'on veut. Très bien. Dont acte. Parfait enchanté c'est noté. Nous l'avons noté nous avons noté mais ne cherchez pas après du consensus, si vous n'en créez pas les conditions.

M. LE PRÉSIDENT. Dont acte, Vincent, on a entendu ton exposé, je mets aux voix donc une voix contre, 7 abstentions. Adoptée donc dans ces conditions-là.

N 6/14

M. LE PRÉSIDENT. Je passe aux 6 14 heures sur les archives départementales et je passe la parole à Isoline.

Mme MILLOT. Le Département poursuit sa politique d'enrichissement des collections des Archives départementales dont les documents sont classés et inventoriés au titre des archives publiques devenant ainsi imprescriptibles et inaliénables. Il est également amené à revendiquer des archives publiques en vente aux enchères. Le présent rapport présente l'enrichissement des collections des Archives départementales acquises en 2017 et dont certaines sont exposées à ce jour dans cette salle.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à Béatrice RUCHETON.

Mme RUCHETON. Avis conforme de la commission des Finances et très heureuse de voir que ses œuvres sont exposées en face au moins un certain nombre.

M. LE PRÉSIDENT. Merci beaucoup. Qui vote contre ? Qui s'abstient. C'est adopté à l'unanimité je vous propose mes chers collègues que nous allions le plus rapidement possible pour examiner les cinq que nous pouvons encore traiter. Nous retirons et nous mettrons aux 25, notamment toutes les garanties d'emprunt et les dernières délibérations du 7. Si on arrive à aller assez vite on aura quand même fait une grande partie du travail.

N 0/06

M. LE PRÉSIDENT. Donc nous passons à la motion présentée par les élus du groupe Gauche républicaine et communiste.

Mme MARGATÉ. Merci, je la présente donc.

Notre groupe est à l'initiative de cette motion en effet suite au CTSD du 5 juin dernier. Il nous semble indispensable de réagir et de ne pas laisser passer dans l'indifférence les décisions qui ont été prises lors de ce CTSD car elles sont loin d'être à la hauteur de la situation dans les écoles maternelles et primaires de notre Département. Vous étiez intervenu Monsieur le Président et Madame la Vice-Présidente lors du CDEN de février auprès de l'Inspectrice. Manifestement vous n'avez pas été entendu. On ne peut que le déplorer. Nous proposons donc avec cette motion de notre Assemblée d'interpeller à nouveau fortement l'Inspectrice d'académie. On pourrait nous dire que la Seine-et-Marne connaît aujourd'hui une baisse du nombre d'élèves. Mais déjà il y a débat sur cette baisse et est-ce un argument pour fermer autant de classes alors que nous savons parfaitement qu'en tant qu'élus nous connaissons parfaitement les fortes tensions dues à des classes surchargées dans nos écoles et particulièrement en maternelle ce qui ne fera que s'aggraver en cours d'année avec l'arrivée de nouveaux habitants la Seine-et-Marne compte les classes les plus chargées de toute l'académie avec les conséquences qu'on imagine pour l'apprentissage des élèves comme pour les conditions d'enseignement et de travail des enseignants et de travail des ATSEM. Quelques exemples, je pense qu'il y en a qui sont assez éloquents. Je commencerai par le canton de Mitry-Mory puisque c'est le nôtre mais avec les fermetures qui pèsent sur la RPI maternelle de Montgé-Vinantes, sur l'école primaire de Compans, mais aussi dans tout notre Département avec trois fermetures à Villeparisis. J'ai pris des exemples, 4 à Moissy-Cramayel, 11 à Chelles, 14 dans la circonscription de Nemours, une à Verneuil-l'Etang qui porterait le nombre d'enfants par classe à 29 en maternelle. Pour toutes ces raisons, il nous semble indispensable de présenter cette motion et de vous la soumettre. Je vais vous en donner lecture.

« Le CTSD a présenté les ajustements de la nouvelle carte scolaire lors de la séance du 5 juin il a été décidé pour notre Département l'ouverture définitive de 89 classes élémentaires et maternelles. Les fermetures envisagées correspondent à 118 postes cela se traduit par 12 ouvertures conditionnelles en maternelle et six en élémentaire au moins 136 fermetures révisables ou définitives dont 64 maternelles. 13 RPI touchés. En comptant les RPI, 118 Communes du Département sont touchées par des suppressions de classes définitives ou révisables.

Considérant le fort accroissement démographique de notre département le plus élevé de la région Ile de France et une population dont 28 % a moins de 20 ans

Considérant que 74 % des Communes ont moins de 2000 habitants et présentent des réalités rurales marquées

Considérant le développement de Communes parfois excentrées et l'essor de zones urbaines en particulier dans le nord et l'ouest du Département.

Considérant la fragilisation voire la disparition de services publics et le désengagement financier permanent de l'Etat avec comme corollaire une moindre attractivité des petites communes.

Considérant les affirmations du président de la République et du ministre de l'Education nationale sur le rôle et l'intérêt de l'école élémentaire comme maternelle

Considérant le taux de chômage élevé en Seine-et-Marne et le faible taux départemental de poursuite d'études

Considérant que sur 682 postes créés dans l'académie de Créteil seuls 40 se trouvent en Seine et Marne.

Considérant enfin que la baisse du nombre de classes et l'augmentation des effectifs dans les classes restantes sont des éléments de nature à porter atteinte à la qualité de l'enseignement et à la réussite des élèves.

Il est donc proposé que le Conseil départemental s'oppose aux fermetures de classes ayant pour conséquence la dégradation des conditions d'apprentissage et le bien-être des enfants, la détérioration des conditions de travail des enseignants comme de celles et ceux qui interviennent auprès des élèves.

Exigent que soit reconsidérées immédiatement les fermetures de classes dont les impacts sur la mobilité et l'attractivité mettent en péril l'équilibre des Communes demandent le maintien de classes de maternelles et de manière générale la baisse du nombre d'élèves dans ces classes qui, on le sait maintenant, dépassent assez souvent et de plus en plus souvent les 30. Apprentissages sociabilisation et intégration des élèves en difficulté ou souffrant d'un handicap ne peuvent être menés à bien dans des classes de 30 élèves.

Soutien des actions des élus locaux, des membres de la Communauté éducative, de leur syndicat et des associations de parents d'élèves.

Encourage vivement d'ailleurs le Président de la République et le Gouvernement à honorer leurs engagements et rappellent l'engagement des Communes soutenues par le Département dans le cadre de ces financements qui assurent malgré le désengagement de l'Etat des investissements très importants dans les bâtiments des écoles mais également de restauration ou de bibliothèques destinées aux élèves. Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT. Chère Marianne merci. Comme quoi sur tous les bancs de cette assemblée on peut se trouver encore une fois des points communs. Je trouve franchement que l'on ne l'aurait pas mieux rédigé. Donc j'invite la majorité à le signer parce que nous ressentons tous la même chose. Tu évoquais le problème de Verneuil-l'Etang, où effectivement je viens de faire une lettre sous ma casquette d'élu local pour demander le maintien de l'école maternelle. Donc évidemment on va tous être cohérent et ne pas faire d'une main gauche ce qu'ignore la main droite. Donc je propose que nous votions cette motion à l'unanimité si c'est possible puisque c'est évidemment un geste d'un geste fort et Daisy va nous rajouter quelque chose.

Mme LUCZAK. Oui si je peux j'avais déjà en Commission fait l'observation. Dans votre motion, il me semble qu'il manque une précision. On est aussi sur la conséquence de la mise en place du dédoublement des CP-CE1 aussi. Voilà il me semble important de le noter parce qu'aujourd'hui on remet des ressources sur des dispositifs dans des zones prioritaires c'est bien, on peut bien sûr le concevoir mais par contre c'est au détriment encore une fois d'autres territoires. Donc du coup on n'est pas sur une même équité d'enseignement pour chacun de nos enfants dans le premier degré. Voilà ce que je voulais rajouter.

M. LE PRÉSIDENT. On peut le rajouter d'une certaine manière dans le texte Marianne ?

Mme MARGATÉ. On peut tout à fait le rajouter. Moi je pense qu'en effet le problème c'est le redéploiement à moyens constants. C'est le redéploiement à moyens constants, parce que je ne trouve pas gênant du tout. Pour ma part qu'il y ait des CP et CE1 à 12 élèves donc il ne faut pas que l'on soit en effet dans l'opposition. Il ne faut pas que... Ça se fait parfois dans des très mauvaises conditions y compris quand ça se fait, parce qu'il n'y a pas les locaux adaptés non plus. Donc parfois il y a des difficultés dans les écoles dans lesquelles, c'est dédoublé. Mais en effet moi je veille à ce que l'on n'oppose pas, mais qu'on demande des conditions d'apprentissage dans toutes les écoles correctes et que si la mise en place des dédoublements se fasse elle ne se fasse pas à moyens constants mais à moyen plus important. En tout cas que si ça se passe que ça ne vienne pas détériorer dégrader les conditions dans nos écoles.

Mme LUCZAK. Au détriment d'autres territoires.

M. LE PRÉSIDENT. Sarah.

Mme LACROIX. Juste un chiffre qu'il faut que vous connaissiez. Dans l'enseignement il y a 1,200 million personnes dans l'enseignement c'est un très gros budget le plus gros du Gouvernement, il n'y a que 800 000 personnes devant élèves. Donc il y a peut-être un problème à ce niveau-là à revoir.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien merci. Bon je propose qu'on mette au vote la motion Oui Arnaud.

M. DE BÉLENET. J'avoue que j'étais curieux de connaître la position de la majorité sur cette motion. Je n'entrerai pas sur le fond parce qu'il me semble que n'importe lequel d'entre nous peut prendre connaissance de la réalité des faits, des enjeux et du structurant qui est en place. Mais je pense qu'il ne faut pas confondre la recherche du consensus et une forme de prostitution. Pardon mais n'importe quelle personne, il n'est absolument pas étonnant dans le corpus idéologique et dans le discours communiste, que cette motion soit défendue. Mais pardon chers collègues de la majorité. Mais le contenu de la motion, la structure idéologique qui est très vertébrée qui repose sur des fondamentaux sont aux antipodes de tout ce que vous défendez. C'est juste surréaliste.

M. LE PRÉSIDENT. Je ne vais pas me mettre à être l'avocat du Parti communiste parce que là on commencerait vraiment à se dire... Vous savez on est dans des temps nouveaux, donc tout est possible. Plus sérieusement, plus sérieusement plus sérieusement. Moi ce qui m'importe et c'est pour ça que je soutiens cette motion. Ce qui m'importe c'est le résultat final et le résultat final c'est que je constate que sur un certain nombre de nos territoires de Seine-et-Marne on a effectivement des classes maternelles où on a une densité d'enfants par classe qui dépasse ce qui est raisonnablement admis. C'est à cela que concourt cette motion ce qui m'intéresse c'est les conclusions et le résultat. La couleur du chat m'importe peu du moment qu'il attrape les souris. Et là je cite Mao. Décidément vous allez trouver que je file un mauvais coton. Mais voilà donc je pense que vous en avez pris l'initiative. On est d'accord sur les résultats et donc on le votera.

M. CORNEILLE. Non, un mot, Arnaud. Hier soir, à cette heure-ci je recevais des parents d'élèves d'une école qui s'est vu appliquer une fermeture révisable. Il n'y a jamais eu une formule de Marx qui a été prononcée lors de notre entretien. Non ils s'inquiétaient de savoir ce que leur enfant allait devenir l'an prochain dans des classes à 30 élèves c'est tout. Et il n'y a aucun corpus idéologique comme tu l'as dit structuré chez les vertébrés communistes je suis plus communiste mais je suis avec Marianne quand même donc je l'approuve et je l'accompagne, mais il n'y a rien là derrière d'idéologique. C'est simplement quelque chose de ponctuel. C'est un constat et je crois qu'on est tous d'accord. Plus encore si on est parents d'élèves ou grands parents d'élèves pour dire que 30 élèves ou 31 élèves par classe, ce n'est pas bon.

M. LE PRÉSIDENT. Vous vous êtes tous exprimés. Je mets donc cette motion au vote. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? Très bien cette motion, mais tu sais Arnaud dans la Résistance les Communistes et les Gaullistes étaient côte à côte sur les barricades. Ça s'appelle la libération de Paris.

N 5/02

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons aux 5/04 et où là à mon avis l'accord avec les Communistes ne sera pas si simple. Et je passe la parole à Daisy.

Mme LUCZAK. Pourquoi on ne passe pas le 5/02. Parce qu'on avait dit qu'on les ferait. Mais finalement c'est Denis.

M. JULLEMIER. Vous voyez très rapidement il s'agit de la Convention relative aux modalités de gestion de la cité scolaire François Couperin à Fontainebleau entre la région Ile-de-France et le Département de Seine-et-Marne qui a été renouvelé en 2017. Cette convention a été conclue pour une durée d'un an et renouvelable une fois par tacite reconduction s'achève au plus tard à la date de fermeture effective du collège François Couperin qui est prévue à la rentrée 2018. Concomitamment à l'ouverture du collège de Vulaines. Il y a lieu de valider le programme de travaux 2018 qui détermine la participation du Département aux travaux programmés par la Région au sein de la cité scolaire François Couperin. Travaux qui pour le Département s'élève à un peu plus de 80 000.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Denis, Béatrice pour la commission des finances.

Mme RUCHETON. Avis conforme de la commission des finances.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Denis.

N 5/03

M. LE PRÉSIDENT. On passe au rapport 5/03 et c'est Daisy qui nous le rapporte.

Mme LUCZAK. Cela concerne donc l'ajustement de la dotation globale de fonctionnement des collèges publics et puis la répartition de crédits complémentaires. Donc c'est un rapport habituel que l'on vous fait passer qui correspond à la part régularisation dotation de fonctionnement par rapport à des effectifs donc au total ça représente un montant de dotation de 8 707 606 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Daisy, Jérôme pour la Commission des finances.

M. GUYARD. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Jérôme. Pas de prise de parole. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

N 5/04

M. LE PRÉSIDENT. On passe au 5/04 sur des dépenses de fonctionnement de l'enseignement privé. C'est Daisy qui nous le rapporte.

Mme LUCZAK. Comme tous les ans à cette époque on distribue comme pour les collégiens publics la part des collégiens dans l'enseignement privé, donc à 17 collèges en Seine-et-Marne pour 2018 ce qui représente au total un effectif de 9703 élèves et un montant global de 5 941 597 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Daisy Sandrine n'étant pas là Béatrice pour la commission des finances.

Mme RUCHETON. Avis conforme de la commission des finances.

M. LE PRÉSIDENT. Merci, des prises de parole non. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Prise de parole ou vote contre d'accord. Comme quoi on n'est pas toujours d'accord. Vote contre. Qui s'abstient ? Adopté donc dans ces conditions-là.

N 5/05

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons aux 5/05 sur une commande de fournitures et un groupement de commandes de fournitures et c'est Sarah qui nous le rapporte.

Mme LACROIX. Afin de développer un niveau élevé de prestation, mais aussi pour pallier les disparités existantes, le Département souhaite mettre en œuvre une procédure d'achat spécifique aux copieurs des collèges publics. Il a donc été fait le choix d'un groupement de commandes. Ce groupement aura aussi pour objet la passation de marchés et de maintenance de copieurs multifonctions numériques pour les équipes mobiles d'ouvriers professionnels du Département non couverts par le marché en cours. La mise en place de ce groupement permettra des économies substantielles non négligeables grâce à de meilleurs tarifs, tout en permettant de développer et maintenir un niveau élevé de prestations. Le Département est coordonnateur du groupement et conduit dans son intégralité la phase de passation des marchés. Les collèges publics, quant à eux, seront autonomes lors de l'exécution de ce marché, en cours d'exécution le Département servira d'intermédiaire entre les collèges adhérents et le prestataire retenu afin de garantir l'adéquation entre les prescriptions de chaque marché et les prestations réalisées par la centralisation des possibles dysfonctionnements du contrat. Merci de vous prononcer sur ce dossier et d'adopter le projet de libération joint au présent rapport.

M. LE PRÉSIDENT. Merci chère Sarah. La parole est toujours à Jérôme.

M. GUYARD. Et l'avis conforme est toujours conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Vote contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

N 5/06

M. LE PRÉSIDENT. Je passe au 5/06 et c'est Daisy qui vous le rapporte.

Mme LUCZAK. Il s'agit de proposer bien sûr, conformément à l'avis favorable du Maire de nommer le collègue de Vulaines et on vous propose que ce collègue reçoive le nom du Colonel Arnaud Beltrame en hommage bien sûr à cet officier supérieur de gendarmerie assassiné lors d'une attaque terroriste.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Daisy. Je précise que c'est vraiment quelque chose que nous avons porté ensemble avec Daisy. Je pense que nous avons eu et ce n'est pas de la rhétorique creuse le premier vrai héros français du 20^{ème} siècle dans lequel chacun pouvait se reconnaître. C'est un itinéraire d'abord personnel de courage et de réussite professionnelle. C'était quelqu'un qui venait d'un milieu assez simple et qui a la force des poignets s'est hissé au niveau où il a été. C'est quelqu'un qui a eu un parcours d'excellence dans l'armée, il a été majeur de EOGN, notre école de gendarmerie ici. C'est quelqu'un surtout qui on le sait a fait le choix de se battre à mains nues contre le terrorisme islamiste. Et le message du Colonel Beltrame c'est que le Colonel Beltrame, il n'appartient à personne. Tout le monde a essayé de le récupérer alors tantôt, parce qu'il avait telle conviction religieuse, tantôt parce qu'il avait eu un tel engagement fraternel, tantôt pour si, tantôt pour ça. Tout le monde essaye de le récupérer. Beltrame, il n'appartient à personne. Il est la France et la République dans sa beauté, dans sa pureté et dans son sacrifice.

Le dernier point que je souhaite dire sur le Colonel Beltrame, c'est que je pense qu'on ferait un très gros contre sens en ne voyant en lui que le sacrifice, celui qui a donné une vie pour sauver une autre vie, ça a été le cas, ça a été le résultat. Il a effectivement pris ce risque incroyable de déposer son arme et d'aller se confronter aux terroristes qui voulaient l'assassiner et qui effectivement l'ont égorgée, mais il y allait. Et on le voit dans les instructions qu'il avait données juste avant de partir, il y a un livre qui sort je crois le 20 juin, de Marc Tessier sur le Colonel Beltrame et j'en ai lu les épreuves, il avait donné des instructions pour le moment, où il risque d'y avoir l'affrontement à mains nues. Et c'est non seulement un sacrifice il est mort pour les autres. Il est mort pour sauver une vie. Mais il est mort aussi en essayant de combattre et en prouvant que même dans les situations les plus désespérées, il faut toujours combattre et ensuite l'issue du combat c'est le brouillard de la guerre et advienne ce qui pourra

En tout cas, il est un modèle. Je pense qu'il nous interroge tous sur cette question et qu'on peut tous se poser la question aux différentes fonctions qu'on occupe. Si demain on avait ça dans nos Mairies dans notre Conseil départemental. Aurions-nous la capacité ou le courage de prendre des décisions comme ça, aucun nous n'est en mesure de le dire. Celui qui le dirait serait d'une présomption absolument scandaleuse. Mais en tout cas il est un exemple qui inspire et je pense que pour les jeunes de nos collègues ça a un sens d'être inspiré par un exemple comme ça. Donc oui je souhaite très vivement que ce collègue s'appelle collègue Arnaud Beltrame. J'ai eu un accueil très chaleureux du Maire. Le Principal m'a envoyé un mail très rapidement en me disant qu'il était très fier que j'ai proposé cette idée. Donc je pense que tous ensemble on peut avoir ce geste de communion pour un grand Français.

Je vous propose de mettre cette résolution aux voix. Des votes contre ? Des abstentions ? Je vous remercie de cette unanimité.

N 5/07

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons au 5/07 concernant la dénomination du troisième collège de Villeparis et c'est toujours Daisy.

Mme LUCZAK. Il vous est proposé de dénommer ce collège Marthe Simard en hommage à cette femme politique franco canadienne, première femme à siéger dans une Assemblée parlementaire française et engagée activement dans le soutien à la Résistance française pendant la Seconde Guerre mondiale. Bien sûr l'avis favorable du Maire.

M. LE PRÉSIDENT. Daisy qui vote contre ? Qui s'abstient ? Cette dénomination est aussi adoptée à l'unanimité.

Je ne me suis pas occupé de cette dénomination. Je suis incapable de vous répondre. Sur Beltrame, j'avais effectivement travaillé EOGN etc. Est-ce que nos services de l'éducation peuvent nous dire pourquoi le nom... merci.

N 5/08

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons nous passons aux 5/08 sur la modification du règlement départemental de la restauration scolaire et c'est Geneviève qui nous le rapporte.

Mme SERT. Adopté en juin 2017 et entrée en vigueur en septembre 2017, après une année de fonctionnement il nous apparaît nécessaire d'apporter quelques modifications et précisions sur ce document cadre. Un groupe de travail réunissant des gestionnaires et un certain nombre de personnels a travaillé sur cette modification. Il s'agit d'ajuster les découpages des trimestres, d'adapter la gestion du troisième trimestre notamment après le brevet et des précisions par rapport à des remises d'ordre en cas d'absence de l'élève. Il rentrerait si vous l'adoptez en vigueur à la rentrée 2018-2019.

M. LE PRÉSIDENT. Merci pour la commission des finances Béatrice.

Mme RUCHETON. Avis conforme de la Commission des Finances, Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci beaucoup. Des prises de parole non. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

N 5/09

M. LE PRÉSIDENT. Je passe au 5/09 sur l'aide à la restauration scolaire et c'est Daisy qui nous le rapporte.

Mme LUCZAK. Il vous est proposé d'examiner le bilan de l'année 2017-2018 du dispositif Cantinéo 77 et bien sûr ensuite de pouvoir reconduire ce dispositif. Donc vous avez tous les éléments avec le nombre de bénéficiaires sur le rapport et donc on a fait une comparaison avec l'ancien dispositif. Chose promise, chose due, évidemment. Donc on était sur l'ancien dispositif sur un montant moyen annuel par élève à 228 euros et sur le dispositif 2017-2018 nous sommes à 231 euros. Donc, on n'a pas baissé l'aide par collégien pouvant bénéficier de ces dispositifs. Des questions ?

M. LE PRÉSIDENT. Merci, Virginie.

Mme THOBOR. Je tenais déjà à remercier le fait d'avoir pu bénéficier de ce bilan qu'on attend depuis un moment. C'est vrai qu'on aurait aimé au-delà des montants qui sont attribués aux familles peut-être éventuellement pouvoir avoir des chiffres sur la réalité de l'ancien un dispositif. C'est-à-dire le nombre de bénéficiaires avant et maintenant. J'aurais souhaité éventuellement. Je souhaiterais faire une proposition c'est à partir du moment où on est dans l'informatisation et qu'on connaît potentiellement le nombre de collégiens éligibles et le nombre de demi-pensionnaires et qu'on a des inscriptions informatisées maintenant on est capable de récupérer les chiffres assez facilement par le biais de logiciels. Je ferai une proposition qui serait plutôt d'informatiser et de rendre accessible le dispositif à la facturation c'est-à-dire que l'on puisse déduire toutes les aides de manière automatique puisqu'on pourrait avoir les chiffres à l'inscription. Comme ça on n'aurait pas besoin de solliciter les familles pour pouvoir faire en sorte qu'elles bénéficient de l'aide puisqu'on voit bien qu'aujourd'hui il y a au moins entre deux et quatre mille familles qui pour lesquelles l'aide n'est pas accessible soit par une problématique d'accès informatique etc. Du coup que ce soit automatisé et qu'en fait les factures qui soient faites aux familles prennent en compte l'aide Cantinéo de manière automatique.

M. LE PRÉSIDENT. Daisy.

Mme LUCZAK. Oui Virginie, j'entends bien. En commission on avait déjà évoqué ce sujet. On a bien identifié les personnes qui avaient fait le choix et qui avaient la possibilité de pouvoir faire leur inscription en voie dématérialisée. Ensuite les services du collège, le gestionnaire ou le principal adjoint mais également les services du Département ont porté assistance aux familles qui n'avaient pas la possibilité de faire leurs démarches en dématérialisation. Après la proposition la remarque qui est évoquée, pourquoi pas, mais on doit l'étudier. Je ne peux pas donner de réponse aujourd'hui.

Mme THOBOR. L'idée est d'aller vers de la simplification et de l'automatisation de l'aide de manière à se dédouaner des demandes qui sont faites hors procédure ou parce que les familles n'ont... Il y a peut-être une rupture dans la relation avec le collège etc. Que ce soit puisse être automatique et que les factures en tout cas permettent de bénéficier automatiquement de l'aide au regard de la situation familiale des ressources etc. puisque de toute façon les collègues ont récupéré l'ensemble des dossiers des éléments des familles.

Mme LUCZAK. Ok on étudiera mais de toute façon c'est vrai que les collèges généralement sont bien sensibilisés parce qu'ils connaissent les bénéficiaires les plus fragilisés. Je dirais qu'en général, ils sont demandeurs et facilitateurs sur cette inscription sur Cantinéo. Mais pourquoi pas étudier. Oui, Smaïl.

M. LE PRÉSIDENT. Smaïl.

M. DJÉBARA. Oui juste un complément. Effectivement il aurait été plus intéressant d'avoir les évolutions entre l'ancien dispositif et le nouveau. Parce que sur nos territoires on sent bien... Les retours qu'on a, c'est qu'il y a quand même moins de bénéficiaires. De fait les critères ont changé mais surtout c'est l'accessibilité. On le voit bien. Un tiers sont des demandes d'accompagnement pour pouvoir déposer les dossiers informatiquement auprès des

gestionnaires. Donc il y a bien un sujet qui occupe être un frein pour beaucoup de familles et que la piste proposée par Virginie, je pense qu'elle peut être pertinente pour essayer de remonter parce qu'il y a quand on voit qu'il y a 12.000 voilà qui sont éligibles 17000 éligibles on en est à presque la moitié.

Mme LUCZAK. On a eu entre l'ancien dispositif et le nouveau dispositif, le changement de réforme avec la pause méridienne ce qui a aussi changé la donne. Ça aussi, c'est un des critères qui ne nous permet pas de pouvoir copier-coller d'une année sur l'autre. Et puis aujourd'hui, très peu de remarques à ce sujet-là remonte en termes dans les rencontres avec les principaux, les gestionnaires parce qu'ils connaissent les familles les plus fragilisées, ils les connaissent et leur portent assistance. Après à quelques pourcentages pas identifiés, je veux bien le reconnaître mais sur cette différence-là, je pense qu'il y a des explications justement suite à cette réforme. Mais pas non plus d'accessibilité au dispositif.

M. LE PRÉSIDENT. Ecoutez, moi je vous propose sur ce sujet-là, on ne s'interdit pas franchement, on ne s'interdit pas de l'étudier. Il n'y a pas de position doctrinaire sur le sujet. Je dis quand même deux choses. C'est un que je n'ai entendu quasiment dans aucun Conseil d'administration de collège de sujets sur ça depuis un an ou un an et demi y compris de parents d'élèves ou autre parce qu'on n'a... Peut-être ça dépend des gens. Voilà rien n'interdit d'y réfléchir. Pour la commission des finances Béatrice.

Mme RUCHETON. Avis conforme de la commission des finances.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Adoptée dans ces conditions.

N 5/10

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons au 5/10 concernant la restauration scolaire pour le collège provisoire de Villeparisis et c'est Véronique qui rapporte.

Mme VEAU. Il s'agit d'un rapport qui a pour objet de définir par le biais d'une convention les modalités de prise en charge du service de restauration du collège provisoire de Villeparisis 3 qui va être accueilli dans le collège Gérard-Philippe de Villeparisis, dans l'enceinte du collège. Vous aurez les deux collèges qui seront dans la même enceinte et, de cette façon ils pourront profiter du même lieu de restauration et il s'agit également de fixer le tarif des repas du collège de Vulaines-sur-Seine pour l'année 2018 qui sera de 3,54 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Véronique. Cathy pour la commission des finances à Isabelle.

Mme RECIO. C'était juste pour dire que c'est le canton de Villeparisis et non pas Claye-Souilly.

M. LE PRÉSIDENT. Bien noté. Nous taperons sur les doigts de qui de droit. Cathy pour la commission des finances.

Mme BISSONNIER. Avis conforme de la Commission, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Cathy. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Il est adopté à l'unanimité.

N 5/11

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons aux 5/11, sur le sport de haut niveau et c'est l'excellente Martine. Je n'ai pas vu où elle est. D'habitude on a beaucoup de projets pour le sport. Là c'est la première fois que tu auras Ma chère Martine je te donne la parole.

Mme BULLOT. Il s'agit de s'arrêter à la modification du... aux listes ministérielles qui ont subi une modification donc le dispositif départemental a souhaité s'adapter aux modifications des listes ministérielles de haut niveau. Suite au décret et à l'application du texte depuis le 1^{er} novembre 2017, on a donc décidé de reconnaître et d'inscrire au sein du dispositif départemental, la catégorie nouvelle « *collectifs nationaux* » qui n'existaient pas et donc de fixer un montant maximum de la bourse individuelle du département à 1250 euros au profit de chaque athlète classé au sein de cette catégorie collectifs nationaux, car ces athlètes qui étaient aidés par le Département jusqu'à présent en catégorie espoir par exemple seraient sortis du dispositif et n'auraient plus du tout perçu de soutien de notre part. C'est une chose et puis la seconde c'est le changement de la dénomination de la catégorie « *Jeunes* » en catégorie « *Relève* ». Voilà. Je vous remercie de bien vouloir accepter ce rapport.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Martine. Cathy, pour la Commission un avis conforme de la Commission.

Mme BISSONNIER. Avis conforme de la Commission.

M. LE PRÉSIDENT. J'en profite et je passe tout de suite la parole à Monique pour féliciter les sportifs de sa Commune et pour la très bonne nouvelle pour la Seine-et-Marne où nous avons eu l'équipe de handball de Pontault qui sont rentrés en start league et qui deviennent la première division du hand. Donc bravo à eux. Je sais que c'est toute une Commune qui est à côté. Le Département vous accompagnera les accompagnera. C'est une décision que nous avons prise avec Martine à hauteur de 30 000 euros, pour le développement de cette activité.

Mme DELESSARD. Monsieur le Président je voulais vraiment vous remercier. C'est très bien que vous ayez pu prendre la parole sur ce point-là. Je pense que vous avez été à l'écoute c'était une décision importante et urgente surtout à prendre. Puisqu'il fallait envoyer les dossiers très rapidement vous avez été à l'écoute je remercie aussi bien vous-même Monsieur le Président, mais également la Vice-Présidente qui a accompagné également ce dossier et votre Directeur de cabinet qui nous a bien appuyé et qui a fait le nécessaire pour obtenir très rapidement un suivi et un accompagnement pour la ville et surtout pour le club puisque c'est le club qui va en bénéficier. En tout cas merci.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Monique donc maintenant il y a un défi, c'est qu'il faut et y rester d'abord essayer de monter le plus possible de gagner et je vous promets que quand vous serez champion de France, on sera à vos côtés pour le fêter et vous aider encore davantage.

Mme DELESSARD. J'espère bien que vous viendrez à certains matchs. Martine est déjà venue, mais on essaiera de trouver une bonne date

M. LE PRÉSIDENT. Ce sera avec joie. Je mets cette délibération aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est adopté à l'unanimité.

Nous en avons terminé avec... presque terminé avec cette séance. L'ordre du jour est épuisé. Il n'y a plus de problème de quorum, mais nous allons vous passer très rapidement la vidéo. Pardon Pierre-Marie va nous dire un petit mot sur les lumières de la paix et on passe la vidéo dans la foulée et on vous libère ensuite.

M. CUNY. Très bien, merci Monsieur le Président. Juste deux mots pour vous donner quand même quelques informations sur ce projet qui mobilise toute la Seine-et-Marne musicale, je dirai et depuis un an c'est à une mobilisation musicale effectivement que nous avons affaire puisque nous avons 250 instrumentistes de tous les âges, de tous les milieux sociaux et de tous les territoires qui répètent sans cesse ce programme pour le 8 septembre et nous avons 400 choristes adultes et 100 choristes enfants. Ne serait-ce que vous donnez la liste des villes d'où proviennent ces harmonies puisque ce sont bien des orchestres harmoniques qui vont donner

cette commémoration et ces chorales vont vous donner une idée de la diversité des territoires. En ce qui concerne les harmonies nous avons Brie-Comte-Robert, nous avons Champs-sur-Marne, nous avons Chelles, nous avons Coulommiers, Dammarie-les-Lys, Fontainebleau, Gretz-Armainvilliers, Lorrez-le-Bocage, Melun, Mitry-Mory, Moissy-Cramayel, Nangis, Nemours, Pontault-Combault, Thorigny-sur-Marne, Vert-sur-Marne et Verneuil l'étang. Et en ce qui concerne les chorales nous avons Blandy-les-tours, Cély-en-Bière, Chartrettes, Claye-Souilly, Coulommiers, Crégy-les-Meaux, Dammarie-les-Lys, Donnemarie-Dontilly, Favières Tournant, Fontainebleau, Fontenay-Trésigny, La Houssaye-en-Brie, Lizy-sur-Ourcq, Marles-en-Brie, Mauperthuis, Meaux, Melun, Montereau, Nangis, Savigny-le-Temple, Vaux-le-Pénil, Vert-Saint-Denis, Villeneuve-sur-Bellot. Et donc, vous voyez la dimension départementale de ce projet. Ce sont au total 1200 Seine-et-Marnaises et Seine-et-Marnais qui travaillent depuis un an sur ce projet avec trois personnalités, un chef d'orchestre Jean-Michel DESPIN qui est le chef de l'orchestre Melun Val-de-Seine, donc un Seine-et-Marnais. Pour les cœurs, Jean MAUMENÉ qui a fait tout un travail extraordinaire sur ce Département et pour la scénographie des bougies puisque nous avons pris le symbole de la flamme du Soldat inconnu pour la cérémonie de ces bougies, ce sont sept équipes de cinquante personnes qui se sont portées volontaires pour faire cette scénographie qui se déroulera entre la scène qui accueillera 750 musiciens et pas pour n'importe quel programme : la Grande Symphonie funèbre et triomphale de Berlioz et qui est quand même un sommet de la musique de répertoire, et là véritablement les musiciens amateurs se surpassent là-dessus et de répétitions en répétition. Ils adhèrent totalement à ce projet. Et puis bien sûr la Marseillaise de Berlioz les sept couplets où nous rejoindrons cent collégiens qui proviennent donc de Coulommiers du collège Hippolyte Rémi et donc vous allez voir ces trois petits teaser l'un sur les harmonies les répétitions l'autre sur les chorales les répétitions et l'autre enfin surtout le travail de cet artiste qui se prénomme MUMA qui est un artiste catalan et qui a beaucoup travaillé avec les Communes du Melz-sur-Seine, de Dammarie-les-Lys et de Melun, voilà.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Pierre-Marie je pense que le 8 septembre sera vraiment une journée d'apothéose et maintenant ce film va nous mettre en appétit.

Une vidéo est projetée.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien. Bravo Pierre-Marie. On attend ce grand moment avec une vraie impatience et une vraie émotion et je peux vous dire que lorsque j'étais là aux répétitions j'ai vraiment vu le plaisir de ceux qui participaient aux répétitions voir des chorales ou des ensembles l'orchestre se croiser qui venaient de mon Canton, qui jouaient avec des musiciens de Melun, de Nemours. C'est extra de Dammarie-les-Lys, c'est extraordinaire. C'est vraiment la Seine-et-Marne qui s'incarne.

La séance est levée à 17 heures 30.